

" Témoin de l'actualité " est un recueil d'articles que j'ai rédigés. L'ensemble des chroniques, articles et contributions touche essentiellement la géopolitique, l'économique, le social, le psychologique et à certains égards le politique au vu de leurs interférences et leurs enchevêtrements.



Mustapha MAGHRITI est Inspecteur Divisionnaire des Finances en chef au Ministère de l'Economie et des Finances et titulaire de Doctorat en Relations Economiques Internationales (Faculté de Droit Rabat-Agdal). L'auteur est journaliste ayant contribué par plusieurs chroniques, dans plusieurs supports économiques.



Mustapha MAGHRITI

## Témoin de l'actualité

Chroniques économiques, sociales et politiques

**Mustapha MAGHRITI**

**Témoin de l'actualité**

FOR AUTHOR USE ONLY

FOR AUTHOR USE ONLY

**Mustapha MAGHRITI**

# **Témoin de l'actualité**

**Chroniques économiques, sociales et politiques**

FOR AUTHOR USE ONLY

**Éditions universitaires européennes**

## **Imprint**

Any brand names and product names mentioned in this book are subject to trademark, brand or patent protection and are trademarks or registered trademarks of their respective holders. The use of brand names, product names, common names, trade names, product descriptions etc. even without a particular marking in this work is in no way to be construed to mean that such names may be regarded as unrestricted in respect of trademark and brand protection legislation and could thus be used by anyone.

Cover image: [www.ingimage.com](http://www.ingimage.com)

Publisher:

Éditions universitaires européennes

is a trademark of

Dodo Books Indian Ocean Ltd. and OmniScriptum S.R.L publishing group

120 High Road, East Finchley, London, N2 9ED, United Kingdom  
Str. Armeneasca 28/1, office 1, Chisinau MD-2012, Republic of Moldova,  
Europe

Printed at: see last page

**ISBN: 978-620-6-69060-3**

Copyright © Mustapha MAGHRITI

Copyright © 2023 Dodo Books Indian Ocean Ltd. and OmniScriptum S.R.L  
publishing group

FOR AUTHOR USE ONLY

" **Témoignage de l'actualité** " est mon 7<sup>ème</sup> tome de chroniques. Il s'agit d'un recueil d'articles que j'ai rédigés. L'ensemble des chroniques, articles et contributions touche essentiellement la géopolitique, l'économique, le social, le psychologique et à certains égards le politique au vu de leurs interférences et leurs enchevêtrements.

*Signé : **Mustapha MAGHRITI***

FOR AUTHOR USE ONLY

FOR AUTHOR USE ONLY

## **Covid-19, Crise Ukrainienne et l'impérieuse nécessité de la Souveraineté alimentaire et pharmaceutique du Maroc**

*Chronique publiée sur notre site [www.maghriti.ma](http://www.maghriti.ma) le 10/03/2022*

Jeudi à l'aube, aux alentours de 5 heures du matin, on a assisté à des crimes contre l'humanité en Ukraine : Des chars Russes qui franchissent les frontières d'une Ukraine pourtant reconnue comme indépendante par la communauté mondiale en 1991 après la chute de l'URSS, des villes désertées et dépeuplées par leurs habitants, des citoyens repliés aux stations de Metro de Kiev servant d'abri anti-bombe au regard de l'offensive militaire Russe, sur des kilomètres de voitures à la sortie de la capitale Kiev, les habitants horrifiés et affolés par des mitrailleurs tentent de fuir vers les frontières Est du pays.

Répercussions économiques : En l'espace de quelques heures, le baril de pétrole dépassé la barre des 100 dollars, les cours du blé a atteint un niveau record à 344 euros la tonne et plusieurs matières premières ont explosé dont le prix du gaz naturel a bondi de 40% en une journée, turbulences sur les marchés financiers mondiaux, les bourses et places financières s'effondrent.

L'économie mondiale qui a déjà du mal à se relever de deux longues années de pandémie s'apprête à affronter un nouveau typhon économique, social et politique d'une planète encore en rémission du Covid-19.

Isolément et abstraction faite des causes et des dessous stratégiques et géopolitiques de l'invasion russe, la crise de l'Ukraine vient confirmer encore une fois l'extrême vulnérabilité d'une économie planétaire devenue globalisée à outrance.

La crise de l'Ukraine fait tâche d'huile en impactant l'économie mondiale : Après la crise de gaz que connaîtra assurément l'Europe, elle sera ressentie par l'économie Marocaine au vu de l'ampleur des échanges commerciaux avec Kiev (blé, céréales, fer, acier ...).

A cet égard, plus que jamais, la souveraineté économique s'impose comme une orientation stratégique décisive pour se soustraire aux effets de crises mondiales et leurs contrecoups sur le tissu économique et social. Le Souverain Marocain, en visionnaire avéré, avait mis les pleins phares lors de la 1ère session de la 1ère année législative de la 11ème législature, entre autres priorités pour le Maroc, sur l'impérieuse nécessité de la Consolidation de la souveraineté face aux enjeux de la compétitivité internationale en constituant des stocks de sécurité de produits stratégiques.

Ceci est d'autant plus opportun que le Maroc au vu des crises mondiales, entre dans une phase nouvelle qui requiert la mutualisation des efforts autour des priorités stratégiques et relever les défis extérieurs.

La crise pandémique a révélé le retour en force du thème de la souveraineté, avec des enjeux de compétition internationale à travers la nécessaire consolidation de la place occupée par le Maroc et la défense impérieuse de ses intérêts supérieurs, singulièrement dans la conjoncture actuelle qui encellule dans son sillage défis, risques et menaces. De fait, la crise pandémique a révélé le retour en force du thème de la souveraineté qu'elle soit sanitaire, énergétique, industrielle, alimentaire ou autre.

La crise de la pandémie du Covid-19 n'a-t-elle pas révélé les dysfonctionnements dans la fourniture et la distribution des produits de première nécessité ? Durant cette crise, le Maroc n'a-t-il pas réussi, à gérer ses besoins en la matière et à assurer un approvisionnement normal et suffisant de ses marchés.

Pour consolider les efforts de résilience entamés notamment depuis le début de la pandémie, ainsi que l'autonomie et la sécurité stratégiques du pays, le Souverain Marocain a ordonné la mise en place d'un dispositif national intégré portant sur la réserve stratégique de produits de première nécessité, notamment alimentaires, sanitaires et énergétiques, avec une mise à jour continue des besoins nationaux.

Le mandement Royale sur cette thématique effrontément stratégique procède d'une lecture proactive, géopolitique et géoéconomique, tirant les leçons de la crise de Covid-19 et prenant en considération les risques et les incertitudes d'un environnement international en perpétuelles turbulences.

Ce devrait, in fine, constituer un axe important du nouveau programme gouvernemental, lequel aura notamment à prévoir la réforme du cadre juridique organisant les stocks de sécurité, l'engagement d'investissements conséquents dans les capacités nationales de stockage et de réserves stratégiques, ainsi que le développement de la production nationale de certains produits importés.

Et c'est le cas hier Mercredi 9 Mars 2022 et dans l'ambition de le Maroc continue de blinder la souveraineté alimentaire et sanitaire, 13 conventions d'investissement dans les secteurs des industries agroalimentaires et pharmaceutiques ont été signées dans un environnement tumultueux marqué par la baisse des investissements étrangers et par le double effet de la crise sanitaire et la guerre entre la Russie et Ukraine.

Répartis sur cinq régions, Casablanca-Settat, Rabat-Salé-Kénitra, l'Oriental, Fès-Meknès et Tanger-Tétouan-El Hoceima, les 10 projets d'investissement de l'agroalimentaire, accompagnés dans le cadre du contrat-programme pour le développement des industries agroalimentaires, relèvent également des filières de la biscuiterie, chocolaterie et confiserie; des pâtes alimentaires et couscous; de transformation des fruits et légumes et de l'industrie laitière, ainsi que la mise en place des pharmaceutiques qui seront dédiées à la fabrication et au conditionnement exclusifs des médicaments génériques hospitaliers injectables visant à répondre à la demande croissante du marché national en médicaments et d'augmenter la capacité nationale de fabrication de génériques à forte valeur ajoutée et de développer certaines formes galéniques telles que les injectables.

1,731 Milliards de dirhams est le montant équivalent aux 13 conventions d'investissement générateurs de richesses et d'emplois, portés, majoritairement, par des capitaux marocains, témoigne de la grande dynamique que connaissent

nos industries et augure du retour de l'économie Marocaine à une souveraineté économique sur des segments de chaînes de valeurs qui jusque-là étaient légèrement délaissées, où le tissu industriel Marocain prend de plus en plus des parts du marché, complétant et renforçant ainsi l'intégration du Royaume.

Au-delà du "Made in Morocco" et du marché local, le produit national doit aspirer à percer dans le marché mondial avec une gamme de produits diversifiés et à forte valeur ajoutée.

FOR AUTHOR USE ONLY

## **L'Espagne respire au Maroc : les raisons géostratégiques du rétablissement diplomatique**

*Chronique publiée sur notre site [www.maghriti.ma](http://www.maghriti.ma) le 12/04/2022*

Feu Hassan II n'a-t-il pas utilisé la célèbre métaphore pour définir le Maroc comme " Le Maroc est un arbre dont les racines plongent en Afrique et qui respire par ses feuilles en Europe".

Le chef de l'exécutif espagnol a fait sienne cette phrase de Feu Hassan II de façon pragmatique ; cette allégorie a été transposée par Pedro Sánchez dans le contexte actuel du rétablissement des relations diplomatiques entre Rabat et Madrid et c'est " l'Espagne, dont les racines plongent en Europe, qui respire au Maroc" : La récente reconnaissance par l'Espagne de l'initiative Marocaine d'autonomie du Sahara Marocain le Vendredi 18 Mars 2022 en est la meilleure pièce.

En sus, la visite du chef de l'exécutif Espagnol, à l'invitation du Souverain Marocain, jalonne le début d'une nouvelle ère de relations entre Rabat et Madrid, ainsi que la fin d'une profonde crise diplomatique.

Certes, la décision de lubrifier l'appareil diplomatique entre le Maroc et l'Espagne n'est pas spontanée, mais mûrement réfléchi par le gouvernement Espagnol et ce pour plusieurs raisons géostratégiques :

- Primo, l'Espagne sait opportunément que le Maroc est le point initial pour le trait d'union géostratégique entre le Mare Nostrum et l'Afrique à travers une vision Royale éloquent qui interpelle les Espagnols, Méditerranéens, aux Européens et les Africains.
- Secundo, l'Espagne appréhende congrûment les séquences vertueuses du Codéveloppement, de la coproduction et du partenariat, avec un pied au Nord (Europe) et un pied au Sud (Afrique) de leur chaîne de valeur industrielle. Cette stratégie ne permet-elle pas à Madrid, d'une part de bénéficier de la proximité

géographique et culturelle, et d'autre part de la complémentarité entre des pays matures et vieillissants au Nord, et des pays jeunes et émergents au Sud ?

- Tertio, l'Espagne sait manifestement que la Chine délocalisera plus 85 Millions d'emplois manufacturés en Afrique, lui permettant de se positionner sur la rive sud de la Méditerranée pour approvisionner l'Europe. L'Espagne cible le Maroc, car il est le chemin vers les débouchés chinois.

Voilà pourquoi l'Espagne entend profiter de ce mouvement, tant ses richesses humaines et son abysse qu'il tisse avec l'Afrique, via le Maroc, lui attribuera un rôle géostratégique.

Ce premier chemin est d'autant plus pertinent pour engager le Maroc qu'il se croise avec un deuxième chemin Nord/Sud que Madrid veut construire avec l'Europe.

Le second chemin, en chantier, est vertical Nord/Sud : C'est celui du transport, de la logistique et du développement des provinces du Sud du Maroc qui doivent être enrichie de zones industrielles, de zones franches, de technopoles et de clusters industriels. Une Jonction en jachère qui raccordera l'Afrique du Nord à l'Afrique subsaharienne en pleine effervescence économique. L'Espagne sait ag hoc que le terrain entre l'Europe, à travers l'Espagne et l'Afrique via le Maroc est toujours en friche.

L'Espagne sait assurément que l'axe Rabat-Madrid est l'axe structurel des relations entre le Nord et le Sud de la Méditerranée.

- Quarto, l'Espagne sait notoirement que la région Euro-méditerranéenne est confrontée à des challenges aussi complexes que multiples, économiques, énergétiques, environnementaux et sécuritaires. Dans un tel contexte, l'accolade Maroc/Espagne s'impose plus que jamais pour les deux rives de la Méditerranée. Reconnaissant-le, dans cette chronique, qu'en dépit des efforts prodigués par la Politique Européenne de Voisinage, l'édifice d'une géographie de stabilité et de prospérité partagées, tant attendu par les deux rives de la Méditerranée, tarde à se cristalliser en raison d'innombrables fractures qui

sillonnent la région, d'une volonté politique timorée de certains partis eurosceptiques, du manque de confluences entre les États Européens, et de l'inadéquation de certains instruments aux nouvelles réalités de transitions politiques et économiques survenues en Méditerranée.

A cet égard, l'Espagne, en complémentarité avec le Maroc et ses partenaires de la rive Sud, est plus que jamais interpellée à peser dans la région méditerranéenne, notamment à travers l'Union pour la Méditerranée UPM qui, faut-il rappeler, est une organisation intergouvernementale qui regroupe 43 pays sur la base d'une co-présidence paritaire entre les rives sud et nord de la mer Méditerranée. Elle a été fondée le 13 juillet 2008, lors du Sommet de Paris pour la Méditerranée qui est destinée à renforcer les acquis du Partenariat euro-méditerranéen (Euromed) mis en place en 1995 sous le nom de Processus de Barcelone.

- Quinto, Madrid sait que le Maroc recèle d'énormes potentialités économiques, humaines et naturelles, pouvant être une véritable courroie de transmission de croissance et la dynamique économique pour l'Espagne et l'Europe.

Une telle vertu géostratégique impliquerait, de la part de Madrid, une coopération plus engagée et plus cimentée, en synergie avec les prévalences de l'agenda du Maroc, des pays du Sud et le durcissement de ses capacités d'action dans cet espace régional, tout en fédérant le rôle du Maroc en tant que protagoniste incontournable dans la reconfiguration de la Politique Européenne de voisinage.

Madrid pense, en terme dialectique, que la stabilité et la sécurité de l'Europe, de même que son redressement économique et productif, passent indubitablement par la stabilité et le développement du sud de la Méditerranée et de l'Afrique ; que la prospérité du Maroc est liée à celle de l'Espagne et inversement, termes qui sont d'ailleurs utilisés dans la missive adressée au Souverain Marocain par le chef de l'exécutif Espagnol

A cet égard, il est impérieux d'échafauder les conditions économiques et sociales à même d'accoucher de nouveaux modèles de dynamique économique,

plus endogènes et durables qui seront altruistes et plus fructueux au Maroc à l'Espagne et à toute la région Sud-Méditerranéenne . Ceux-ci passent irréversiblement par la valorisation des potentialités du Maroc, de la rive du Sud, et ce en intronisant des investissements productifs porteurs de croissance, de revenus et d'emploi inclusifs à même d'assurer une insertion économique et sociale des jeunes du Maroc et de la ceinture Sud-Méditerranéenne.

Aussi, la grande apostrophe de la promotion des valeurs culturelles pour prémunir les jeunes de toute forme d'outrance et d'extrémisme ne doit-elle pas figurer dans l'agenda de Madrid ?

Avouons-le, Madrid l'a bien pressentie, en se dotant d'une vision agencée sur des orientations visant la consolidation de la coopération régionale en Méditerranée, étayée sur la création d'opportunités économiques en faveur des jeunes. Cette orientation ne doit pas nous faire insinuer une vision fataliste et léthargique de la part du Maroc et des pays du Sud; ils doivent réaliser intrinsèquement leur propre "sueur" économique, sociale et politique en termes de réformes économiques, de gouvernance, de démocratie et d'État de droit en interpellant toutes les synergies en faveur de la croissance, l'inclusion et l'équité sociale.

- Sexto, l'Espagne, qui se trouve confrontée à la question de l'immigration illégale, sait infailliblement que le Maroc est l'allié stratégique pour étancher ce fléau, et doit amener l'Europe à s'impliquer dans le processus de co-développement qui, en garantissant la prospérité en Afrique, limitera le flux migratoire.

La promotion d'une approche sécuritaire régionale pour l'immuabilité de la paix et de la dynamique du développement n'appelle-elle pas à la prise en compte de toutes les dimensions stratégiques du Maroc, du périmètre Sud-Méditerranéen et Africain ?

Penser ainsi, le Maroc n'exige-t-il pas de concevoir cet espace non pas comme une région terne et effacée mais comme une interface dynamique et tangible,

capable d'assurer la connexion et la mise en étroite relation des territoires qui l'entourent ? Reconnaissant le, l'Espagne l'a bien appréhendée en faisant le pari de se réconcilier avec Rabat et l'ouverture sur son continent et ce en optimisant sa position géostratégique entre l'Afrique et l'Europe.

- Ultimo, l'Espagne sait immanquablement que l'Afrique, de part en part du Maroc, est le continent de l'avenir, disposant de fortes marges de croissance durable. C'est le continent qui dispose d'une richesse d'atouts multidimensionnels qu'il convient de revaloriser au bénéfice du développement humain durable.

André Frossard n'a-t-il pas dit que "L'Europe cherche avec raison à se donner une politique et une monnaie commune, mais elle a surtout besoin d'une âme" ? Cette âme et sœur ne peut être que l'Afrique à travers le pont qui est le Royaume Chérifien du Maroc.

FOR AUTHOR USE ONLY

FOR AUTHOR USE ONLY

## **Une économie mondiale à fleur de peau : Le Warning de la CNUCED**

*Chronique publiée sur notre site [www.maghriti.ma](http://www.maghriti.ma) le 17/04/2022*

L'économie mondiale qui a déjà du mal à se relever de deux longues années de pandémie affronte un nouveau typhon économique, social et politique d'une planète encore en rémission du covid-19.

Isolément et abstraction faite des causes et des dessous stratégiques et géopolitiques de l'invasion russe, la crise de l'Ukraine vient confirmer encore une fois l'extrême vulnérabilité d'une économie planétaire devenue globalisée à outrance.

La crise de l'Ukraine fait tâche d'huile en impactant l'économie mondiale : Après la crise de gaz que connaît assurément l'Europe, elle est ressentie par l'économie Marocaine au vu de l'ampleur des échanges commerciaux avec Kiev (blé, céréales, fer, acier ...).

“La guerre en Ukraine risque de briser l'élan de la reprise mondiale. Elle devrait amputer la croissance mondiale d'environ 1 point de pourcentage», circonstancie la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement CNUCED dans un nouveau rapport publié à Genève. Sous cette optique, les perspectives de l'économie mondiale s'enveniment vélocement, sous l'effet de l'embrasement des prix des denrées alimentaires, des carburants et des engrais, de la turbulence financière, de la reconfiguration des chaînes d'approvisionnement mondiales et de l'envolée des coûts commerciaux, notamment ceux du fret maritime, discerne la CNUCED. Ce sont là autant d'entrechoquement qui affligent les acquis du rebond après la pandémie de COVID-19 et assomment les sentiers du développement durable.

En sus, la guerre entre la Russie et l'Ukraine provoquerait une "augmentation mondiale de la malnutrition et de la famine", ce qui empirerait davantage la situation singulièrement alarmiste dans l'Afrique Subsaharienne et les pays les

moins avancés ; pays où le taux de famine ont chaviré au cours des dernières années ; pays où éclosent de nombreuses alarmes et alertes, notamment au sujet des marchés de matières premières, des denrées alimentaires et des carburants.

Ces crises intenses sont imputables au fait que l'Ukraine et la Russie sont des protagonistes internationaux sur les débouchés agroalimentaires, représentant plus de la moitié du commerce mondial d'huile et de graines de tournesol et plus de 27% du blé.

Cette situation est critique pour les pays Africains : Plus de 25 pays Africains, dont de nombreux pays les moins avancés, importent plus 33% de leur blé émanant des deux pays en guerre. Pour 15 d'entre eux, la part importée est supérieure à la moitié.

Les pénuries alimentaires sont, donc, patentes et tangibles. Tous les pays y sont confrontés, y compris notre pays : le Maroc subira de plein fouet la crise entre la Russie et l'Ukraine, et que cela pourrait même coûter 2% du PIB selon une récente étude du think tank Policy Center for the New South

Si au niveau mondial, tous les pays sont concernés, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord sont particulièrement vulnérables à la hausse des prix alimentaires, selon le Programme Alimentaire Mondial PAM. L'Egypte est notamment parmi les pays les plus menacés de famine dans les mois à venir.

Ce pays est tributaire à 80% des céréales russes et ukrainiennes. Le Liban importe environ plus de 50% de son blé d'Ukraine, indique l'organisation. Pour la Tunisie, ce taux est de 42% et pour le Yémen de 22%.

Toujours selon le PAM, les prix des denrées alimentaires dans le monde entier sont déjà à un niveau record, et les acheteurs qui doivent faire le tour des marchés pour remplacer le blé ukrainien paieraient encore plus cher

La Russie a déjà réduit ses exportations de blé et de maïs, et le ministre ukrainien de l'Agriculture a déclaré le 22 mars 2022 que la récolte de ce printemps pourrait être inférieure de moitié aux prévisions d'avant-guerre.

L'Ukraine a suspendu ses exportations de viande, de bétail, de sel, de sucre, de sarrasin, d'avoine, de millet et de seigle.

Cette bouffée des prix des denrées alimentaires et des carburants imputera les pays les plus vulnérables, en serrant l'étau sur les ménages les plus démunis qui affectent la part la plus importante de leurs dépenses à l'alimentation.

Bien avant le rapport de la CNUCED, la faim dans le monde a alerté l'agence des Nations Unies pour l'Agriculture et l'alimentation (FAO) dans un rapport récent sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde établi conjointement par avec le concours de quatre organismes de l'ONU (le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

Selon les calculs de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement CNUCED, en moyenne, plus de 5% du panier d'importation des pays les plus pauvres, et 1% du panier pour les pays plus riches est composé de produits susceptibles de subir une hausse de prix en raison de la guerre entre la Russie et l'Ukraine.

Aussi, le risque de troubles civils, de pénuries alimentaires et de récessions induites par l'inflation ne peut être écarté, dénote les auteurs du rapport de la CNUCED, eu égard à la vulnérabilité de l'économie mondiale.

Plus que jamais, aujourd'hui, nous avons besoin d'une rupture avec les choix passés afin de mettre l'agriculture et l'alimentation au centre pour mettre fin à l'outrage de la faim et de l'insécurité alimentaire dans notre planète qui tue plus de personnes que le sida, la tuberculose et le paludisme.

Ces stratégies passent inlassablement par une réorientation des systèmes agricoles visant à privilégier le développement durable ; stratégies où les organismes humanitaires ont un rôle à jouer en œuvrant pour promouvoir une agriculture durable, pour instaurer des mesures visant à élargir l'accès à la

nourriture pour tous, pour améliorer l'économie locale et contribuer à la sécurité alimentaire. Il faudrait toutefois qu'un cadre politique, de gouvernance mondiale crée un environnement favorable en encourageant la paix, la stabilité macroéconomique et en définissant les domaines prioritaires d'un programme de lutte contre la faim.

Avouons-le, en guise de conclusion, la faim dans le monde n'est pas une fatalité, les thèses malthusiennes et néo-malthusiennes sont fausses et battues en brèche, les ressources naturelles sont suffisantes depuis la création de la planète. Pour preuve, DIEU dans Sourate FUSSILAT verset 9 et 10 dit "Renierez-vous [l'existence] de celui qui a créé la terre en deux jours et LUI donnerez-vous des égaux ? Tel est le SEIGNEUR de l'univers, c'est LUI qui a fermement fixé des montagnes au-dessus d'elle, l'a bénie et lui assigna ses ressources alimentaires en quatre jours d'égale durée. [Telle est la réponse] à ceux qui t'interrogent."

Le droit à l'alimentation pour tous est une revendication légitime où chacun a son rôle à jouer, des ONG aux pouvoirs politiques sans occulter chacun d'entre nous qui à sa façon, ses propres moyens, peut contribuer à cette lutte par un don, une offre de bénévolat, un effort pour préserver les potentialités de la nature. Le droit à l'alimentation est un droit de naissance pour tout être humain. Nelson Mandela n'a-t-il pas argué que "La pauvreté n'est pas un accident comme l'esclavage et l'Apartheid, elle a été faite par l'Homme et elle peut être supprimé par des actions communes de l'humanité" ??

## **Les trajectoires économiques Royales pour une Afrique prospère**

*Chronique publiée sur notre site [www.maghriti.ma](http://www.maghriti.ma) le 26/05/2022*

En dépit de sa position à la croisée des chemins de l'Europe et du monde Arabe, le Maroc a toujours affirmé son arrimage à l'Afrique. L'histoire retient que cet ancrage date de l'époque du commerce caravanier et chamelier transsaharien, entre le Maroc, les pays Méditerranéens et ceux de l'Afrique subsaharienne.

Au plan politique, le Maroc a mené chevaleresquement avec le continent noir la bataille pour l'Indépendance et a continué cette lutte après les années 60 : L'un des moments indélébiles de ce combat a été la sempiternelle conférence de Casablanca de 1961 initiée par Feu Mohammed 5. Un an avant, en 1960, Mohammed 5, le grand-père du souverain Marocain Mohammed VI, se rapprocha de certains leaders du continent noir, comme le Congolais Patrice Lumumba, le Malien Modibo Kéita, le Guinéen Ahmed Sékou Touré. Feu Mohammed 5 convia ces dirigeants Africains à s'unir contre la puissance coloniale. La Conférence de Casablanca de 1961 naîtra de cette rencontre, qui cristallisa l'engagement pour une Afrique digne et forte.

Plus d'un demi-siècle après, le Roi Mohammed VI ressuscita et exhuma l'histoire à travers

Le discours prononcé le 20 Août 2016 à l'occasion de 63ème anniversaire de la Révolution du Roi et du peuple.

Dans ce discours sur l'implication Marocaine en Afrique, le Souverain Marocain réitéra une analyse solennelle et majestueuse : Il pointa, avec une réverbération inédite la responsabilité du colonialisme dans les tares que subissent les Africains aujourd'hui : " Les problèmes qui affligent les pays africains actuellement, notamment ceux du sous-développement, de la pauvreté, de l'émigration, des guerres et des conflits, outre la tentation, en désespoir de cause, de se jeter dans les bras des groupes extrémistes et terroristes, sont autant

de maux engendrés par la politique calamiteuse que le colonialisme a menée pendant des décennies".

Et pour mettre en valeur les motivations Marocaines qui expliquent et justifient le grand intérêt du royaume pour l'espace africain, le Souverain Marocain évoqua 4 sentiers importants :

- Le premier sentier est de participer à la manumission et à l'exultation du citoyen Africain. A cet égard, le Souverain Marocain emprunta un discours qui parle aux jeunes générations Africaines. Le Souverain Marocain fit valoir que le Maroc donne toujours aux peuples de son continent sans attendre d'en recevoir une contrepartie, précisant que l'engagement du Royaume en faveur des causes et des préoccupations de l'Afrique n'a jamais été motivé par une volonté mercantile d'exploitation de ses richesses et de ses ressources naturelles où l'Afrique n'est pas " un marché pour vendre et écouler les produits Marocains, ou un cadre pour le lucre rapide, mais plutôt comme un espace d'action commune pour le développement de la région, au service du citoyen africain".

C'est dans ce contexte que le Maroc apporte son concours à la réalisation de projets de développement humain et de prestations sociales ayant un impact direct sur la vie des populations de la région.

Ainsi, le Maroc ne se cantonne pas à exporter des médicaments, mais il tient à construire des laboratoires pharmaceutiques, et bâtir des établissements et autres centres de santé, ajoutant, en sus, que le Royaume réalise, des infrastructures et des centres de formation professionnelle et technique, ainsi que des projets porteurs d'emplois et de revenus stables, et apportant, en outre, son soutien aux petits agriculteurs et encourage la préservation des écosystèmes où pour nous " L'Afrique n'est pas un objectif; c'est plutôt une vocation au service du citoyen africain, où qu'il soit". Ajoutant que "l'intérêt que nous portons à l'amélioration de ses conditions de vie dans son pays, est le même que celui dont bénéficient les migrants africains au Maroc, contrairement à ce qu'ils endurent dans plusieurs régions du monde".

- Le deuxième sentier est le potentiel humain et naturel que recèle l'Afrique où le Souverain est convaincu " que l'Afrique est capable d'assurer son propre développement et de changer par elle-même son destin, grâce à la forte détermination de ses peuples, à leurs potentialités humaines et à leurs ressources naturelles",

- Le troisième sentier est la réintégration du Maroc à l'Union Africaine où le Souverain Marocain précisa que " la réintégration par le Maroc de sa place naturelle au sein de sa famille institutionnelle continentale, n'est que l'illustration de cet engagement d'aller de l'avant pour faire prévaloir les causes qui sont celles de ses peuples".

car l'Afrique.

« C'est bien davantage qu'une appartenance géographique et des liens historiques. Elle évoque, en vérité, des sentiments sincères d'affection et de considération, des liens humains et spirituels profonds et des relations de coopération fructueuse et de solidarité concrète. Elle est, somme toute, le prolongement naturel et la profondeur stratégique du Royaume ».

- Le quatrième sentier porte la marque d'un intérêt marocain original aux drames des Africains est sa gestion de la crise migratoire, notamment celle qui touche les citoyens subsahariens. Le Souverain révoqua une réalité révérée sur le plan international: Le Maroc compte parmi les premiers pays du Sud à avoir adopté une politique liguée, solidaire et authentique pour abriter les migrants subsahariens, selon une approche philanthrope et humanoïde qui prémunit leurs droits et préserve leur dignité.

Le Souverain Marocain profita de cette occasion pour mettre les pleins phares sur les carences et insuffisances de certains pays de la région : "Nous regrettons les dérives qui ont marqué la gestion des questions de la migration au niveau de l'espace méditerranéen, faisant l'impasse sur toute politique réelle d'insertion des immigrés".

Bob Marley, une légende qui se battait pour la cause africaine par ses rimes et syllabes du Reggae n'a-t-il pas dit qu'"Il faut plus que des idées pour changer l'Afrique, il faut quelqu'un pour les porter", voici le Roi Chérifien Mohammed VI porte ces idées en gageant sur l'Afrique, en tablant sur son développement, en pariant sur l'aspiration démocratique du peuple africain et en misant sur le succès d'une vision qui transcende le mercantile pour s'intéresser au fondamental avec comme trame de fond l'Homme africain. Ceci qui m'incite, en guise d'épilogue à ressusciter une célèbre phrase du père de l'unité africaine des peuples Marcus Garvey "Soyez autant fiers de votre race aujourd'hui que l'étaient vos pères dans le passé. Nous avons une histoire magnifique, et nous allons en créer une autre dans l'avenir qui étonnera le monde".

Reconnaissant-le, en guise de conclusion, qu'en dépit des efforts prodigués par la Politique Européenne, l'édifice d'une géographie de stabilité et de prospérité partagées, tant attendu par les deux rives de la Méditerranée, tarde à se cristalliser en raison d'innombrables fractures qui sillonnent la région, d'une volonté politique timorée de certains partis eurosceptiques, du manque de confluences entre les États Européens, et de l'inadéquation de certains instruments aux nouvelles réalités de transitions politiques et économiques survenues en Afrique.

C'est tout le sens que doit donner l'Europe à la vision Africaine, basée sur l'osmose d'une croissance partagée couplée à la promotion de la paix et de la sécurité porteuses de stabilité pour les deux rives car , il ne peut y avoir de développement économique et social sans sécurité et de paix et, mutuellement, il ne saurait y avoir de sécurité et de paix sans développement économique et social. L'Europe doit cesser de continuer à faire la politique de l'autruche !!

A défaut, nous aurons tous à supporter les conséquences de la montée des démons de l'extrémisme, de la violence et du terrorisme, qu'alimente le sentiment d'injustice et d'exclusion, et auxquels aucun endroit au monde ne pourra échapper". Feu Hassan II, en mai 1961, au palais du Ryad, n'a-t-il pas dit

à l'ambassadeur des USA à l'époque, son excellence Philip Bonsal que "L'avenir du monde dépend de la stabilité en Afrique".

FOR AUTHOR USE ONLY

FOR AUTHOR USE ONLY

## **Quelle Classe Moyenne dans le nouveau Contrat Social au Maroc ?**

*Chronique publiée sur notre site [www.maghriti.ma](http://www.maghriti.ma) le 02/06/2022*

Après deux années de Covid19 et dans un contexte économique morose (inflation mondiale induite de la crise en Ukraine qui a eu des répercussions au Maroc, entraînant le renchérissement de plusieurs produits de base malgré les efforts compensatoires de l'Etat, sécheresse) pesant d'un poids lourd sur le quotidien des Marocains via leur pouvoir d'achat, l'étaiu social se serre et constitue le plus grand challenge à relever pour le Gouvernement de AZIZ AKHANNOUCH dans leur premier mandat.

Le 1er Mai, fête historique des travailleurs à travers le monde, pesa cette année de tout son poids sur l'actualité aussi bien internationale que nationale.

Certes, c'est un acquis et succès politique qu'a remporté le chef de l'exécutif AZIZ AKHANNOUCH scellant un pacte social d'ampleur inédite à travers l'institutionnalisation du dialogue social, les avancées dans la législation du travail et les multiples mesures concrètes en faveur des employés d'autant plus que la sceaun de l'accord est intervenue dans une conjoncture nationale et internationale épineuse où le Maroc sort d'une pandémie qui a mis à rude épreuve son économie, ses finances publiques et le Mood des citoyens.

A l'occasion de la reprise du dialogue social, plusieurs mesures phares négociées ont été paraphées entre le chef du Gouvernement et les instances syndicales Marocaines en faveur des classes démunies, mais paradoxalement, marquée par une négligence patente et de taille de la classe moyenne.

Ne faut-il pas souligner, dans cette chronique, que cette frange sociale a été l'une des devises de la propagande des partis politiques lors des élections législatives de Septembre 2021 ?

Aussi, cette classe n'a-t-elle pas été l'un des points mires du programme Gouvernemental du 1er Ministre AZIZ AKHANNOUCH à savoir la dignité du

citoyen Marocain érigée en priorité des politiques publiques, l'élargissement de la classe moyenne et le renforcement de son pouvoir d'achat ?

Avouons-le depuis une quinzaine d'années, les réformes fiscales au Maroc laissent entrevoir une faiblesse des mesures spécifiques à la classe moyenne, qui porte tout le poids de l'impôt.

Cette classe moyenne au Maroc a de plus en plus de difficultés à émerger et est contrainte de recourir à l'endettement.

Ce fardeau de la fiscalité pèse laborieusement sur la classe moyenne alors que le besoin d'asseoir un équilibre fiscal et de mettre en place des impôts prenant en considération le pouvoir d'achat de cette catégorie se fait sentir.

A cet égard, l'outil fiscal n'est-il pas un levier efficace dont il faut user afin de soutenir le pouvoir d'achat de la classe moyenne et, par ricochet, permettre à l'économie Marocaine une dynamique économique et sociale.

Ce constat sur l'effritement de la classe moyenne n'est pas particulier pour le Maroc, il est quasiment général pour d'autres pays à l'exemple des USA, de la France. "la classe moyenne en perte de vitesse" est le 5ème d'une série de publications phares que l'OCDE 2019 propose une analyse approfondie de la situation dans laquelle se trouve aujourd'hui la classe moyenne en tant que groupe économique et social. Il contient en outre des informations sur les pressions et les risques grandissants auxquels ce groupe est exposé.

Les doléances de la classe moyenne sont nombreuses et continuent de grandir dans un contexte marqué par la cherté du coût de la vie, au moment où ses rentrées financières demeurent inchangées alors que les différentes stratégies lancées au cours des dernières années sont en grande partie orientées vers les classes pauvres et vulnérables comme c'est le cas dans le dernier dialogue social du 1er Mai 2022.

Depuis une quinzaine d'années, politiques, sociologues, économistes et autres experts alertent sur son mal-être et pointent le déclin de ses conditions de vie.

A travers les revues de littérature, les économistes et les sociologues ont disserté du rôle déterminant de la classe moyenne dans la préservation de la paix sociale et le développement économique. Toutefois, en dépit de son importance, elle demeure le parent pauvre des politiques publiques, comme l'avait souligné Ahmed Reda Chami, président du Conseil Economique, Social et Environnement CESE, à la Chambre des conseillers, lors de la 5<sup>ème</sup> édition du forum parlementaire de la justice sociale contenu dans le rapport du Conseil économique, social et environnement , intitulé "Renforcer et élargir la classe moyenne au Maroc: Enjeux et voies pour une classe moyenne qualifiée, épanouie et entreprenante".

"L'hypothèse de l'émergence d'une classe moyenne qui représenterait 25% de la population au Maroc est sujette à caution, notamment en raison de facteurs comme la cherté de la vie et la qualité des services publics", selon le mémorandum de la Banque mondiale sur le Maroc à l'horizon 2040.

La réflexion sur l'élargissement et le renforcement de la classe moyenne s'impose dans la réussite du modèle de développement Marocain. La préservation et la consolidation d'une classe formée, épanouie et entreprenante, sont primordiaux pour réussir la transition vers un nouveau sentier de croissance économique et de développement du Maroc.

Des mesures doivent être dédiées à la classe moyenne qui demeure le laissé-pour-compte des politiques publiques par l'introduction d'une fiscalité des ménages plus favorable, prenant en compte les personnes à charges et consolidée par des allocations familiales plus en phase avec la réalité socio-économique des familles, dont celle liée au financement de l'éducation des enfants.

Aujourd'hui, dans le nouveau contrat social paraphé entre le Gouvernement et les instances syndicales, la classe moyenne plaide pour l'amélioration de son niveau de vie, principalement via la hausse des salaires et la baisse de la pression fiscale pour les salariés et les fonctionnaires.

Des demandes légitimes, surtout que le dialogue social d'avril n'a rien apporté pour la classe moyenne, au moment où une batterie de mesures ont été prises en faveur de la classe ouvrière, à l'instar de la hausse du SMIG de 10% pour le secteur privé et de 3300 dhs à 3500 dhs pour le secteur public, l'alignement du SMAG, l'augmentation de la valeur de l'indemnisation familiale pour les quatrième, cinquième et sixième enfants dans les secteurs public et privé... et la liste n'est pas exhaustive. Ceci au moment où la classe moyenne continue de porter tout le poids de l'impôt sur son dos, dans un contexte inflationniste qui ravage davantage son pouvoir d'achat.

Certes, le gouvernement a procédé à l'augmentation de la valeur du soutien direct des produits de base, notamment le blé, le sucre, le gaz butane et l'électricité, en vue d'assurer la stabilité des prix, néanmoins, ces mesures sont loin d'arrêter l'hémorragie des dépenses dont souffrent les classes moyennes.

Tout le monde sait que le dynamisme de la classe moyenne joue un rôle essentiel en tant que facteur de croissance et de stabilité économique. Elle soutient notamment la consommation, stimule en grande partie l'investissement dans l'éducation, la santé et le logement, et exerce aussi un rôle majeur dans le maintien des systèmes de protection sociale grâce aux contributions et impôts versés par les ménages.

En outre, "une classe moyenne importante, grâce à sa capacité d'épargne, constitue un puissant levier de financement de l'investissement", nota le CESE dans cette perspective. Son existence, dans le circuit socioéconomique d'un pays, représente un facteur de stabilité politique, puisqu'elle est généralement le reflet d'une plus grande cohésion sociale, d'inégalités moins marquées et d'un ascenseur social en marche.

Au-delà du débat stérile sur la caractérisation d'un exercice purement statistique, la classe moyenne devrait être sous-tendue par un travail de repérage de segments sociaux qui, au regard de leur niveau et mode de vie, leur formation et leurs aspirations, sont les mieux disposés à jouer le rôle de pilier de la stabilité

sociopolitique et de moteur du développement économique, social et culturel de notre Maroc.

FOR AUTHOR USE ONLY

FOR AUTHOR USE ONLY

## **Les nouvelles fractures de l'économie mondiale**

*Chronique publiée sur notre site [www.maghriti.ma](http://www.maghriti.ma) le 12/06/2022*

Les premiers auspices de rémission des économies de la planète, y compris l'économie Marocaine, sont impétueusement remis en cause par le cataclysme Ukraino-Russe qui, à des degrés divers, chavire toute l'économie mondiale. En 50 ans d'histoire, la 51<sup>ème</sup> réunion annuelle du Forum Economique Mondial (WEF) Davos n'a jamais été confronté à des enjeux et des défis aussi inédits qu'en 2022 où le monde se remet d'une pandémie globale, en s'efforçant de contenir les contrecoups ravageurs de l'anathème climatique et surfe dans un typhon géopolitique suite à la razzia de l'Ukraine par la Russie.

La crise climatique demeure l'un des principaux sujets de discussion au Forum Economique Davos où rien qu'au cours de l'année écoulée, le monde a franchi plusieurs paliers en matière de climat : les 7 dernières années ont été les plus chaudes jamais enregistrées, avec des vagues de chaleur extrêmes observées en Méditerranée, en Amérique occidentale et l'Europe occidentale qui a connu les pires inondations de son histoire.

En sus, la guerre Russe à l'Ukraine, qui entame son 110<sup>ème</sup> jours n'a pas cessé d'attiser l'embrasement flambée des prix de l'énergie et de l'alimentation, sur fond de craintes pour les approvisionnements et de baisse des flux d'import-export.

Cette guerre n'a-t-elle pas mis fin aux espoirs naissants, du rétablissement de l'économie mondiale, pianissimo entretenus par l'allègement de l'impact pernicieux de la pandémie du Covid-19.

Cette invasion n'a pas manqué pas de préoccuper, non seulement le milieu des affaires et les organisations syndicales, mais aussi les différents responsables nationaux et internationaux, réunis au Forum Economique Mondial de Davos, et à leur tête les institutions de Brettons Woods, le Fonds Monétaire international

(FMI) en l'occurrence, institution financière internationale dont la Patronne, Kristina Georgieva, et son adjointe, Gita Gopinath, n'ont pas manqué, de s'interpeller, sur la manière de réprimer ce qu'on appelle la fragmentation géoéconomique.

En effet, la pandémie du Covid-19 et l'invasion de l'Ukraine engageraient l'économie mondiale vers une plus grande désagrégation des systèmes productif et financier, rendant les chaînes d'approvisionnement de plus en plus ébranlables comme en atteste les auteurs de l'Organisation Mondiale du Commerce OMC pour qui, la pandémie du Covid19, a violemment exposé les fragilités de moult de chaînes de production.

La Chine et son hallucinante politique "zéro Covid" : Alors que la plupart des autres pays sont plus ou moins revenus à une situation normale, des dizaines de millions de Chinois vivent encore les affres d'un confinement extrêmement dur sans compter que le pays est en train de propager ses difficultés d'approvisionnement au reste du monde et aggrave une situation déjà compliquée. N'est ce pas, lorsque les usines sont fermées et les ports bloqués à l'autre bout du monde, même si la situation s'améliore dans son pays, n'est-il pas difficile de s'approvisionner ?

Et dans son exercice de prévision publié fin avril, les auteurs du FMI, soulignent, en sus, que la rupture des chaînes d'approvisionnement a d'importants effets réels sur les stocks, la production et les ventes des entreprises, de tels effets sont toujours pléonastiques début 2022.

De surcroît, loin de la mondialisation heureuse si chère à Alain Minc, ces connexions commerciales internationales n'apparaissent-elles pas désormais aux yeux des Etats et des firmes comme des sources potentielles de vulnérabilité ?

Deux rapports accablants publiés Mardi 11 Janvier 2022, l'un de la Banque mondiale, l'autre par le Forum de Davos, dressèrent un constat pessimiste des inégalités croissantes. Tous deux alertèrent sur un ralentissement de la reprise et les risques climatiques, dont les pays pauvres feront les frais.

Ce sont deux avertissements pour l'économie en rémission pandémique : La Banque Mondiale et le Forum Economique Mondial de Davos mettent en garde contre l'accroissement des inégalités en publiant chacun un rapport "sur la stagnation de l'économie mondiale et des perspectives pessimistes pour 2022.

L'impact combiné d'une inflation galopante, de niveaux élevés de dette publique et de l'inégalité croissante des revenus menacent la reprise dans les économies émergentes et en développement",

La boule de cristal de l'institution financière la Banque mondiale prévoit un ralentissement de la croissance économique dans le monde, de 5,5 % en 2021 à 4,1 % en 2022, des prévisions plus "pessimistes qu'en juin", quand l'institution internationale tablait sur 4,3 %.

Le milieu des affaires ne cesse pas de répéter à l'unisson qu'il s'agit de la période la plus difficile qu'ils aient jamais connue. Tout le monde sait que l'ordre géopolitique mondial est irrémédiablement bouleversé.

L'économie mondiale ne peut se dérober de l'inconstance d'une libéralisation économique et financière à fleur de peau, remettant en cause les premiers présages de rémission de l'économie internationale, d'autant plus qu'outre le resserrement de l'état des finances publiques et le regain des pressions inflationnistes, suite, notamment, aux augmentations des prix des carburants et d'autres produits d'importation essentiels comme les produits alimentaires.

Dani Rodrik avait raison de critiquer véhément de la mondialisation économique portée à l'excès, dépasse la réaction violente du populisme et propose une explication plus réfléchie des raisons pour lesquelles l'obsession hyper-mondialiste des élites et des technocrates a entravé les nations dans la réalisation d'objectifs économiques et sociaux légitimes à l'intérieur de leurs frontières : prospérité économique, stabilité financière et équité.

Rodrik prend à partie les grands prêtres de la mondialisation, non pour avoir privilégié la science économique au détriment d'autres valeurs, mais pour s'être

livrés à de la mauvaise science économique et avoir ignoré les nuances propres à la discipline qui auraient dû inspirer la prudence. Il plaide pour une économie mondiale pluraliste où les États-nations conservent suffisamment d'autonomie pour élaborer leur propre contrat social et développer des stratégies économiques à la mesure de leurs besoins. Au lieu de réclamer des frontières fermées et de défendre le protectionnisme, il montre comment nous pouvons restaurer un équilibre raisonnable entre gouvernance nationale et gouvernance mondiale et trace une voie d'avenir en proposant des moyens novateurs pour réconcilier les actuelles tendances inégalitaires de l'économie et des technologies avec la démocratie et l'inclusion sociale.

FOR AUTHOR USE ONLY

## Les rides l'innocence

*Chronique publiée sur notre site [www.maghriti.ma](http://www.maghriti.ma) le 13/06/2022*

Avant-hier 12 Juin 2022, le monde célébra la journée mondiale de lutte contre le travail des enfants : Plus de 260 Millions d'enfants triment dans le monde, dont plus de 160 Millions dans des conditions ténébreux selon le dernier rapport 2021 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF).

Faut-il rappeler que le travail des mômes fait référence à tout travail qui les spolie de leur innocence tout en portant atteinte à leur santé physique et mentale et desservant leur bon développement personnel et psychologique. Au Maroc, le travail des gamins n'est pas un épiphénomène. C'est une réalité ensanglantée vécue au jour le jour par une grande frange sociale de la population enfantine. En effet, le nouveau rapport du Haut Commissariat au Plan (HCP) note qu'en 2021, parmi les 7.493.000 enfants de 7 à 17 ans, le Maroc compte 148.000 enfants qui exercent une activité économique, ce qui représente 2% de cette catégorie de population.

Parmi les 7.493.000 enfants de 7 à 17 ans, plus de 148.000 gosses continuent d'être concernés par ce fléau social, selon les derniers chiffres publiés par le Haut-commissariat au plan (HCP). Ce nombre reste toutefois en deçà de la réalité ; Il avoisine les deux Millions d'enfants si l'on prend en compte les innocents qui, tout en fréquentant l'école, exercent en parallèle un travail, ceux dont le travail n'est pas déclaré, et ceux qui s'acquittent de tâches ménagères durant au moins quatre heures par jour.

Selon la même enquête sur l'emploi réalisée par le HCP, 1,5% des angéliques âgées de 7 à moins de 17 ans travaillaient, contre 9,7% en 1999. Le problème reste singulièrement pléonastique dans le milieu rural, où 3,8%, soit 119.000 naïfs travaillent, contre 0,7%, soit 29.000 en milieu urbain. Le phénomène dévore davantage les garçons (79,5%) 79,5% que les filles (39,9%) où les

fillettes domestiques (petites bonnes) en majorité dans le milieu urbain sont des migrantes rurales, analphabètes ou d'un niveau scolaire faible.

Près de 6 enfants au travail sur 10 (59,4%) accomplissent des travaux dangereux (88.000 enfants), ce qui représente 1,2% des enfants de cette tranche d'âge. Parmi les enfants exerçant des formes de travail dangereux, 73,7% sont ruraux, 88,6% de sexe masculin et 81,9% âgés de 15 à 17 ans.

Les enfants exerçant dans le secteur de l'"industrie" restent les plus exposés aux dangers, avec une part de 90,2%. Cette proportion est de 73,3% dans le secteur des "services", 71,2% dans les BTP, et de 51,1% dans l'"agriculture, forêt et pêche".

Les mobiles de mise au travail de ces candides sont la pauvreté (où le salaire est empêché par les parents), la non-scolarisation, et le minuscule revenu des familles dont elles sont issues. Récemment, l'intervention des intermédiaires ou médiateurs dans l'embauche attise davantage ce fléau et exaspère encore la vulnérabilité des plus jeunes.

La servitude à laquelle s'attelle ces mineures au quotidien n'est pas sans risque : Avec plus de 32 heures de travail par semaine en moyenne ( chiffre révélé par le HCP), la difficulté des tâches et les conditions affligeantes de travail fécondent de moult problèmes tels que le vieillissement précoce, la malnutrition, la dépression, la dépendance aux drogues,..... Etc.

Ces crédules, issus de milieux déshérités, de groupes minoritaires, ou enlevés de leur famille, ne bénéficient d'aucune protection. Les employeurs font le nécessaire pour les rendre complètement indécélables et de pouvoir ainsi disposer d'une mainmise sur eux. Ces pigeons travaillent dans des conditions serviles et ignominieuses, tympanisant tous les principes et droits fondamentaux de la nature humaine.

Par ailleurs, en termes de projection du devenir de cet impubère, un enfant qui travaille ne pourra pas suivre une scolarité normale et sera voué à devenir un adulte analphabète n'ayant aucune possibilité d'évoluer dans sa vie

professionnelle et sociale. Dans certains cas, le travail des immaculés nuit aussi à leur dignité et à leur moralité, notamment lorsqu'il s'agit d'activités à des fins obscènes. De surcroît, un enfant qui travaille sera davantage exposé à la maltraitance. Ces puretés sont très souvent victimes de violences physiques, mentales, et sexuelles.

Sur d'autres contrées, en Amérique du Nord et en Amérique Latine, les enfants sont victimes de la prostitution pour assouvir l'appétit pervers des touristes, et sont de plus en plus exploités par les trafiquants de drogue. En Europe, des enfants sont enlevés, servant de main d'œuvre bon marché ou approvisionnant les réseaux de prostitution qui foisonnent en Europe de l'Est.

La représentante de l'UNICEF Regina De Dominicis, n'a-t-elle pas citée dans un communiqué sévère que le travail des enfants, quel que soit leur âge, les prive de leurs droits d'éducation, à la protection, à la participation, au développement et à la santé, comme il les expose à différentes formes de vulnérabilité économique et sociale et à différentes formes d'exploitation.

En pleine discussion législative sur la question, l'UNICEF a rappelé au gouvernement et aux parlementaires marocains leurs devoirs en matière d'âge légal de travail pour les enfants, qui doit être fixé à 18 ans, une mesure qui ne fait qu'effleurer une réalité plus crue, puisque ce sont les petites mineures de 8 à 12 ans qui sont les plus demandées par les employeurs au Maroc. Elles se réveillent à l'aube et ne se couchent que très tard le soir. Elles ne dorment toujours que d'une oreille, prêtes à anticiper les besoins des membres de la famille dont elles ne font pas partie. On les reconnaît à leurs mains de petites vieilles. Des paumes ridées, usées, élimées, meurtries, à force de nettoyer, astiquer, éplucher, porter.

Les visages semblent plus âgés, empreints d'une immense lassitude. Les regards plus durs. Mais ces bras-là, ces visages, sont bien ceux de fillettes de sept ans.

Épineux d'imaginer la souffrance et le martyre derrière ces yeux baissés et ces épaules voûtées.

Seule une paupérisation extrême doublée d'une grande ignorance peuvent pousser des parents à se séparer de leur enfant, le livrant aux mains d'inconnus. Les députés du PJD, RNI, MP et PPS ont demandé d'excommunier le travail des domestiques mineures pendant la nuit ou de porter des objets lourds. Mais qui sera l'organisme habilité à s'assurer du respect des engagements des employeurs ? La question reste posée.

Certes, l'école joue un grand rôle dans la réduction du nombre des enfants qui travaillent, mais tant que l'on n'a pas résolu le problème à la source de la pauvreté et des revenus des ménages, tout l'effort ne sera qu'un coup d'épée dans l'eau. In fine, l'Etat Marocain, même en ratifiant la convention de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), qui interdit le travail des enfants de moins de 15 ans, ne peut jamais appliquer à la lettre, ni lutter contre toutes les formes d'emploi des mineurs et ils restent en guise épilogue trop jeune pour mûrir et trop jeune pour mourir.

## **Tuer la poule aux œufs d'OR ou l'état alarmant de l'éducation en 2022**

*Chronique publiée sur notre site [www.maghriti.ma](http://www.maghriti.ma) le 28/06/2022*

Nelson Mandela n'a-t-il pas dit que "L'éducation est l'arme la plus puissante que vous puissiez utiliser pour changer le monde." Jean-Jacques Rousseau n'a-t-il pas dit que "On façonne les plantes par la culture, et les hommes par l'éducation".

Voilà que le dernier rapport fraîchement publié Jeudi dernier 23 juin 2022 par la Banque Mondiale, l'UNESCO, l'UNICEF, le bureau des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement du Royaume-Uni (FCDO), l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et la Fondation Bill & Melinda Gates. Un rapport accablant et sur l'état de l'éducation dans le monde où, tenez-vous bien, 70 % des enfants de 10 ans seraient incapables de comprendre un texte simple à l'écrit.

Ce taux alarmant s'élevait déjà à 57 % avant la pandémie, et celle-ci n'a fait qu'attiser la crise des apprentissages. Cette génération d'élèves risque désormais de perdre 21 000 Milliards de dollars de revenus tout au long de la vie en valeur actuelle, soit l'équivalent de 17 % du PIB mondial, contre les 17 000 Milliards de dollars de pertes estimés en 2021.

En vertu du rapport de la Banque Mondiale " l'État de la pauvreté des apprentissages dans le monde en 2022 », sur le plan de la répartition géographique, c'est dans la région Amérique latine et Caraïbes que les apprentissages ont le plus pâti de la fermeture prolongée des écoles, de l'inefficacité des mesures prises pour y remédier et des baisses de revenus chez les ménages : 80 % des enfants en fin de cycle primaire seraient désormais incapables de lire et comprendre un texte simple, contre environ 50 % avant la pandémie.

La deuxième plus forte augmentation concerne l'Asie du Sud, où les simulations évaluent à 78 % la proportion d'enfants qui ne possèdent pas une maîtrise minimale de la lecture, contre 60 % avant la COVID-19.

En Afrique subsaharienne, l'aggravation de la situation a été relativement moins marquée, les fermetures d'écoles n'ayant en général duré que quelques mois dans cette région, mais le taux de pauvreté des apprentissages atteint le niveau extrêmement élevé de 89 %. Dans toutes les autres régions, les simulations indiquent une hausse de la pauvreté des apprentissages.

Le rapport montre également que, même avant la pandémie, la crise mondiale des apprentissages était plus profonde qu'on ne le pensait : Des données mises à jour et révisées révèlent en effet que la proportion mondiale moyenne d'enfants de 10 ans incapables de lire et comprendre un texte simple dans les pays à revenu faible et intermédiaire ressortait à 57 % avant la COVID, contre un taux de pauvreté des apprentissages estimé précédemment à 53 % en 2015.

Dans des régions comme l'Amérique latine-Caraïbes et l'Afrique subsaharienne, pour lesquelles, le rapport met en évidence des taux de pauvreté des apprentissages en stagnation au cours de cette période. Il ne suffira donc pas de retrouver les niveaux d'avant la COVID pour offrir des perspectives d'avenir à tous les enfants du monde : il faudra agir énergiquement pour restaurer et accélérer les apprentissages.

De charybde en scylla, la pandémie de COVID-19 est venue chambouler la vie des enfants, des élèves et des jeunes. La désorganisation des sociétés et des économies a exalté la crise mondiale des apprentissages et causé un impact sans précédent sur l'éducation.

La pandémie a causé la pire crise de l'éducation depuis un siècle. Au plus fort des mesures de fermeture des écoles, en avril 2020, 94 % des élèves dans le monde entier (soit 1,6 Milliard d'enfants) n'allaient plus en classe.

La fermeture prolongée des écoles et l'hétérogénéité des mesures prises pour y remédier ont creusé les inégalités chez les élèves où ceux issus de milieux socioéconomiques pauvres et d'autres groupes défavorisés présentent des pertes d'apprentissage plus importantes. Ce sont les enfants dont la maîtrise des compétences fondamentales en lecture était déjà la plus vulnérable avant les fermetures qui risquent d'avoir subi les retards d'apprentissage les plus importants. Or, sans un socle solide d'aptitudes de base, les enfants auront du mal à acquérir les compétences techniques et plus sophistiquées nécessaires pour réussir sur des marchés du travail de plus en plus exigeants et dans des sociétés plus complexes.

Pour parvenir à restaurer et accélérer les apprentissages, le rapport met l'accent sur la nécessité d'un engagement national soutenu, depuis les plus hauts échelons politiques jusqu'à la société tout entière et de préconiser, pour enrayer la crise profonde des apprentissages, la formation de coalitions nationales qui fédèrent les familles, les éducateurs, la société civile, le monde de l'entreprise et d'autres ministères au-delà de celui de l'éducation.

Cet engagement doit se traduire davantage par des actions concrètes aux niveaux national et infranational, à savoir une meilleure évaluation des acquis et une plus grande disponibilité de données afin de combler de vastes lacunes statistiques, des objectifs de progrès clairement définis et des plans de restauration et d'accélération des apprentissages reposant sur des éléments probants.

Pour mener à un changement large et durable, le programme devra s'accompagner d'un renforcement systémique indispensable. Cet enjeu est essentiel pour combler autant que possible les déficits d'apprentissage d'ici 2030 et faire ainsi en sorte que tous les enfants et les jeunes aient la chance de se forger l'avenir radieux qu'ils méritent.

C'est un secret de polichinelle que l'éducation est un puissant vecteur de développement et l'un des meilleurs moyens de réduire la pauvreté, d'élever les niveaux de santé, de promouvoir l'égalité entre les sexes et de faire progresser la

paix et la stabilité. L'éducation a des retombées positives considérables sur l'amélioration des revenus et c'est le premier facteur d'égalité des chances.

Au niveau de la société, l'éducation favorise la croissance économique à long terme, stimule l'innovation, renforce les institutions et consolide la cohésion sociale.

Il est par conséquent crucial d'investir de façon judicieuse et efficace dans l'éducation des populations afin de développer un capital humain indispensable pour mettre fin à l'extrême pauvreté. Combattre la crise de l'éducation, mettre fin à la pauvreté des apprentissages (a) et aider les jeunes à acquérir les compétences dont ils ont besoin pour réussir dans le monde d'aujourd'hui sont les trois piliers de cette stratégie.

Les pouvoirs publics doivent s'engager à continuer à soutenir le processus de rétablissement et de transformation de l'éducation afin que tous les enfants et tous les jeunes puissent retrouver un enseignement sûr et de qualité. Ils doivent continuer à s'appuyer sur ses investissements et à jouer un rôle mondial de premier plan dans les efforts visant à améliorer les apprentissages fondamentaux, renforcer la résilience des systèmes éducatifs et doter la prochaine génération des compétences nécessaires pour réussir tout au long de la vie.

Compte tenu de l'ampleur des difficultés et de la rareté des ressources, les pays doivent concentrer leurs efforts sur les stratégies d'un meilleur coût-efficacité pour s'attaquer à la pauvreté des apprentissages.

Les pouvoirs publics doivent ainsi veiller à ce que le système éducatif s'attache à :

- Scolariser et maintenir chaque enfant à l'école
- Évaluer les acquis scolaires
- Prioriser l'enseignement des notions fondamentales
- Accroître l'efficacité de l'enseignement, y compris par la remédiation

- Promouvoir la santé psychosociale et le bien-être.

Ces interventions doivent être mises en œuvre dans le cadre d'un programme national de relance des apprentissages qui peut également servir de tremplin pour bâtir des systèmes éducatifs plus efficaces, équitables et résilients.

In fine, " On ne doit pas élever les enfants d'après l'état présent de l'espèce humaine, mais d'après un état meilleur" disait Emmanuel Kant en 1803 dans "Réflexions sur l'éducation"

FOR AUTHOR USE ONLY

FOR AUTHOR USE ONLY

## **Bank ALMAGHRIB entre le marteau d'une politique monétaire accommodante et le marteau de l'inflation**

*Chronique publiée sur notre site [www.maghriti.ma](http://www.maghriti.ma) le 04/07/2022*

De charybde en scylla, après la pandémie du Covid-19 c'est l'autre pandémie de l'inflation qui vient de consumer le pouvoir d'achat des ménages et déboussolant les banques centrales abreuvés de l'évangile de Milton Friedman, le plus grand apôtre du monétarisme.

Partout dans le monde, l'étau inflationniste actuel a acculé moult banques centrales à manœuvrer de l'ajustement de leur taux directeur en évoquant le spectre d'une nouvelle crise financière similaire à celle de 2008.

A titre illustratif, en Europe comme aux États-Unis, les taux directeurs vont être relevés pour la première fois depuis dix ans. La Banque centrale européenne (BCE) a décidé il y a quelques jours de relever les taux directeurs de 25 points de base (pdb) en juillet, puis en septembre, tandis que la Réserve fédérale américaine (Fed) a annoncé une troisième hausse de ces taux, se situant désormais dans une fourchette comprise entre 1,50 et 1,75%.

Au Maroc, après un écartèlement entre sa mission de stabilité des prix et les objectifs de la relance économique post-Covid-19, le Boss de l'institut d'émission Abdellatif Jouahri a tranché le nœud gordien en gardant inchangé le taux directeur restant fidèle à sa politique monétaire accommodante d'obédience Keynésienne afin de continuer à soutenir l'activité économique.

Ainsi, le taux directeur est maintenu inchangé à 1,5% et ce, alors que dans les grandes économies, les Banques centrales ont adopté une autre attitude, à savoir augmenter les taux directeurs pour faire face à l'inflation. Au regard de cette commotion, Abdellatif Jouahri, patron de BAM est donc resté alcyonien et serein, argumentant ainsi ce statu quo :

- Primo, l'artisan de la politique monétaire a intégré dans ses anticipations les corollaires des décisions prises dans le cadre de l'accord social du 30 avril 2022
- Secundo, le façonnier du levier monétaire à travers ce statut quo tient compte de la nature des contraintes inflationnistes, intrinsèquement d'origine externe, et pronostique d'un retour escompté de l'inflation à des niveaux modérés en 2023.

Sommes-nous nos choix comme disait Jean-Paul Sartre ? Cette option de politique monétaire peut-elle se justifier en affrontant une conjoncture économique internationale morose et déprimée attisée davantage par la guerre Russo-ukrainienne ?

Peut-on supputer que les taux d'inflation retrouveront des niveaux dits "canoniques" où la Banque Centrale mise sur un taux d'inflation de 4,7% en 2022, qui devait retomber à 1,9% en 2023 et sa composante sous-jacente augmenterait de 1,7% à 4,7%, puis décélérerait à 2,6% selon la boule de cristal de Abdellatif Jouahri .

Depuis, les tensions sur les prix des produits alimentaires et énergétiques se sont visiblement accentuées. Dans cette aura de renchérissement des matières premières, de goulets d'étranglement au niveau des chaînes de production et d'approvisionnement, ainsi que les tensions inflationnistes sur les marchés des pays développés, la Banque centrale reste quand même très optimiste en tablant sur 2% l'année.

Il nous semble épineux de croire à un optimisme béat que l'on retombera en 2023 à un niveau d'inflation structurellement moins élevé à ce que le Maroc a connu ces 20 dernières années où l'indice des prix à la consommation a évolué en deçà de la fourchette de 2,% sauf pour les années 2002, 2006 et 2008, respectivement de 2,8%, 3,3% et 3,9%, selon le département du Haut Commissariat au Plan HCP

La décision du Conseil de Bank Al-Maghrib (BAM) de maintenir le statu quo est de bon sens alors que la tendance mondiale est à la hausse des taux.

Bank Al-Maghrib maintient son contrefort au rebond de l'activité économique : Le milieu des affaires économique est impacté par des paramètres à la fois endogènes et exogènes, où d'une part, l'envol des prix énergétiques et alimentaires alimentée par les tumultes géopolitiques en Europe et d'autre part, la timide campagne agricole au Maroc, à la pluviométrie et à la pesanteur de l'agriculture dans le PIB Marocain.

In fine, pour abriter la stabilité macroéconomique de l'État, il faut que les politiques monétaires et budgétaires agissent en synergie.

FOR AUTHOR USE ONLY

FOR AUTHOR USE ONLY

**Caucus Africain ou l'impérieuse nécessité d'une intégration régionale  
Africaine au regard d'une mondialisation à fleur de peau**

*Chronique publiée sur notre site [www.maghriti.ma](http://www.maghriti.ma) le 09/07/2022*

À l'heure où les chaînes de valeur mondiale, les réseaux de la logistique, de transports sont parasités et mouvementés à travers la planète et ébranlés par la guerre en Ukraine et où l'épée de Damoclès d'une ample famine alimentaire mondiale attise l'effolement et l'égarément de nombreux pays, le continent Africain ne peut plus compter sur le reste du monde ; il ne peut compter que sur lui même. A cet égard, la coopération et l'intégration régionale intra-africaine s'impose plus que jamais.

Actuellement, et avec le recul plusieurs décennies, les expériences historiques du commerce mondial montrent que la formation de blocs régionaux obéit à une logique géopolitique plutôt qu'un dessein de s'exclure du jeu de la mondialisation.

Aussi, le régionalisme de ces deux dernières décennies est plutôt un régionalisme avec des blocs régionaux centrés chacun sur un pays leader pour tirer profit des externalités positives et des possibilités de rattrapage où, il est possible de s'intégrer en profondeur, d'harmoniser les politiques commerciales et d'établir des standards communs.

Dans ce contexte, l'intégration régionale Africaine permettra de réduire la dépendance vis-à-vis des Etats omniprésents et hégémoniques qui décrètent leurs lois et régentent le jeu de la mondialisation.

En sus, l'intégration régionale Africaine constitue une réplique aux défaillances du multilatéralisme et à l'impasse du cycle de Doha de 2001, cycle dont l'une des ambitions est d'améliorer l'accès des pays en développement aux marchés des pays riches, notamment en ce qui concerne les produits agricoles.

Ainsi l'ambition de l'intégration régionale est d'aller plus loin sur les dossiers qui sont au point mort pour paraphraser le prix Nobel Lawrence Robert Klein.

Pour le continent noir, la suppression des obstacles au commerce transfrontalier et la création de sites de production régionaux capables de produire des biens essentiels relève d'une urgence prioritaire pour l'Afrique.

Alors que le libre jeu des échanges de la métaphore de la main invisible d'Adam Smith n'est qu'une phraséologie, alors que s'estompent les alignements de partage égalitariste de l'idéologie d'antan n'est qu'une chimère, que les promesses d'un nouvel ordre international faites par Washington au lendemain de la première guerre du Golfe ne sont qu'une rêvasserie, une géopolitique mondiale multipolaire émerge dans le méli-mélo.

L'intégration régionale Africaine offre une marge de manœuvre élargie aux pays africains qui disposent, déjà, de la plus grande union douanière du monde : la zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) ; Zone de libre échange qui a ouvert une nouvelle ère pour le commerce panafricain.

La Zlecaf est une aubaine aux pays du continent Africain d'aller encore plus loin dans l'intégration régionale Africaine. D'ailleurs, la célérité dans les avancées des négociations et des ratifications et l'accord récent sur les règles d'origine est un subterfuge des pannes de la mondialisation et permettra d'accélérer l'intégration des économies Africaines entre elles et dans les chaînes de valeur mondiales.

Dans cette atmosphère d'une globalisation à fleur de peau, les économies Africaines pourront, ainsi, saisir cette opportunité, non seulement, au regard d'une perturbation des chaînes d'approvisionnement, développer les canaux de transport, mais aussi éviscérer l'accès aux « Information superhighway » ou aux autoroutes de l'information pour reprendre l'expression de l'ancien vice-président des USA de Bill Clinton, Al Gore (systèmes de communication numériques et le réseau de télécommunications Internet etc.) et profiter des opportunités offertes par la révolution numérique qui se déchaîne sur l'Afrique.

Cette intégration régionale Africaine s'impose d'autant plus que la 1ère réunion ministérielle des Etats Africains Atlantiques dont les travaux s'articulent autour de trois thématiques, à savoir, «Dialogue Politique, de Sécurité et de Sûreté», «Économie Bleue et Connectivité» et «Environnement et Énergie», qui s'est tenue récemment à Rabat à l'invitation du Maroc, constitue une occurrence indéniable pour appréhender et projeter une vision Africaine commune sur cet espace éminent, de promouvoir une identité atlantique Africaine et de faire-valoir en chorale Africaine les intérêts stratégiques du Continent.

Cependant, corrélativement à cette coopération régionale intra-africaine élargie, l'interconnexion mondiale oblige une réponse internationale animée par un inconditionnel de cohésion, d'adhérence et de responsabilité partagée engageant un partenariat encore plus inclusif et plus innovant de la part des pays développées pour surpasser les contrecoups pervers de la crise de la pandémie et relancer les secteurs économiques phares et développer des chaînes de valeur.

Certes, la communauté internationale, notamment les deux institutions de Brettons Woods, Fonds monétaire international et la Banque mondiale, se sont largement mobilisés pour venir assistance et soutien aux pays affligés en cascade par la pandémie Covid-19 et la crise Russo-ukrainienne à travers des mesures et des initiatives d'allègement du poids du service de la dette, de réduction leur déficit de financement et de préservation de leurs équilibres extérieurs.

Toutefois, ces mesures, bien que méritoires, restent parcimonieuses, eu égard à l'amplitude des challenges et des carences structurelles persistantes dans les modèles de croissance économique et les réseaux de protection sociale en Afrique auxquels les pays Africains sont acculés.

De nombreuses économies Africaines sont peu diversifiées et reposent en grande partie sur l'exportation de matières premières. Outre des filières agricoles largement subordonnées aux aléas climatiques, elles pâtissent d'une faible mise en valeur du potentiel démographique considérable dont elles disposent.

Afin de corriger ces défaillances, les efforts doivent s'intensifier pour élaborer des programmes intégrés de développement, selon des objectifs clairs et des instruments de financement innovants.

Ces dispositifs devront inscrire le citoyen Africain au cœur de leurs préoccupations et s'articuler essentiellement autour d'une mise en valeur des opportunités d'intégration économique entre les pays Africains

Ceci est d'autant plus d'actualité que le Souverain Marocain a adressé une missive aux participants à la réunion du Groupe Africain des ministres des Finances et des gouverneurs des Banques centrales des États africains membres de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (Caucus africain), ouverte mardi dernier 5 juillet 2022 à Marrakech.

Dans cette épistole, Souverain Marocain a indiqué que le monde sortait à peine de l'emprise de la pandémie de Covid-19 que l'économie globale s'est trouvée prise dans une spirale de perturbations inédites des chaînes d'approvisionnement et soumise à des pressions inflationnistes croissantes et à une hausse record des cours de l'énergie, des produits alimentaires et des matières premières.

Cette crise affecte inégalement les pays Africains, ses effets variant selon les potentialités économiques et les besoins de chacun en matières premières, notamment énergétiques et alimentaires.

Le continent Africain apparaît, dans cette conjoncture difficile, comme l'une des régions les plus touchées, tant au regard des multiples périls qui menacent sa sécurité alimentaire et énergétique que de la baisse des taux de sa croissance économique.

Dans cet environnement de pénurie des financements concessionnels et de durcissement des conditions de leur attribution, l'augmentation des besoins en financement entraîne un renchérissement aigu du service de la dette qui plombe davantage la situation économique de nombreux pays Africains.

Et afin d'atténuer ces défaillances, les efforts doivent s'intensifier pour élaborer des programmes intégrés de développement, selon des objectifs clairs et des instruments de financement innovants, notant que ces dispositifs devront inscrire le citoyen Africain au cœur de leurs préoccupations et s'articuler essentiellement autour d'une mise en valeur des opportunités d'intégration économique entre les pays Africains.

Ils supposent en outre une implication active du continent dans la dynamique de transformation numérique et de transition énergétique à l'œuvre dans le monde.

La coopération commerciale et économique entre les pays Africains permettra aux États Africains de se doter des ressources suffisantes pour promouvoir la dynamique de développement durable et, in fine, assurer à leurs peuples respectifs les conditions d'une vie décente et paisible à l'instar du projet de gazoduc entre le Maroc et le Nigéria qui devrait fortement contribuer à renforcer la sécurité énergétique de bon nombre de pays Africains.

FOR AUTHOR USE ONLY

## **Baccalauréat au Maroc POST-COVID et le mystère des mentions !!!**

*Chronique publiée sur notre site [www.maghriti.com](http://www.maghriti.com) le 13/07/2022*

Vendredi 1 Juillet 2022 était le jour J qui tenait en haleine tous les bacheliers du Maroc ; résultat, sur les 231.272 candidats et candidates ayant passé les examens au titre de l'année scolaire 2021-2022, le taux de réussite a été de 66,28% contre 68% l'année précédente, une prouesse qui leur ouvrira le sésame des universités et des grandes écoles.

Des épreuves, faut-il souligner, se sont déroulées dans un contexte nettement moins restrictif que les deux années écoulées de la crise sanitaire de la pandémie du Covid-19, sans protocole du port du masque mais toujours avec les gestes barrières.

Le taux de réussite est nettement aux garçons ; chez les filles s'est établi à 70,87% alors que chez les garçons, ce taux est de 61,01%.

En ventilation géographique : Selon les directions provinciales, Rabat a enregistré un taux de réussite de 81,98% (5.726 bacheliers), alors que Skhirate-Témara a atteint un taux de réussite de 75,19% (5.538), Salé (69,16%, 8.085), Khémisset (68,89%, 3.695), Kénitra (73,75%, 6.993), Sidi Kacem (85,21%, 4.377) et Sidi Slimane (84,29%, 4.377).

D'antan, il y a plus de dix ans, le taux de réussite au baccalauréat ne dépassait guère les 35%.

En termes d'évolution, entre 2007-2008, le taux de réussite était de 44%, ce taux de réussite a escaladé, en une seule année, de près de 8,19 points entre 2019 et 2018.

Faut-il rappeler qu'en une seule décennie, il a grimpé de 28 points et de 17 points en deux ans, après une évolution en dents de scie entre 2007 et 2015. 137.486 élèves ont eu une mention, soit 51% de la totalité des bacheliers

dont 2.871 candidats ont obtenu leur bac avec mention très bien, 6.243 avec mention bien et 15.326 avec mention assez bien.

La mention la plus élevée a été 19,44 dans la filière branche sciences physiques en français, de l'Académie régionale de l'éducation et de la formation de la région Casablanca-Settat qui s'est distingué cette année avec une moyenne record selon les chiffres officiels du ministère de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique-département de l'Éducation nationale.

L'apostrophe qui nous interpelle : Que s'est-il passé en moins de deux décennies pour qu'on ait atteint un tel apogée de réussite dans un laps de temps très court, et que les mentions très bien, bien et assez bien soient distribuées à discrétion ? Serait-ce imputable à un coup de balai du diplôme ou à des candidats bien plus doués, plus clairvoyants, plus perspicaces que notre génération et la génération qui nous a précédés ?

Serait-ce assignable à un système de notation courtisan ? Serait-ce attribuable à un système éducatif miséricordieux par lequel certaines écoles privées gratifieraient leurs élèves de notes non méritées ?

De ce fait, ce qui devrait, de prime abord, s'apercevoir et se dévoiler comme une nouvelle exhilarante nous interpelle à poser moult apostrophes. Le système éducatif Marocain que tous les rapports mondiaux issus d'organisations internationales pointent du doigt en l'affublant de toutes les épithètes péjoratives ne saurait expliquer ce jubilé inopiné, encore moins cet " cyclone " des mentions dont s'adjugent 51% des lauréats Marocains. Des moyennes de 17, 18 et 19 et qui frôle le 20 au Bac sont servies à profusion et à volonté.

Devant ce pullulement des mentions, une note de 13 ou de 14, qui était dans notre génération une prouesse et un exploit ne garantit plus une inscription aux grandes écoles cotées du Royaume qui, en outre, des moyennes élevées comme premier ticket d'entrée, ne sont accueillants que sur concours.

Si naguère, le bac du cercle des poètes disparus, de par sa rigueur, constituait un réel clé d'entrée pour diverses disciplines, son obtention est aujourd'hui imposée y compris pour certaines filières de la formation professionnelle fondées à l'origine dans les années 70 pour ceux qui n'avaient pas atteint le niveau bac ou qui n'avaient pas réussi à le décrocher.

Le mystère, l'énigme et l'occultent sur ces records historiques de réussite et ces moyennes générales tellement élevées et en grand nombre qu'elles en deviennent peu plausibles. Seule des enquêtes et des investigations rigoureuses permettraient d'ouvrir la boîte de pandore, et le talisman de la luxuriance des mentions !!!

FOR AUTHOR USE ONLY

FOR AUTHOR USE ONLY

## **Rire, Sourire, Humour et Humeur: Perte de temps ou sources de motivation au travail ?**

*Chronique publiée sur notre site [www.maghriti.ma](http://www.maghriti.ma) le 17/07/2022*

Le rire n'est-il pas le propre de l'homme disait l'écrivain français humaniste de la Renaissance, Rabelais, alias Alcofribas Nasier ?

Sur Google, les mots "blagues" et "rire" n'ont-ils pas fait l'objet d'un pic de recherches du 29 Mars au 4 avril 2020. Confinés chez nous sous la menace d'une pandémie mondiale, jamais nous n'avons eu autant besoin de rire et d'humour ???

Et pourtant, durant mes années dans le secteur public, plus de 26 chandelles, et encore aujourd'hui, je constate que le rire est souvent galvaudé et tiré par les cheveux.

En effet, un grand nombre d'agents et de cadres administratifs pensent qu'être un bon fonctionnaire, un bon chef de service, un excellent chef de division ou un directeur signifie froncer les sourcils du matin au soir. Et pourtant, je me rappellerai toujours ce que m'a dit l'un de mes premiers collègues dans le Ministère de l'Éducation Nationale dans laquelle j'ai atterri un bon Lundi providentiel du 4 Mars 1996 : Pour être un bon fonctionnaire, il faut savoir être sérieux sans se prendre au sérieux.

De fait, pour la majorité, si non quasi-la totalité d'entre nous, nous ne sauvons pas de vie au quotidien et je me suis toujours demandé ce qui pouvait justifier que quelqu'un s'énerve ou se mine le moral pour une question de monotonie de travail.

Je me rappellerai toujours ce que m'a dit l'un de mes collègues lorsque j'étais jeune fonctionnaire quand je n'arrivai pas à trouver un fichier d'un grand fonctionnaire en état de promotion du travail; j'étais stressé, très stressé, et mon collègue de bureau m'a dit froidement et calmement la chose suivante :

Mustapha, je vois dans tes yeux que cette affaire te stressait. Dis-toi une bonne chose, détend toi, il n'y a rien d'important ou de vital dans cette affaire.

Et, il se mettait à me raconter une blague qui faisait la toile à cette époque toute en cherchant la fiche et Eureka, il l'a trouvée. Autant vous dire que mon état d'esprit n'était pas tout à fait le même après.

De ce fait et après ce jour j'ai commencé à relativiser, à dédramatiser mais aussi à gérer le stress avec l'humour et la bonne humeur. Pourquoi ?

- Primo, l'Humour aide à dédramatiser :

Comme disait Marguerite Yourcenar « Il faut toujours un coup de folie pour bâtir un destin », ouvrir le bal et ébaucher une réunion potentiellement sérieuse par l'humour, une anecdote, une historiette permet d'aérer l'atmosphère sérieuse qui règne sur la réunion, une telle plaisanterie permet de trimer, certes, mais entre personnes positives qui vont résoudre des problèmes et chercher des solutions plutôt que des coupables !!

L'humour et la bonne humeur d'un responsable dans la fonction publique ou un manager dans le secteur privé permet à tout le Team de travailler dans l'équanimité, l'accalmie et légalité d'âme. Je pense que la plus grande erreur qu'un administrateur dans le secteur public ou un manager dans le secteur privé puisse avoir est d'oppresser son équipe quand on sait que dans le secteur privé plus de 50% des démissions sont imputables et motivées par la décision de s'écarter des vibrations négatives et ondes nocives de son manager.

- Secundo, l'humour relaxe et relâche la parole :

Je crois profondément que le management public d'aujourd'hui en pâtit, semble-t-il, des non-dits, des refoulements par manque de climat de confiance. La bonne humeur et l'humour permettent à toute l'équipe de dire ce qu'il pense, de vivre les 8/24 en convivialité. En clair, un responsable capable d'humour est moins anxiogène qu'un responsable qui ne va sourire que quand on le pince !

- Tertio, Il favorise également la créativité, la précision analytique et la productivité. Tout cela pour dire que grâce à l'humour au travail, les collaborateurs sont non seulement plus investis auprès de leur entreprise, mais ils sont plus productifs, tout ce dont l'entreprise a besoin pour perdurer ! L'humour est également un très bon moyen de désamorcer les conflits. Quand les collaborateurs évoluent dans un contexte professionnel tendu, un peu d'humour suffit pour évacuer les tensions et relancer tout le monde dans la même direction. Et enfin, en étant capable de rire de soi-même, on apprend à accepter plus facilement l'échec et à se relever après une défaite.

Sous cet angle, selon une étude réalisée par LinkedIn (l'enquête a été réalisée par Censurwide auprès de 2248 actifs français entre le 25 mai 2022 et le 31 Mai 2022), près de trois quarts des professionnels sondés en France (78%) affirment en effet que l'humour est l'émotion la plus sous-estimée et la moins valorisée au travail.

Résultat, peu de blagues à la machine à café ou à la photocopieuse. Alors même que près de six répondants sur dix aimeraient que leurs collègues puissent plaisanter plus souvent. Et que près de sept sur dix (69%) estiment que blaguer permet de détendre l'atmosphère au travail. Mais à l'inverse, environ un quart des personnes interrogées (23%) considèrent qu'il s'agit d'un manque de professionnalisme.

L'étude du réseau social professionnel tient par ailleurs un palmarès des pays où l'on se fend le plus la poire entre collègues. Ce sont les Indiens et les Italiens qui arrivent en tête, avec plus d'un tiers des professionnels (38%) qui plaisantent au moins une fois par jour. Les Australiens s'avèrent être les moins drôles (29%), derrière les Allemands (36%), les Britanniques (34%), les Néerlandais (33%) et les Français (32%).

Plus largement, les Français semblent davantage oser partager leurs émotions au bureau qu'avant. La pandémie de Covid-19 jouant un rôle d'accélérateur. Près de la moitié des sondés (46%) disent ainsi être plus ouverts et enclins à partager

leurs émotions dans leur milieu professionnel aujourd'hui qu'avant la pandémie. Y compris les émotions négatives. Près de la moitié (49%) confie avoir déjà pleuré devant leur employeur ou un de leur collègue.

«Les frontières entre le travail et la maison n'ont jamais été aussi floues au cours de ces deux dernières années empreintes de profonds changements. Cela a donné aux professionnels le sentiment qu'ils peuvent montrer plus de vulnérabilité et de franchise les uns envers les autres», analyse Esther Ohayon, directrice de la communication de LinkedIn France.

Les jeunes générations sont les plus ouvertes à partager leur bonheur ou leur blues avec leurs collègues. En effet, 59% des sondés de la Génération Z (les 18-25 ans) et 46% des Millenials (les 26-41 ans) disent davantage exprimer leurs émotions au travail, loin devant les plus de 55 ans (24%).

Malgré tout, près d'un Français sur deux (45%) hésite toujours à se livrer par crainte d'être jugés et stigmatisés. Les femmes en sont les premières victimes, puisque 58% des sondés estiment qu'elles sont davantage jugées que leurs collègues masculins lorsqu'elles font part de leurs sentiments au travail.

Avec humour, j'entends, en guise de conclusion, qu'il ne s'agit pas d'apprendre par cœur les meilleures blagues de Gad Elmaleh ou de Fellag. Un responsable qui a de l'humour, qu'il soit dans la sphère publique ou privée, c'est avant tout un manager qui sait « procréer » de la bonne humeur au travail pour fluidifier la parole de ses collaborateurs. Sa position hiérarchique ne doit aucunement lui être une entrave pour arriver à ce stade.

D'après Alison Wood Brooks, professeure à la Harvard Business School, le rire favorise l'engagement et le bien-être, deux piliers que l'on reconnaît aujourd'hui indispensables à la fidélisation des collaborateurs. Il serait dommage de s'en priver au travail, ainsi que dans la Vie !!!

## **Quelle mondialisation de demain à l'ère de la crise Russo-ukrainien ?**

*Chronique publiée sur notre site [www.maghriti.ma](http://www.maghriti.ma) le 22/07/2022*

Quelle mondialisation à l'ère de la crise Russo-ukrainien ? C'est l'intitulé de notre présente chronique. Pourquoi une telle chronique ?

Quelle mondialisation à l'ère de la crise Russo-ukrainien ? C'est l'intitulé de notre présente chronique. Pourquoi une telle chronique ?

– Primo, parce que les corollaires pervers de la globalisation impactent au jour le jour nos vies, nos économies et que tout cheminement des forces économiques qui l'illuminent a des contrecoups structurels monstrueusement pondéreuses sur notre souveraineté économique, notre carte industrielle, l'emploi et sur notre pouvoir d'achat.

– Secundo, parce que la thématique de la mondialisation est au centre de l'actualité et de nos inquiétudes en raison de l'impact de l'invasion de la Russie en Ukraine sur l'économie internationale : Cette guerre a embrasé en effet l'inflation, accéléré la récession mondiale, sommé notre sécurité alimentaire partout dans le monde, voire la transition énergétique quand la dépendance au gaz Russe accule l'Europe à rouvrir des centrales à charbon pour compenser les tensions qui pèsent sur son système énergétique.

– Tertio, nous avons choisi cette chronique parce après plus de quatre décades d'accélération de la mondialisation au cours de laquelle la circulation des biens, des services, des capitaux et de la force du travail s'est faite quasiment sans limite en raison d'une dérégulation non contrôlée et d'une révolution numérique plus poussées. Cette guerre Russo-ukrainien bat en brèche et ouvre un nouveau chapitre de la mondialisation que les représailles commerciales entre la Chine et les Etats-Unis à partir de 2019 et surtout la crise de la pandémie du Covid19 qui a secoué la planète dans son ensemble. On s'en souvient, la menace sanitaire s'est propagée à une célérité sans précédent, tandis que les mesures de

confinement prises pour le brider, ont paralysé la plupart des appareils productifs, plongeant l'économie mondiale dans une crise économique d'une pesanteur exceptionnelle et jetant les pleins phares sur ses vulnérabilités.

Les perturbations des chaînes de valeurs mondiales d'approvisionnement et les pénuries de masques et de matériel médical observées pendant la crise sanitaire ont, en effet, mis en évidence l'épée de Damoclès qui pèse la souveraineté de nombreux pays à travers une dépendance compacte des économies les unes aux autres.

Cette fragilité de la mondialisation est aujourd'hui décuplée par l'heur de la guerre en Ukraine sur la cartographie de la géoéconomie mondiale. Et pour cause, tous les équipementiers repensent en refondant leur chaîne de production et d'approvisionnement, et ce en relocalisant, en doublant, voire en multipliant le nombre de pourvoyeurs et/ou en se localisant dans des pays limitrophes ou stables politiquement. Une fêlure et une faille onéreuse qui a des conséquences sur les prix de vente et le pouvoir d'achat des ménages. A titre illustratif, les prix du gasoil et d'essence ont connu une envolée fulgurante jamais connue auparavant en frôlant les 19dhs le litre ou l'huile de tables a presque doublé.

Cette tendance se découpe ainsi avec celui observé au cours des quatre dernières décades qui, pertinemment, se caractérisait par l'exultation des chaînes de valeurs et de production aux quatre coins de la planète pour se rapprocher de nouveaux débouchés alléchants en profitant des opportunités d'investissement et d'une main d'œuvre bon marché.

En d'autres termes, la crise actuelle a brisé les liens économiques et les réseaux de production à l'échelle mondiale, les chaînes de valeur régionales se substitueraient aux chaînes de valeur mondiales. La proximité prendra sa revanche sur le lointain.

A titre illustratif, les relocalisations des activités industrielles pour les intégrer dans une logique régionale permettront de redonner à la Méditerranée sa centralité en tant que site Européen et Africain.

La crise Russo-ukrainien est une aubaine pour l’Afrique en général et le Maroc en singulier, qui devront s’imprégner des réflexions dans le débat autour du devenir de la mondialisation. L’Afrique tout comme le Maroc doit renégocier leurs rapports avec la proximité, et exiger de l’Europe qu’elle s’ouvre sur de nouvelles logiques de partenariat avec l’aire sud-méditerranéenne et africaine sur la base de la coproduction.

Cela va, d’ailleurs, dans le sens des intérêts de l’Union européenne elle-même que de traiter la question de la relocalisation et de captage des chaînes de valeur mondiales dans un cadre régional qui dépasse celui de la seule Europe où le traitement du dossier de relocalisation industrielle par les Européens doit être en rapport avec celui du couple développement-immigration dans la grande région afro-sud-méditerranéenne.

Cette dynamique de repli semble animer un morcellement et un fractionnement de la mondialisation, organisée non plus comme un village-planétaire pour paraphraser Marshall McLuhan, mais sous forme de blocs de pays disjoints, chacun charpenté sur des motifs géopolitiques, échangeant peu ou pas du tout entre eux.

Une sorte de mondialisation entre amis, comme l’expliquent la secrétaire d’Etat Américaine au Trésor, Janet Yellen et Christine Lagarde, la patronne de la Banque centrale européenne (BCE) en vulgarisant les concepts de « friend-shoring », « friend sharing », « friend shopping ».

Ce synopsis est loin de prendre acte et qui n’est pas partagé par tous. Tout comme ne l’est pas, d’ailleurs, l’évolution de la situation actuelle, préfiguration, selon économistes et géo-politologues, à une « démondialisation », qui annoncerait une rétrogression de la dynamique des échanges mondiaux, quand d’autres économistes anticipent plutôt, une « néomondialisation » ou une « remondialisation », un concept qui conférerait à la mondialisation d’évoluer sur des paradigme différents, tandis que d’autres et c’est l’avis que nous partageons, estiment que les forces économiques et les locomotives de la mondialisation

sont toujours présentes et que la mondialisation continuera, mais de manière ralentie » slowbalization » .

On devrait être très prudents pour dire que la mondialisation va spontanément décliner : Nous n'avons pas tous pensé que le capitalisme a sonné le glas lors de la crise économique et financière de 2008 qui a ébranlé la mondialisation et sa dynamique.

Les pays restent malgré tout très interdépendants et savent que les coûts d'une démondialisation brutale seraient très onéreux.

In fine, nous semble-t-il tout sera tributaire de l'issue de la guerre, de la place qu'occupera demain la Russie sur l'échiquier mondial.

FOR AUTHOR USE ONLY

## **Les mômes de Tindouf ou les rides de l'innocence**

*Chronique publiée sur notre site [www.maghriti.ma](http://www.maghriti.ma) le 28/07/2022*

En toute incongruité et barbarisme à Tindouf, c'est une camarilla et une mafia bien marcottée qui sévit depuis des décades. Des misanthropes sans foi, ni loi y avilissent et oppriment les habitants, en singulier les petits mômes de la commune de l'Ouest de l'Algérie, se dévouent à des brigandages, des pillages et se livrent à des détournements de fonds publics destinés pourtant à déboursier des projets humanitaires dans ces camps du Sahara subissant les plus pires traitements.

Ces actes primitifs, la Communauté Internationale, Genève ou aux Nations Unies à new-York l'a souligné et signalé naguère. Et il ne se passe un jour sans qu'un nouvel acte ostrogoth vienne s'ajouter à la liste infinie des cruautés, tyrannies et des misanthropies que préjudicient le Polisario et son cicérone l'Algérie, dans le sud-ouest algérien en transgressant les droits de l'Homme dans les camps contrôlés par les milices des sécessionnistes en forgeant sans âme des enfants-soldats.

Le Comité des droits de l'homme de l'ONU, fustige et stigmatise l'Algérie, mettant les pleins phares sur l'incrimination de ce pays dans tous l'outrance affligée à l'encontre des séquestrés de Tindouf.

Rétrospectivement, la 49<sup>ème</sup> session du Conseil des Droits de l'Homme, à Genève, au 15 Mars dernier, a été l'occasion de revenir sur cette l'apostrophe des enfants-soldats. Un symposium international s'est ainsi tenu sous les auspices de l'ONG "Africa Culture International". Elle a réuni plusieurs associations continentales et régionales, ainsi que des acteurs de la société civile issus des provinces méridionales du Royaume. Elle a cafétié la présence d'un enfant-soldat dans la représentation qui accompagnait l'envoyé spécial du Secrétaire Général de l'ONU, Staffan de Mistura, lors de sa première tournée dans les "camps" de Tindouf, le 16 janvier dernier. L'Envoyé personnel au

Sahara a été également témoin de la présence d'autres enfants-soldats placés le long du chemin emprunté où d'ailleurs les images ont enflammé la Toile.

C'est un homicide de guerre fustigé et prohibé par toutes les conventions et instruments internationaux, -dont la Convention de Genève de 1949- la Charte des Nations Unies, la Charte des droits de l'Homme, les pactes des droits politique, économique et social de 1966, et le Statut de Rome de 2002 de la Cour pénale internationale.

L'apostrophe qui nous interpelle : La Communauté Internationale ne doit-elle pas réagir à cette militarisation des enfants qui s'est réalistement institutionnalisée dans les milices séparatistes à des desseins de guerre ? Ses atrabilaires n'hésitent pas en effet à recruter et catéchiser des enfants-soldats, des actes typiques, qui nous rappellent ceux des organisations terroristes telles que Daech et Al Qaïda.

Ces mômes de Tindouf sont égarés dans la violence et abreuvés de haine, inféodés à des abominations, déracinés de la sûreté et déplantés de la sécurité de leur famille et désappropriés de la possibilité de mûrir dans un environnement de jubilation et de plénitude.

Combien dénombre-t-on ces mômes de Tindouf ? Les estimations de certaines ONG qui ont fait du terrain in situ évaluent entre 4.000 à 5.000 pour la classe d'âge des 12 -18 ans.

C'est une série démographique qui a quitté l'école primaire précocement et, de facto, n'a pas la possibilité de poursuivre un cursus secondaire. La seule issue qui lui est accordée est celui des dédales du mouvement séparatiste. Seuls, ceux qui sont liés à des dirigeants et à leurs réseaux tribaux et clientélistes effectuent ensuite leur scolarité dans des établissements algériens jusqu'au baccalauréat avant de bénéficier d'aides et de bourses dans des régions en Espagne, ou encore dans des État insulaires communiste des Caraïbes à l'instar de Cuba pour des études supérieures.

Pour le Polisario, loin de toute affection et âme, le même de Tindouf est économiquement un soldat moins coûteux qu'un adulte. Aussi, leur exploitation ne demande pas d'expertise particulière ; moins encore, la force physique n'est forcément obligée. A ces raisons dénuées de toute humanité, il faut en ajouter d'autres, utilitaristes : ils ont des "qualités" de soldats que les adultes n'ont pas toujours, dans la mesure où ils sont plus facilement endoctrinés et prédisposés à tout prosélytisme politique et religieuse ; ils sont en outre moins raisonnables que leurs aînés au regard de la révolte et la rébellion.

Face à ces passe-droits, plusieurs pays reconsidèrent leurs relations diplomatiques. A l'appui de nos dires, l'Espagne, pour ne citer qu'elle, l'a bien repensé. Certes, on ne peut pas entretenir des relations salutaires avec un pays qui agit immuablement et de façon délétère en dehors de la légitimité internationale.

Cette posture résolue du voisin espagnol sert d'illustration à d'autres pays : En Italie, des voix ne commencent-elles pas déjà à s'élever pour demander aux dirigeants de changer de posture envers l'Algérie ? D'ailleurs, l'expert Italien en géopolitique, Marco Baratto, résume parfaitement l'état d'âme qui doit animer les dirigeants Européens, notamment en soutenant que "L'Italie ne doit pas coopérer avec un pays qui se permet des actes hostiles, interdits et condamnés par le droit international et " Nous devons opter pour des partenaires stables, fiables et engagés dans le développement économique et des droits de l'Homme dans la région euro-méditerranéenne pour garantir le bien de nos populations, toute en insistant sur la nécessité "d'adopter une approche éthique qui exclut tout allié tentant de semer le séparatisme dans les zones voisines et d'alimenter la guerre froide dans la région. "

Il a dans ce sens pointé du doigt les violations des droits de l'homme dans certains pays voisins du Royaume "où il existe malheureusement encore des zones d'ombre concernant la répression de la dissidence et la liberté d'expression. Nous ne pouvons, en tant qu'Européens, continuer à accepter et à

être dépendants de nations où les droits de l'homme sont bafoués. En tant qu'Européens, nous ne pouvons pas être liés à des nations qui considèrent les peuples ou certaines nations européennes comme des ennemis traditionnels et éternels"

Selon cet expert italien en relations internationales " La raison et le pragmatisme exigent la pleine reconnaissance par l'UE de la souveraineté du Maroc sur le Sahara en tant que partenaire fiable, stable et partageant les valeurs de l'Europe " en matière de promotion des droits de l'homme, de lutte contre le terrorisme, du développement durable et du respect mutuel.

Aussi a-t-il plaidé que "L'Europe ne peut être un simple spectateur du potentiel de ces régions, de leur développement technologique, et de leur rôle de porte vers le continent du futur qu'est l'Afrique" relevant que le Maroc est stratégique pour la sécurité en Europe, "comme en témoigne l'aide apportée aux forces de police françaises pour identifier et démanteler une cellule terroriste dangereuse qui aurait pu commettre un carnage à Pâques. "Nous avons besoin d'un acte de courage et de reconnaître le Maroc comme un allié stable, fidèle et conforme aux valeurs que l'Europe professe. L'Europe a besoin du Maroc, il faut ainsi agir, suivre le pragmatisme et le courage américains et reconnaître la souveraineté pleine et légitime du Maroc sur ses provinces du sud".

Ce constat, la Communauté Internationale l'a fait depuis bien longtemps. Et il ne se passe un jour sans qu'un nouveau vienne rallonger la longue liste des crimes que commettent le Polisario et son gourou, l'Algérie, dans le sud-ouest algérien envers l'humanité et les mêmes de Tindouf en les privant des joies de l'enfance.

La députée Européenne Dominique Bilde n'a-t-elle pas rappelé dans un Tweet que ces mêmes de Tindouf qui sont enrôlés par le Polisario pour devenir des soldats à un âge où ils devraient jouer aux petites voitures ?

## **Après 23 ans de règne, repenser la Croissance économique au Maroc**

### **" Du feu de paille au long feu "**

*Chronique publiée sur notre site [www.maghriti.ma](http://www.maghriti.ma) le 02/08/2022*

Coïncidant avec 23 chandelles de règne du Souverain Marocain, quel sentier donner à la croissance économique ? Telle est l'apostrophe qui pullule et foisonne aussi bien dans la sphère de la presse écrite que dans les canaux de communication audiovisuels (Chaînes télévisées, radios).

Certes, il faut rendre à César ce qui est à César : La nouvelle mouture des réformes de nouvelles niches de la croissance (Automobile, Aéronautique, Offshoring, Energies renouvelables etc.) impulsées par le Souverain Marocain a secrété une croissance économique de 7,9%, qui a entraîné une hausse tangible des recettes fiscales en contribuant à réduire le déficit budgétaire à 5,9% du PIB en vertu du rapport de Bank Al-Maghrib, relatif à la situation économique, monétaire et financière au titre de l'exercice 2021 présenté par le Wali de l'Institut d'émission Abdellatif Jouahri au Souverain Marocain le 30 Juillet 2022.

Ce vecteur crucial du losange de la politique économique, en l'occurrence, la croissance économique en 2022 a fait l'objet d'un débat très "Hot" : Le Gouvernement Akhnouch soutient le scénario de 1,5% : L'argentièrre du Royaume et des Finances, Nadia Fettah, a indiqué que l'économie marocaine devrait réaliser une croissance d'environ 1,5%, au regard de l'évolution qu'ont connue les principaux indicateurs de la conjoncture économique.

Le Wali de l'Institution d'Emission du Royaume Abdellatif Jouahri, quant à lui, moins généreux, a présagé sur un taux de dynamique économique qui ne dépassera guère les 1% en raison du recul de la production céréalière au cours de cette année, puis s'accélérer à 4% en 2023.

La boule de cristal du Haut Commissariat au Plan HCP de Lahlimi prophétise un taux de 1,3% prévu en 2022 pour rebondir à 3,7% en 2023.

Sur le même registre, le Team et Think-Thnak du Centre Marocain de Conjoncture (CMC) a auguré et tablé, bel et bien, avant la prise des commandes par l'actuel Gouvernement, sur le trend de 1,8% en 2022.

Pour la Banque Mondiale, la croissance économique devrait ralentir à 1,3 % en 2022, sous l'effet de la baisse de la production agricole contre 7,9% en 2021. La Banque Africaine pour le Développement BAD, quant à elle prévoit une croissance économique de 1,8 % en 2022 et de 3,3% en 2023.

Rétrospectivement, dans les années 60 et 70, le Maroc avait l'une des meilleures croissances au monde et se plaçait 2ème dans le monde arabe après l'Arabie Saoudite, aujourd'hui, il recule dans le classement des pays arabes.

Cependant, celle-ci reste erratique, instable et ramollie. Ce "Stop and Go" de la croissance nous interpelle à transcender ce controversé chiffré. Notre propos est de se sublimer de ce débat numérique, de se distancer des chiffres, de s'abstraire des statistiques pour reméditer les entraves à la croissance et ouvrir un débat méthodologique, sans prétendre aucunement à l'exhaustivité, sur les sentiers de la dynamique économique du Maroc :

- Faut-il s'immoler et ratiboiser sur toute une avalanche d'amendements et refontes économiques pour sécréter une dynamique économique ?
- N'est-il pas important et urgent d'abandonner les formules simples et la quête toujours déçue de " pratiques optimales" au profit d'une analyse économique approfondie de ce qui, au Maroc, fait obstinément hic à la croissance ?
- N'est-il pas primordial de discerner les véritables réformes indispensables à la croissance de celles qui sont simplement et superficiellement souhaitables pour des questions d'efficacité ?

Cette "duplication du cube" de la croissance économique, toujours erratique, instable et ramollie, quelque soit la le sigle et la couleur du Gouvernement, reste

tributaire, à notre sens, de tout un alphabet et oméga d'entraves ; elle demeure aliéné et inféodé à des :

- ◆A : Analphabétisme qui touche une grande fange sociale en nous verrouillant dans le panier des pays catégories faible à moyen selon le classement du Programme des Nations Unies pour le Développement PNUD,
- ◆B : Bureaucratie dédaléenne qui demeure dissuasive à l'investissement et du business au Maroc,
- ◆C : Corruption qui est citée comme l'une des pierres d'achoppement à la fluidité et à la célérité des affaires au Maroc, un dossier prioritaire au vu du discours du Trône du Souverain du 30 Juillet, auquel l'actuel exécutif doit s'atteler,
- ◆D : Dette publique où l'endettement intérieur a dépassé la barre du 30% du PIB. Le Trésor serait déjà endetté à hauteur de 76,1% du PIB à fin mars 2022. L'endettement intérieur devrait se situer à 58,6% du PIB en Mars 2022 contre 58,0% à fin 2021.
- ◆E : Economie rentière, véritable monstre qui dévore tout arbitrage économique entre les ressources disponibles et entrave les mécanismes de transparence, de méritocratie, et de facto plombe la logique du marché.
- ◆F : Facture pétrolière où le Maroc assouvit ses besoins énergétiques à plus de 95%, considérée principal bouc émissaire de l'érosion du déficit commercial,
- ◆G : Gouvernance qui laisse encore à désirer où tout un département ministériel a été échafaudé dans l'actuel Gouvernement Akhnouch afin d'instaurer des règles de transparence, de traçabilité des actions et de maximiser les synergies entre les différents intervenants publics et privés dans ces dossiers. Ce portefeuille ministériel doit être comme un tronc commun et une priorité dans le suivi et la gestion du travail du Gouvernement,
- ◆H : Harmonisation des politiques sectorielles qui fait encore défaut. A cet égard et pour pallier à cette incohérence, le Souverain Marocain, à l'occasion du

discours du trône 2012 a réitéré son appel au gouvernement pour qu'il assure les conditions de convergence entre les différentes stratégies sectorielles, et qu'il se dote d'outils de veille et d'instruments de suivi et d'évaluation pour assurer leur cohérence et mesurer leur efficacité et l'efficience de l'utilisation des fonds qui leur sont affectés,

- ◆I : Informel où cette soupape de sécurité sociale englutit plus de 43% du revenu national brut RNB et 40% de la valeur ajoutée globale, qui ligote l'investissement productif national et étranger, Intégration timide en amont et en aval du système productif ce qui hypothèque la politique commerciale du Maroc en raison de sa synergie symbiotique avec la politique industrielle,
- ◆J : Justice où les investisseurs poussent des cris d'orfraie à cause d'une vision timorée de l'indépendance et l'impartialité du système judiciaire. A ce titre, le discours du trône du 30 Juillet 2012 exhibe l'intérêt que porte le Roi Mohammed VI à ce grand chantier vital aux affaires économiques au Maroc, en le hissant au rang et au trachée artère du dispositif de la nouvelle mouture de la constitution et attend de la Haute Instance du Dialogue National sur la Réforme de la Justice qu'elle trime en toute impartialité avec un agenda des meilleurs délais, des recommandations pragmatiques, assorties de mécanismes et de dispositifs de sa mise en œuvre
- ◆M : Main d'œuvre peu qualifiée qui plombe l'attractivité de l'investissement et ce dans une ère ayant pour Jalons des :
  - Métamorphoses des déterminants de l'investissement où ceux-ci sont fondés sur économie cognitive ayant pour socle la dextérité et la qualification de la main d'œuvre que sur l'anachronique paradigme ricardien d'une main d'œuvre bon marché et à faible salaire
  - Contraintes inébranlable de Just In Time afin de répondre aux calibres du marché extérieur intransigeant en qualité de produit et de délais de livraison.

- ◆N : Niveau de vie qui se creuse, plus singulièrement, dans le monde rural secrétant un hiatus abyssal et un dualisme entre le monde urbain et le monde rural.
- ◆ O : Offre exportable inélastique. A cet égard, le Teram Akhnouch doit réorienter les efforts vers la promotion de différents domaines industriels et des nouvelles technologies par l'aménagement de pôles et d'espaces économiques intégrés propres à même d'affûter et aiguïser la compétitivité des entreprises marocaines ce qui est de nature à créer un engrenage vertueux entre la politique industrielle et commerciale,
- ◆P : Privatisation qui demeure feu de paille et sans long feu, dopant les Investissements Extérieurs et Pluie où règne prévoir, c'est pleuvoir,
- ◆S : Solde de la balance commerciale qui a atteint presque 15,5% du PIB, avec cependant une quasi-stagnation du taux de couverture à 62,3%. La balance des paiements ne reflète-t-il pas l'état de santé d'une économie ?

Le bilan mitigé relatif à la dynamique économique et la courbe sinusoïdale, pendulaire et cyclique de la croissance économique au Maroc nous apostrophe sur tout un grand nombre de gisements méthodologiques et des "bissectrices" pragmatiques d'action pour le présent et le futur.

Il en est ainsi de la synergie des politiques vers le système productif Marocain en portant une attention singulière à l'innovation, Recherche&Développement, au know how, et aux PME et PMI véritable mine d'or de richesse et de création d'emplois ; l'expérience de la Malysie n'est-elle pas édifiante à cet égard ?

A cet titre, il importe de signaler que le niveau d'innovation dans l'économie marocaine approché et appréhendé, aussi bien par la part des biens de haute technologie dans les échanges extérieurs que par le niveau des dépenses en Recherche et Développement dans le PIB, atteste, de concert, de la minuscule utilisation du progrès technologique et de son faible corollaire sur la croissance économique.

Les exportations marocaines des produits à haute technologie représentent plus de 11% des exportations de biens manufacturés, soit un niveau très bas par rapport à celui atteint par la Corée de Sud et la Malaisie.

En sus, notre système social n'est pas arrivé à sortir du tunnel et du gouffre des inégalités des revenus, à colmater les distorsions sociales et à développer une véritable politique du partage du surplus économique et ce en dépit des dépenses sociales allouées à ce secteur (plus de 55%) : A l'appui de notre assertion et en vertu du rapport de la boîte des pronostics du Haut Commissariat au Plan HCP : 2/3 du surplus économique échoit au facteur capital et seulement le 1/3 aux salariés.

L'urgent sera de porter suture sociale et de bannir le fossé qui creuse des inégalités sociales entre la classe la plus nantie de la classe démunie pour booster une croissance tirée par la demande intérieure dans un climat international tumultueux et fébrile de crise économique mondiale marquée par le déclenchement de la guerre en Ukraine qui a accentué les perturbations du commerce mondial et la flambée des prix et a engendré une détérioration des perspectives économiques et une intensification des incertitudes qui les entourent.

L'autre must est d'orienter les Commandes "Akhnouchiennes" vers la capacité d'absorption : La qualité du facteur travail joue un rôle inéluctable dans le courroie de transmission de la croissance et des spillovers. Le déficit de productivité qu'enregistre l'industrie est lié au manque de qualification et de formation de la main d'oeuvre: l'effectif employé demeure analphabète, le niveau du primaire est de 2% au Chili et de 1,7% en Turquie pour lesquels le taux d'ouvriers ayant le niveau du collège ou du lycée est respectivement de 83% et 78%.

Cette situation ne permet pas à la force de travail d'améliorer son aptitude à utiliser et optimiser les technologies disponibles.

Devant cet état de fait, comment peut-on appréhender la croissance alors que des ressources humaines restent inemployées, sous utilisées et exclues du processus intrinsèquement lié à la croissance ?

La contribution du capital humain dans le processus de production est importante et la qualité du facteur travail joue un rôle majeur dans les mécanismes de croissance. Les investissements éducatifs et technologiques constituent des facteurs de progrès économique et social. Faut-il ressusciter et exhumer le célèbre aphorisme économique longtemps enterré dans le cercueil de la littérature économique du mercantiliste Jean Bodin "Il n'est de richesses que d'Homme".

La réalisation d'un objectif de croissance pérenne nécessite, en plus, d'un taux d'investissement, une augmentation de la productivité du travail.

L'amollissement du capital humain au Maroc participe à la baisse de la productivité du travail et à l'insuffisante utilisation des capacités productives. L'élévation de la productivité des investissements à travers l'amélioration des connaissances et des compétences humaines sont déterminants de la croissance économique.

Avouons-le : L'activité économique, au Maroc, se situe à un niveau inférieur à son potentiel de croissance. Elle ne peut pas bénéficier d'externalités positives suffisantes à même d'atteindre le sentier de croissance endogène, ce qui maintient l'économie à un niveau faible et rend la croissance volatile et vulnérable aux chocs interne et externe

En sus, l'Initiative Nationale de Développement Humain INDH, certes laborieuse, n'est pas encore parvenue à s'abstraire d'une vision de fragmentation et de saupoudrage des ressources financières pour aiguiller les Commandes Royales vers la voie d'une action sociale régionalisée en osmose avec les agendas de tutelle à caractère social.

Si des efforts louables sont entrepris depuis son lancement en Mai 2005, force est de constater que la démarche reste purement techniciste, unidimensionnelle, ainsi que ponctuelle et ne procède pas à une concertation avec les populations concernées quant à leurs besoins et leur bien-être.

Le legs et l'héritage de la pesanteur d'une administration centrale et centraliste leste la réussite d'une croissance qui va vers le développement communal, local et territorial.

Reconnaissons-le dans ce propos : L'INDH, certes méritoire, créatrice d'activités et génératrices de revenus, ne peut être un succédané à une véritable politique de croissance et des revenus dans la durée. La dynamique économique du Maroc doit passer inéluctablement par un accroissement massif de la richesse du pays, c'est dire par un enrichissement de sa population afin d'augmenter la consommation et conduire à la croissance.

Sur ce registre, pour Amartya Kumar Sen, l'un des intellectuels économistes indiens les plus connus et les plus respectés, prix Nobel 1998, spécialiste en développement, le seul moyen d'y parvenir est d'encourager la croissance économique en rendant au marché son rôle central par le renforcement des libertés individuelles de choisir et d'entreprendre.

Et pour que la croissance soit durable et équitable, il faut que les pauvres y prennent une part très active et donc, qu'ils aient accès non seulement aux moyens de production nécessaires (la terre, l'eau, le crédit, les marchés) et à des emplois productifs, mais surtout aux services sociaux essentiels, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation ce qui met sur le marbre de l'actualité toute la problématique de la croissance économique et du développement de l'économiste François Perroux.

Au Maroc, les déterminants de la problématique de la répartition du revenu, des disparités salariales, des inégalités sociales, demeurent peu débattus, sujets en instance d'analyses requises et vitales à toute politique économique.

Par ailleurs, le pari de l'avenir est d'émanciper et délier la croissance des caprices du Nice Weather, des vicissitudes climatiques et la pénétration des marchés extérieurs par une percée d'exportation des produits à haute teneur en matière grise et savoir-faire.

Sur ce registre, la part des exportations rapportée au PIB reste pour l'essentiel étayée sur des demi-produits, phosphate et des produits agricoles.

Sous cet angle, l'offre exportable se sclérose et se confine à exporter l'or incolore, l'eau en l'occurrence, véritable épée de Damoclès qui pèse et pèsera d'un poids colossal sur toute la terre pour ce siècle.

Aussi, Il convient de "recontempler" la politique macroéconomique et de se libérer des contraintes monétaire et budgétaire afin de procéder à des arbitrages plus efficaces et équitables. La crise économique et sanitaire du Covid-19 ses corollaires ont permis d'établir une nouvelle réflexion sur le rôle de l'Etat dans la régulation et la redistribution.

Les plans de soutien ont fait l'unanimité et prouvent que la relance de la croissance économique nécessite une autre orientation que la politique de rigueur.

Par ailleurs, faut-il, à notre sens, se suicider sur toute une armada de réformes économiques pour générer la croissance ? Ce qui nous exhorte à avancer que le nec plus ultra pour le Team AKHNOUCH est de détecter le minimum et le "SMIG" d'obstacles les plus contraignants de notre économie et de s'atteler à les lever : Car, nous semble-t-il, beaucoup de réformes conduites dans plusieurs secteurs peuvent créer des distorsions imprévues dans d'autres secteurs ; en se concentrant sur le domaine qui bride le plus la croissance, le Maroc aura plus d'aubaine de récolter les fruits de son effort, car pour paraphraser l'Economiste Turc Dani Rodrik, pléiade et spécialiste des problèmes de la croissance économique : « Beaucoup de réformes peuvent créer peu de résultats et peu de réformes peuvent créer beaucoup de résultats »

Si l'économiste du pays de l'oncle Sam et chef de file de l'économie de l'Offre (supply side) Arthur Betz Laffer disait, à l'occasion, de sa fameuse courbe Laffer « Trop d'impôt tue l'impôt », je dirai, dans ce propos, que "Trop de réformes tuent les réformes".

D'où l'intérêt pour le Team AKHNOUCH d'une évaluation sérieuse, méthodique, méthodologique et sans concessions des lieux de raccordement et de connexion du système productif marocain au système économique mondial.

Le contexte mondial, souvent négligé ou occulté, les choix socio-économiques nationaux, doit gagner sa place et ses lettres noblesse ce qui nous incite à exhumer une des citations indélébiles du Feu SM Hassan II dans son Discours du 20 Août 1993 " Nous constatons (Feu SM Hassan II) parfois un manque d'analyse concernant la carte régionale et mondiale, pourtant nécessaires pour l'étude de la carte nationale".

Ces niveaux d'observation méthodologique et d'analyse économique peuvent déterminer, à notre sens, la position future et les possibilités d'une meilleure dynamique économique du Maroc.

Cela est une question de volonté politique, couplée à des choix économiques et stratégiques pertinentes aussi sur la rigueur de l'analyse et la méthodologie qui prépare la décision et économise les tâtonnements "Walrasiens » inutiles.

Le Team AKHNOUCH relèvera-t-il ces Challenges en marquant des points d'inflexion vers un trend haussier de la géométrie économique ? Arrivera-t-il à faire translater la dynamique économique du feu de paille au long feu ? Du sinusoïdal à la Tangente de la croissance économique???? Le temps est révélateur et "Le faire est révélateur de l'être" disait Jean-Paul Sartre !!!!!

**La Portée économique du Discours du Trône 30 Juillet 2022**  
*Chronique publiée sur notre site [www.maghriti.ma](http://www.maghriti.ma) le 04/08/2022*

Coïncidant avec le 1<sup>er</sup> jour du nouvel An de l'Hégire, le Samedi dernier 30 juillet 2022 a permis au Maroc de célébrer le 23<sup>ème</sup> anniversaire de l'accession au trône du Souverain Marocain. Pour ce faire, le Souverain n'a pas dérogé au rituel du discours du Trône, qui donne le tempo sur des sujets chauds que le Souverain aura décidé de mettre en exergue pour montrer le cap que se choisit notre patrie sur nombre de dossiers, politiques ou économiques, mais aussi sociaux ou environnementaux.

L'année 2022 est particulièrement mouvementée par d'importants événements à haute portée géopolitique et sociale qui se sont succédés depuis le discours du Souverain de l'année dernière. Celui de cette année est jalonnée par un contexte agité où la crise sanitaire et économique de la pandémie Covid 19 et les modulations de l'environnement international continuent à se répercuter sur l'économie nationale et mondiale.

Certes, le discours Royal véhicule des messages « Hard » tous azimuts : volet politique, géopolitique et social. Le propos de cette chronique est de décrypter et de se cantonner uniquement sur le message économique du discours du 30 juillet 2022 du Souverain Marocain.

En effet, dans son éloge à la Nation à l'occasion du 23<sup>ème</sup> anniversaire de son accession au Trône, le Souverain Marocain est revenu sur les efforts concertés de l'État et des secteurs public et privé, qui ont permis à l'économie nationale de résister aux crises et aux remous et de réaliser, ainsi des résultats concluants dans les différentes filières de production.

Mais cette éclaircie n'a pas fait long feu en raison de la conjoncture internationale, a souligné le Souverain notant qu'en sus d'une modeste campagne agricole, des facteurs extrinsèques ont entraîné un élan des prix de

certaines produits de première nécessité avant de souligner qu'il s'agit d'un problème auquel aucun pays n'a échappé.

Conscient des effets pervers de cette situation sur les conditions de vie de nombreuses franges sociales, le Souverain Marocain a évoqué dans sa périphrase, le lancement d'un programme national pour atténuer l'impact de la sécheresse sur les agriculteurs et sur la population rurale, outre, des orientations qu'il a livrées au Gouvernement pour l'allocation de crédits importants à la subvention de certains produits de base et pour qu'il assure l'approvisionnement des marchés en ces produits.

Évoquant la Caisse de compensation, dont le budget a doublé en 2022 excédant les 32 Milliards de Dhs, le Souverain Marocain, dans sa missive économique du discours Royal, a appelé à la consolidation des mécanismes de solidarité nationale et à la lutte déterminée et responsable contre les spéculations et la manipulation des prix.

Aussi, le Souverain Marocain a estimé dans son discours que le Maroc devra tirer le meilleur parti des opportunités et des perspectives ouvertes par les mutations que connaît l'économie mondiale afin de drainer plus d'investissements, stimuler les exportations et promouvoir le produit national.

Dans le dessein d'atteindre un « Level » d'attractivité mature et figurer sur la short-list pour paraphraser Albert Michalet dans son célèbre ouvrage « la séduction des Nations ou comment attirer les Investissements », il est incontournable de renforcer la confiance des investisseurs dans nos institutions, l'amélioration du climat des affaires, la rapidité et la simplification des procédures et des formalités administratives, l'amélioration de l'accès au foncier, ainsi que le renforcement de l'arsenal juridique et réglementaire en matière d'investissement.

A cet égard, le Souverain Marocain a engagé le Team AKHNOUCH, ainsi que les sphères politique et économique à offrir plus de facilités et de fluidités aux investissements étrangers qui, en cette conjoncture internationale, élurent notre

pays, en éliminant tout obstacle qu'ils peuvent rencontrer, en singulier les entraves dressées à dessein par certains pour préserver leurs propres intérêts et réaliser des profits personnels où ces agissements et ces comportements égoïstes qui entravent la libération de toutes les capacités de notre économie doivent être combattus et bannis.

Notre pays dispose d'atouts importants pour un bon climat des affaires (situation géographique stratégique, bonnes infrastructures routières, ferroviaires et maritimes, secteur industriel florissant, etc ) qui interpelle le Gouvernement AKHNOUCH à renforcer tous les dispositifs permettant de favoriser les apports de capitaux et d'encourager les entreprises, notamment privées, nationales ou étrangères, d'investir des fonds dans notre économie.

D'ailleurs, l'esprit de la Nouvelle Charte de l'Investissement, dont le projet de loi-cadre N°03-22 a été enfin adopté en Conseil des Ministres le 13 juillet 2022, consiste à inverser la tendance actuelle visant l'orientation des investissements vers les secteurs productifs à haute valeur ajoutée, le développement durable, le renforcement de l'attractivité du Royaume pour en faire un pôle continental et international en matière d'investissements directs étrangers (IDE) et ce en portant la part de l'investissement privé de 33% pour atteindre 350 Milliards de dirhams, soit à 67% du total de l'investissement à l'horizon 2035.

A cet effet, le Souverain Marocain a dit attention au Gouvernement : Il faut chercher les investissements directs étrangers (IDE). Cet appel du Souverain Marocain intervient dans la mesure où il considère que le Maroc a atteint un point de maturité important au niveau de l'économie Marocaine et de nos investissements, et que le Maroc est très en avance à l'instar des chantiers structurants et des prouesses réalisées dans les niches de l'automobile, l'aéronautique, les technologies de l'information et autres.

Tout cela fait que le Maroc est véritablement sur un itinéraire et un sentier que les autres pays ne peuvent pas atteindre et que « si on veut continuer dans

l'excellence, il faut aller à la recherche des IDE, et faire en sorte que nos investissements soient plus compétitifs que les autres. »

En outre, Le Fonds Mohammed VI pour l'Investissement, créé suite aux instructions du Souverain Marocain jouera un rôle de premier plan dans la promotion de l'investissement et du relèvement des capacités de l'économie nationale.

Il interviendra pour doter les secteurs productifs du soutien nécessaire et pour financer et accompagner les grands projets envisagés, dans le cadre de partenariats public-privé.

C'est dans ce sillage que le Souverain Marocain exhorte l'exécutif à donner de la visibilité au milieu des affaires pour s'installer au Maroc afin de tirer profit d'investissements porteurs d'investissements, de croissance et d'emploi.

En somme, dans sa plaidoirie du Trône, le Souverain Marocain a choisi de fixer au Gouvernement AKHNOUCH et à toutes les institutions concernées un objectif clairement désigné et identifié, un cahier des charges qu'il convient d'appréhender comme les challenges que le Maroc devra relever les prochaines années.

## Quand notre planète brûle

*Chronique publiée sur notre site [www.maghriti.ma](http://www.maghriti.ma) le 09/08/2022*

La planète s'enflamme, la planète prend feu. Détrompez-vous !!! ce n'est pas le fait des pyromanes. Le réchauffement climatique n'est plus un postulat, il n'est plus une spéculation, c'est une réalité amère qui se traduit par des incendies cyclopiens : Alimentés par la sécheresse et la chaleur, des incendies consomment de plus en plus régulièrement différentes parties de la planète. En ce mois de juillet 2022, au Maroc, plusieurs hectares de forêt sont devenus des braises et des flammes qui ont décimé des milliers d'hectares de couvert forestier dans les provinces de Larache, d'Ouezzane, Tétouan et de Chefchaouen .... Etc.

Ces brasiers qui calcinent la planète ne sont pas spécifiques au Maroc, il sont partout dans le monde, comme en attestent les incendies en Californie ; l'incendie "McKinney", le plus vaste de cette année qui a détruit plus de 20.638 hectares de la forêt nationale de Klamath ou les incendies qui dévorent la France où plus de 20.000 hectares sont partis en fumée à la Gironde ou en Italie les pompiers italiens se battent contre des incendies ; le feu le plus important en Toscane où 860 hectares ont brûlés. Aussi, Des feux aux conséquences parfois meurtrières ont sévi également au Portugal et en Espagne.

L'Australie, faut-il le rappeler, entre 2019 et 2020, pendant plusieurs mois, surnommée "Black Summer", les incendies ont détruit plus de 18 Millions d'hectares de végétation.

L'on comprend alors mieux l'inquiétude de l'Organisation des Nations Unies ONU, qui estime que "la sécheresse est sur le point de devenir la prochaine pandémie et il n'y a pas de vaccin pour la guérir".

Historiquement, au Canada, et ce en dépit des détresses de bon nombre de scientifiques depuis les années 1970, ce sont le déluge du Saguenay ( à quelques kilomètres du Québec) de 1996 et la tempête de verglas de Janvier 1998 qui ont

fortement affirmé que notre société capitaliste sans âme visant efficacité, productivité et optimisation industrielle n'a peut-être pas autant de domination et de contrôle que prévu sur les impacts du climat. En fait, non seulement notre société postindustrielle efficace, productive et optimisée a fortement atrophiée par la variabilité naturelle du climat, mais celle-ci a contribué continûment à assommer sa faillibilité en ajoutant inopportunément dans l'écosphère le poison des gaz à effet de serre.

Ce réchauffement climatique de la surface de la planète engendrera une gigantesque fonte de glaciers polaires et alpins, ainsi qu'une hausse du niveau de la mer pouvant atteindre jusqu'à 95 centimètres d'ici la fin du 21ème siècle. Cette flambe, induite par la fonte de glaciers mais, surtout par simple expansion thermique de l'eau réchauffée, rendrait singulièrement vulnérable aux inondations les basses terres côtières où plus de 50% des habitants de cette planète y vivent.

Avec une augmentation du nombre de journées avec de telles températures très chaudes, la fréquence des vagues de chaleur devrait croître. L'augmentation de ce type d'événements provoquera une augmentation dans le nombre de décès reliés à la chaleur et entraîne une plus grande incidence d'allergies et de maladies respiratoires et cardiovasculaires.

Aussi, des experts chevronnés nous mettent en alerte que d'ici 50 ans, plus d'un 1,5 Milliard de personnes pourraient être opprimées à s'évader des réchauffements températures indignes.

Les signes avant-coureurs de cette chauffée climatique ne se font-ils pas déjà sentir ? Cataclysmes naturelles d'origine climatique, météorologique, hydrologique, catastrophes et calamités qui consistent en épisodes de vagues de chaleur à plus de cinquante degrés, des pluies diluviennes, inondations, feux de forêt, séismes abîmant sous les eaux des pays comme la Belgique et l'Allemagne, ou ravageurs ouragans et méga-feux réduisant en cendres des

contrées entières comme l'Ouest-Américain, la Sibérie et la ceinture méditerranéenne durant l'été.

Des sécheresses dans le sud, des tempêtes tropicales, des invasions de criquets en Afrique de l'Est et des inondations acculant plus d'un Million de personnes à quitter leur foyer en Somalie.

Les quelques illustrations fournies dans cette chronique ne brossent qu'un tableau incomplet des contrecoups potentiels des changements climatiques alors que l'humanité prend pour bouc émissaire de la fatalité au lieu de prendre conscience qu'il faut changer sa façon d'habiter la terre et renoncer à ses mauvaises habitudes.

Notre patrie a enregistré, cet été de nouvelles vagues de chaleur. Aussi, de nouveaux records de chaleur ont sapé plusieurs contrées, des incendies s'en sont suivis, qui ont ravagé les forêts au Californie notamment. Ne se sont-ils pas les signes précurseurs très effrayants de méga-sécheresses et de l'acidification des océans ? Tel est le résultat d'un réchauffement des températures mondiales.

Le mois Juillet 2022 ne fut-il pas l'un des juilletes les plus chauds jamais enregistrés dans le monde, a indiqué Aujourd'hui 9 août l'Organisation météorologique mondiale (OMM), une agence spécialisée de l'Organisation des Nations Unies ONU ?

Avouons-le dans cette chronique, après l'échec du protocole de Kyoto de 1997, Marrakech, Bonn, Katowice, Madrid... et aujourd'hui Glasgow. Ces messes, en grande pompe, sonnent plutôt comme des plaintes de promesses non tenues et renvoyées aux calendes grecques. Pour preuve, la préservation du climat n'est pas entrée dans l'équation ; après la plus dure épreuve de la pandémie de Covid-19, le trend industriel est reparti de plus bel à la hausse, pour atteindre en 2021 et 2022 leur niveau d'avant-crise. Aucun réel tournant n'a été opéré et somme toute, les plans de relance n'ont fléchi que 3% des investissements vers les énergies bas carbone selon l'Agence Internationale de l'Energie (AIE).

Suite aux échecs des précédents engagements et après plusieurs reports dus à l'épidémie de Covid-19, le Sommet des Nations Unies la 15<sup>ème</sup> Conférence des parties (COP) de la Convention sur la diversité biologique qui a eu lieu 11 Octobre 2021, à Kunming en Chine n'a pas connu de grandes avancées palpables sur un nouveau traité international pour la conservation à même à endiguer la perte en cours de la diversité des plantes et des animaux sur Terre.

On est toujours si loin d'atteindre la vision à 2050 de vivre en symbiose avec la nature et des cibles visant à ce qu'au moins 30 % des zones terrestres et des zones maritimes soient conservées grâce à des systèmes de zones protégées et d'autres mesures de conservation efficaces ou à limiter les pollutions agricoles ou plastiques.

Quelques semaines plus tard, cette conférence a été suivie par l'émérite sommet mondial sur le climat COP26 à Glasgow qui s'est soldé à son tour par un échec : Alors que la planète se trouve selon l'ONU sur un sentier "effroyable" de réchauffement de 2,7°C par rapport à l'ère préindustrielle, les 200 pays de la COP26 ont adopté le 13 Novembre 2021 un accord pour accélérer la lutte contre le réchauffement de la planète, sans assurer de le contenir à 1,5°C ni répondre aux demandes d'aide financière des pays pauvres. Echec qui peut être expliqué par le conformisme des politiques des gouvernements et leur connivences vis-à-vis des lobbies qui les empêchent d'avancer, critiquant "les promesses non tenues de certains pays au lieu d'engagements sérieux" selon le candidat écologiste Yannick Jadot, un échec audible sur le visage avec les larmes aux yeux du président de la conférence sur le Climat, Alok Sharma.

Les rapports accablants nous cessent de s'enchaîner, les preuves à crever les yeux ne cessent jamais de s'accumuler, les scénarios les plus sombres ne cessent de se confirmer sur le cri d'orfraie de la terre. Nous restons pourtant étrangement des "voyeuristes" au regard de ce qui constitue le plus grand risque de mettre notre espèce en péril.

La communauté internationale, in fine , ne doit-elle pas cesser ses promesses de monts et merveilles et ses conduites timides en s'attellant vers la mise en œuvre de résolutions concrètes selon un agenda bien défini en prenant appui sur une volonté politique forte et frontale afin d'inverser le cours chaotique de la planète et reprendre le contrôle du climat dans le monde ? A défaut, l'humanité sera condamnée à un avenir infernal selon les propos du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres !!!

Le défunt Hugo Chavez, ex-président du Venezuela était si courageux en disant haut et fort à la COP15 qui s'est tenue à Copenhague en Décembre 2009 "Si le climat était une banque, il serait déjà sauvé"

Ils sont à quelque cinq Millions d'individus éparpillés sur les cinq continent, surtout en Europe avec une large prééminence pour la France où ils résident depuis un siècle, auxquels s'ajoutent des centaines de milliers de juifs Marocains à l'étranger relevé dans le discours du Souverain Marocain à l'occasion de la célébration de la Révolution du Roi et du Peuple du 20 Août . En réalité, si l'on compte les clandestins et les enfants de moins de 16 ans exclus des statistiques, les immigrés Marocains sont plus de cinq millions.

Cette diaspora marocaine soutient directement l'économie Marocaine à travers trois principaux canaux, que sont leurs transferts réguliers de fonds, les recettes voyage dégagées de leurs séjours au Maroc en tant que touristes, ainsi que les investissements qu'ils y réalisent.

On s'en souvient lors du marasme économique en raison des restrictions de déplacements et du manque de visibilité dans le contexte de la crise économique et sanitaire de la pandémie du Covid-19, les transferts de fonds des Marocains du Monde ont fait preuve d'une forte résilience, en réalisant une surprenante hausse de 5%, en 2020, pour s'établir à 68 milliards de dirhams, contre 64,7 Milliards de dirhams, en 2019 dans un contexte économique mondial particulièrement délicat.

Ces remises de fonds peuvent représenter jusqu'à 8 à 10% de la richesse nationale PIB et jouent un rôle de taille dans les équilibres macro-économiques (lissage de la croissance économique, abondement des réserves de change...)

N'est-ce-pas une force économique et sociale pouvant participer à la dynamique économique et sociale du Maroc ? N'est-ce-pas une ressource inéluctable pour promouvoir la notoriété du Maroc pour une diplomatie économique efficace et efficiente ?

A cet égard, le Souverain Marocain, dans son discours à l'occasion de la célébration de la 69<sup>ème</sup> anniversaire de la Révolution du Roi et du Peuple du 20 Août, a décelé que l'Etat déploie, certes, des efforts considérables afin de garantir un bon accueil aux Marocains du monde, mais ce dispositif demeure insuffisant : Le Souverain Marocain a relevé que bon nombre de membres des Marocains du monde se heurtent encore à plusieurs écueils pour régler leurs affaires administratives ou pour lancer leurs projets.

Il convient par conséquent de remédier à cet état de fait, car le Maroc a besoin de toutes les compétences Marocaines établies à l'étranger où ces talents peuvent s'installer au Maroc, comme elles peuvent apporter leur concours, via toutes sortes de partenariats, depuis leurs pays d'accueil.

A ce titre, le Souverain Marocain a affirmé que le temps est venu de doter cette communauté de l'encadrement nécessaire ainsi que des moyens et des conditions pour qu'elle donne le meilleur d'elle-même, dans l'intérêt bien compris de son pays et de son développement. Dans ce sens, le Souverain Marocain a souligné la nécessité d'établir une relation structurelle suivie avec les compétences marocaines à l'étranger, y compris avec les Marocains juifs, à travers la création d'un mécanisme chargé d'accompagner les compétences et les talents marocains à l'étranger, d'appuyer leurs initiatives et leurs projets d'investissement.

Ce mécanisme permettra de mieux connaître les profils, d'interagir en permanence avec eux et ainsi de leur présenter les atouts dont dispose leur pays dans les secteurs liés au processus de développement et d'investissement.

Le Souverain Marocain a, à ce propos, exhorté, une fois de plus, les jeunes et les porteurs de projets marocains, résidant à l'étranger, à profiter des multiples opportunités d'investissement offertes par la mère-patrie, à tirer le meilleur parti des mesures d'incitation et des garanties que prévoit la nouvelle Charte de l'Investissement.

Etant donné l'importance de la diaspora marocaine comme levier de développement socio-économique du pays, les autorités devraient mettre en place les mécanismes adéquats pour soutenir davantage les initiatives d'investissement de ladite diaspora, surtout la nouvelle génération des migrants Marocains est très désireuse de se lancer dans des projets d'investissement innovants, à condition de bénéficier de l'assistance nécessaire pour identifier les projets prometteurs et établir les bons partenariats, le Souverain Marocain a invité les établissements publics et le secteur national de la finance et des affaires à s'ouvrir davantage sur les investisseurs parmi les membres de la communauté, et à mettre en place, en leur faveur, des mécanismes efficaces de parrainage, d'accompagnement et de partenariat.

En sus, le CESE pourrait faire une radioscopie permettant d'identifier le manque existant et d'établir une cartographie d'excellence à laquelle pourraient contribuer positivement les Marocains du Monde en identifiant les secteurs clés dans lesquels pourraient investir les Marocains du monde connus pour être porteurs d'idées d'investissement novatrices, notamment dans des secteurs autres que l'immobilier, qui concentre déjà 70% du total de leurs investissements.

Le tissu économique et sociale Marocain pourra tirer profit des compétences et aux connaissances des expatriés au profit de leur pays d'origine. Il s'agit principalement des personnes hautement qualifiées qui, par leur expertise

acquise dans les pays hôte, peuvent contribuer de manière consistante au développement scientifique et technologique du Maroc. Cette option oppose la perte provoquée par le départ définitif de l'élite scientifique appelé communément « brain drain », au gain acquis grâce à son retour, définitif ou temporaire, virtuel ou réel, à son pays d'origine.

Dans une économie mondiale de plus en plus extravertie, où l'élite scientifique peut se déplacer aisément d'un pays à un autre, ce paradigme semble plus pertinent pour expliquer cette nouvelle forme de mobilité. Ce qui permet de repenser le modèle traditionnel du « brain drain » (fuite des cerveaux) qui se caractérise par un départ univoque et définitif du migrant du Sud vers le Nord. Le nouveau modèle du « brain gain » (gain des cerveaux) insiste sur la circulation des talents en direction de leur pays d'origine.

Ce qui devrait être le cas pour ces hauts potentiels expatriés, opérant dans les sphères économiques internationales (Organisations internationales, Multinationales,.. etc.), qui s'avèrent une ressource inéluctable pour promouvoir la notoriété du Maroc, l'élire et le hisser au rang d'une terre d'accueil privilégiée pour les investisseurs étrangers ; ce sont des atouts indéniables en faveur d'un dispositif qualifié pour une diplomatie économique efficace et efficiente en atteste les expériences édifiantes de la Chine, l'Inde, l'Irlande...etc.

Ces potentialités expatriées joueraient le rôle d'ambassadeur et de diplomate économique au service de la promotion de l'Economie Marocaine avec la condition sine qua non qu'il existe des dispositifs efficaces pour les inciter, les motiver et les soutenir dans cet effort.

C'est dans ce sens que le Souverain a en outre appelé à moderniser et à mettre à niveau le cadre institutionnel afférant à cette catégorie de citoyens et à reconsidérer le modèle de gouvernance des institutions existantes afin d'en rehausser l'efficacité et la complémentarité et ce, compte tenu des aspirations sans cesse renouvelées des Marocains du monde qui sont notoirement connue

pour les profils de classe mondiale qu'elle compte dans différentes filières : scientifiques, économiques, politiques, culturelles, sportives et autres.

FOR AUTHOR USE ONLY

FOR AUTHOR USE ONLY

## **A DIEU Noureddine : Une comédie, un humour et un gag d'exception**

*Chronique publiée sur notre site [www.maghriti.ma](http://www.maghriti.ma) le 05/09/2022*

Ce n'est un secret pour personne que non seulement le monde de de l'art et de la comédie Marocain est en deuil, mais aussi les téléspectateurs Marocains, la Grande émotion du décès du grand comédien NOUREDDINE BIKR qui s'est éteint Vendredi 2 Septembre 2022 à Casablanca , suite à une longue maladie, à l'âge de 70 chandelles.

Connu du grand public, ces arlequinades étaient satiriques, il était doté d'une grande clownerie et d'une farce sans égale.

Né le 11 Février 1952 à Derb Sultan à Casablanca, nourri dans le sérail de la comédie d'un quartier populaire, très connu par de célèbres comédiens et artistes.

Le virus de la comédie lui a été transmis précocement à l'âge de 17 ans en 1967 dans l'école connu sous le nom "Le théâtre Amateur de la Fraternité Arabe" supervisé par l'un des vétérans de la scène artistique et médiatique Marocaine, le défunt et artiste ABDELADIM Chennaoui avec qui il a acquis une grande expérience de la comédie et de la dérision.

Je n'ai malheureusement jamais rencontré NOUREDDINE BIKR, cependant je l'ai côtoyé à travers ses farces et comédies burlesques, caricaturales et clownesques en allant au Théâtre, sur le petit écran dans feuilletons, séries et sitcoms.

La pièce théâtrale que je n'oublierai à jamais de NOUREDDINE BIKR alors que j'ai été encore étudiant est " ALMOUDIR ALJADID " avec Mustapha Dasoukine et " Kari Hankou " en 1991 à côté de Mustapha Dasoukine, Hmadi Ammor, ADELATIF Hilal.

Figure emblématique du grand père des Arts, le théâtre. Pour pièce à conviction, le public Marocain se souviendra en 1990 de NOUREDDINE BIKR avec la

pièce célèbre théâtrale "Dar Sidi Larbi " qui a connu un grand succès auprès du public Marocain à côté de ses confrères ABDELILAH Ajil ; une pièce produite par la Société Nationale de Radiodiffusion et de Télévision SNRT qui a été reprise en 2008, mais avec des changements au niveau du texte à travers une adaptation avec les mutations qu'a connues la société Marocaine.

Surtout, la cote de popularité de NOUREDDINE BIKR montrera en flèche auprès des téléspectateurs et de l'ensemble des citoyens Marocains en connaissant des éloges de la comédie durant les années 90 avec la célèbre bande " THEATRE ALHAY " à côté de Mohamed EL KHAYARI, ABDELLAH Ajil et HASSAN Foulane dans de grandes pièces plébiscitées par le public Marocain, à l'instar de "Charah Malah", "Hab wa Tben" en 1998 et ou "Chouf ou hen" une adaptation du texte du grand dramaturge, metteur en scène, écrivain et poète allemand Bertolt Brecht des années 1920.

En outre, le défunt NOUREDDINE BIKR a été connu notamment pour son rôle dans des séries télévisées comme la série " Serb Lahman " , " Le mirage ", " Saken w mskoun " et récemment dans " Zenkat Saâda " mais aussi pour ses contributions à la Télévision et au cinéma tel que " Les évadés ", " Attention Miloud " en 2003, " Mon oncle " en 2017 et " Braquage à la marocaine " en 2019.

La disparition subite de NOUREDDINE BIKR a suscité un grand émoi parmi la famille artistique, les professionnels des médias et surtout chez le grand public, comme le démontrent les larges réactions de sympathie sur les réseaux sociaux.

Le Public Marocain, la presse écrite et audiovisuelle ici au Maroc et ailleurs se remémoreront d'un comédien qui avait le cœur sur la main, altruiste qui a transmis les dédales de ses sketches et ses gags qu'il savait manier avec habileté et maestria à toute une progéniture de comédiens.

De l'avis de ceux qui l'ont côtoyé, NOUREDDINE BIKR était une hybridation de philanthropie, de rigueur professionnelle, d'activisme, de pragmatisme,

artiste dans l'âme, apprécié pour ses qualités humaines et professionnelles, marqué les esprits tant par son humour que par son engagement.

Ce n'est pas seulement sa famille qui a perdu NOUREDDINE BIKR, c'est tout le Maroc , sa famille artistique et à l'ensemble des fans qui ont perdu NOUREDDINE BIKR, un comédien d'une grande exception, d'un grand talent qui a jalonné la scène artistique par sa créativité, son style, ainsi que les rôles qu'il a interprétés et qui resteront gravés à jamais dans le répertoire artistique Marocain.

S'il y a un cercle des poètes disparus, tout aussi, il ya un cercle des comédiens disparus, lui, NOUREDDINE BIKR en fait partie. Certes, il nous a quittés, mais ses gags, ses scènes caricaturistes resteront immortelles et indélébiles. A DIEU NOUREDDINE.

FOR AUTHOR USE ONLY

FOR AUTHOR USE ONLY

## **Quand le Développement Humain est dans l'œil du cyclone : Une lecture du rapport du PNUD 2022**

*Chronique publiée sur notre site [www.maghriti.ma](http://www.maghriti.ma) le 28/09/2022*

C'est un secret de polichinelle que le standard de vie de la population mondiale s'est dégringolé en raison des effets économiques, financiers et sociaux pervers de la pandémie du Covid19. Rendu public mardi le 8 Septembre 2022 intitulé " Temps incertains, vies bouleversées : Façonner notre avenir dans un monde en mutation", le dernier rapport mondial sur le Développement Humain du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) corrobore ce que l'humanité ressentait depuis plus de deux chandelles en termes de pauvreté et vulnérabilité économique et sociale.

Faut-il souligner que l'Indice de Développement Humain (IDH) a été créé en réplique aux carences du PIB par habitant, qui ne sonde que la production économique et ne renseigne pas sur le bien-être individuel ou collectif.

Selon les auteurs du rapport du PNUD, pour la première fois depuis trente-deux ans, l'Indice de Développement Humain a mordu la poussière et ce pour deux années successives pour plus de 90 % des pays de la planète et plus de 40% ont vu leur score chuter au cours de ces deux années. Désormais, le développement humain est retombé à ses niveaux de 2016, biffant ainsi une grande partie des prouesses en matière de réalisation des objectifs de développement durable à l'horizon 2030.

Selon les rapporteurs du PNUD, les raisons de cette dégringolade tiennent aux effets pervers du Covid19: L'immense misère dans le monde a escaladé de 20 % au cours des deux premières années de la pandémie du Covid19.

En effet, entre 2020 et 2022, 110 à 150 Millions de démunis supplémentaires se sont additionnés aux 689 Millions de ceux qui s'efforcent de survivre avec moins de 1,90 Dollar par jour, énumérées en 2018. Aussi, le rebondissement de

l'économie mondiale Post-Covid a été fragmentaire et inégale, et moult pays d'Afrique subsaharienne, d'Amérique latine, et d'Asie du Sud ne sont toujours pas remis des séquelles du tumulte économique. En sus, la crise alimentaire résultant du changement climatique, la guerre en Ukraine et l'inflation ont eu des conséquences tragiques sur le pouvoir d'achat des ménages et la pauvreté partout dans le monde.

En outre, l'amplitude des métamorphoses géopolitiques et la pérennité de conflits dans d'autres parties du monde génère de nouvelles souffrances et afflictions humaines dans un contexte géopolitique onduleux et un système multilatéral cadavérique. Les hausses inédites du mercure, les incendies et les tempêtes battent tous les records et sonnent le glas des systèmes planétaires de plus en plus détraqués.

Au regard de ces cataclysmes d'une immensité inédite, aux corollaires durables, dont le sentiment et la perception des enjeux ont progressé, ce sont l'incertitude et l'inquiétude face à l'avenir qui prédominent : La pandémie de la COVID-19 a chamboulé de fond en comble notre conception collective de l'incertitude, car il n'y a pas de mésaventures analogues à la crise CORONAVIRUS au cours du dernier siècle. L'humanité a été sapée par les épidémies de grippe, économiquement le lundi noir, financièrement le jeudi noir de 1929 et la crise financière de 2008. Le monde a vécu des menaces et des catastrophes qui ont eu des retombés géopolitiques mondiales, régionales ou nationales : Tchernobyl dans les années 80, l'invasion du Koweït par l'Irak durant les années 90, les attentats du 11 septembre 2001, les ouragans et les Tsunamis. Cependant la pandémie de la COVID-19 demeure unique : c'est une crise assurément planétaire avec des contrecoups plus profonds et plus complexes que toute autre crise que les décideurs actuels ont pu observer et/ou subir avec une incertitude totale.

Avant même la pandémie, plus de six personnes sur sept dans le monde ne se sentaient pas en sécurité, en dépit des années d'amélioration des indicateurs

habituels de mesure du bien-être. C'est notamment au sein des pays nantis que la hausse de ce sentiment d'insécurité a été la plus marquée.

A l'heure où le raccordement et l'interconnexion de l'économie mondiale et la globalité des enjeux sont plus manifestes que jamais, les auteurs du PNUD expliquent notamment l'incapacité collective à s'attaquer à l'origine des problèmes auxquels nous sommes confrontés par la montée de la polarisation politique, de la frustration à l'égard des dirigeants et de la suspicion où moins de 30 % des personnes à travers le monde pensent que l'on peut faire confiance aux autres.

Face à nos sociétés aux aléas d'un monde plus incertain, ce rapport alarmant ne nous invite-t-il pas à un partage plus large des risques et suggère de déployer de nouvelles assurances collectives, en investissant dans la protection sociale, et en donnant aux individus les moyens de leur émancipation grâce à l'accès à la santé ou à l'éducation ?

Alors que les conditions de la reprise économique et de la transition énergétique restent des options qui pointent à l'horizon, le rapport du PNUD véhicule un message clair, sans détour et sans équivoque : C'est un appel à l'action, sans ambiguïté pour reprendre le contrôle de nos vies, nous ne pouvons poursuivre comme seul objectif la création de nouvelles richesses tout en négligeant le développement humain.

Pour sortir de l'impasse et mettre fin aux incertitudes mondiales, c'est d'un sursaut de solidarité internationale dont nous avons besoin, car " Nous sommes collectivement paralysés face à ces changements. Dans un monde défini par l'incertitude, nous avons besoin d'un sens renouvelé de la solidarité mondiale pour relever nos défis communs et interconnectés " pour paraphraser Achim Steiner, Administrateur du PNUD.

Et Pour traverser l'incertitude, " Nous devons redoubler d'efforts en matière de développement humain sans nous contenter d'améliorer la richesse ou la santé des personnes .....Celles-ci sont bien sûr importantes. Mais nous devons

également protéger la planète et fournir aux individus les outils dont ils ont besoin pour se sentir plus en sécurité, reprendre le contrôle de leur vie et conserver l'espoir dans l'avenir. " déclare Pedro Conceição, auteur principal du rapport PNUD.

FOR AUTHOR USE ONLY

## **Quand le voile dévoile la misogynie d'un régime Iranien phallocrate**

*Chronique publiée sur notre site [www.maghriti.ma](http://www.maghriti.ma) le 30/09/2022*

Le régime actuel Iranien montre tous les jours qu'il n'est qu'un ignoble régime misogyne. Pour preuve, sa flicaille dite des mœurs a une nouvelle fois frappé : Cette fois c'est une jeune femme de 22 ans, originaire de la province Iranienne du Kurdistan qui a été arrêtée le 13 septembre à Téhéran, par la police des mœurs chargée de faire respecter le code vestimentaire de la République islamique, dont le port du foulard obligatoire laissait apparaître quelques cheveux de trop, qui a été violemment frappée, arrêtée et décédée au commissariat. Selon les dires d'Erfan Salih Mortezaee, un cousin de Mahsa Amini, rencontré au Kurdistan d'Irak, elle est décédée après un violent coup à la tête donné par la police des mœurs le jour de son arrestation.

Et cerise sur le gâteau, le président Iranien Ebrahim Raïssi a jugé inacceptable le "chaos" engendré par la vague de manifestations après la mort de la jeune Iranienne Mahsa Amini.

La torture de Mahsa Amini a déclenché des manifestations au cours desquelles environ 60 personnes ont été tuées depuis le 16 septembre selon l'ONG Iran Human Rights (IHR), basée à Oslo.

Ce martyr a enflammé la toile dont les images les plus virales sur les réseaux sociaux sont celles où l'on voit des Iraniennes brûler leur foulard et d'autres couper leurs cheveux sur d'autres lieux.

Aussi, les protestataires ont déchiré des photos du guide suprême Ali Khamenei et de l'imam Khomeiny, fondateur de la République islamique, ou encore lancé des pierres contre les forces de sécurité, incendié des voitures de police et mis le feu sur des bâtiments publics, selon des vidéos.

Certainement, depuis que la capitale Tehran tomba littéralement entre les mains d'Ebrahim Raïssi après son élection à la présidence, en juin 2021, qui marqua le triomphe des radicaux à tous les niveaux de pouvoir.

Après la présidence d'Ebrahim Raïssi, on constata manifestement un renforcement des politiques publiques à l'encontre des femmes où l'exécutif Iranien a donné carte blanche à la police des mœurs du respect scrupuleux de l'obligation du port du voile.

Aussi, avec le religieux chiite Ebrahim Raïssi, la répression à l'encontre de la femme est devenue tangible où les femmes Iraniennes sont astreintes à rester à la maison : On n'embauche d'ailleurs plus de femmes, sauf dans les métiers désignés comme "féminins", tels que l'enseignement ou certaines spécialités médicales, comme la gynécologie.

À coup de préjugés, de clichés, d'idées reçues injustement héritées au fil des générations, la discrimination de genre prive la société Iranienne de l'apport féminin où aujourd'hui plus que jamais, chacun reconnaît que les femmes apportent des expériences, perspectives et compétences différentes, ainsi que des contributions irremplaçables en faveur de décisions, de politiques et de lois qui fonctionnent mieux et profitent à tous.

En outre, avec Ebrahim Raïssi, une forte répression frappa toute activité contestataire, des militantes des droits des femmes, des défenseurs de l'environnement et les politiques culturelles sont de plus en plus restrictives, comme l'illustra l'emprisonnement des cinéastes Jafar Panahi, Mohammad Rasoulof et Mostafa Al-Ahmad.

Toutes ces affichettes et ces manifestations des femmes exhibent les jérémiades d'une féminité à fleur de peau, toutes ces ostentations émaillées de coupures des cheveux attestent d'une féminité en affliction.

Sans entrer dans l'historique du régime Iranien assujettissant qui n'est pas l'objet de cette chronique ; Quelles enseignements pourrions-nous inférer de la persécution de Mahsa Amini ?

– Primo : Une démocratisation ne se fait guère sous la mainmise de l'oppression et la servitude d'un exécutif subversif, coercitif et tyrannique mais jaillit d'une multiplicité de paramètres et de modulations socio-économiques intrinsèques au pays qui donne voix au chapitre à la Femme Iranienne, et sans lesquelles aucune transfiguration politique pérenne ne peut se produire

– Secundo : Une mutation sociale et un changement de mentalité aussi optative et durable soit-il, ne se fait pas par la diabolisation et l'ostracisation d'un pays, d'un peuple et en singulier de la Femme Iranienne, mais bien au contraire, par son insertion dans le circuit sociétal et économique, son inclusion dans le droit humain international et son insertion dans la réalité économique mondiale.

– Tertio : Le terrorisme et le radicalisme rudimentaire constituent du point de vue de la géopolitique des grandes mainmises et tyrannies mondiales, deux répliques et deux armes dont on peut facilement perdre le contrôle, au point de les voir se retourner contre soi-même.

Chaque pays et chaque peuple a ses spécificités, sa temporalité et sa propre trajectoire de développement. Essayez de bousculer cette réalité anthropologique par un régime oppressif, absolutiste et phallogocentrique quelconque entraînera des résistances voir des rebelles, car le réel a sa propre dialectique et ne tolère jamais d'être bousculé ni violenté.

Une fois libéré du joug machiste et inquisitorial, que sera le nouvel Tehran ? Que sera la société Iranienne très loin de la loi macho imposée par le régime d'Ebrahim Raïssi et ses fanatiques ? Sera-t-il un régime qui trime sur l'éclaircissement et la sensibilisation des vrais concepts de l'islam à même de lutter contre les discours extrémistes et les actes de violence menés au nom de l'islam et de riposter aux idées des terroristes ?

Sera-t-il un Gouvernement Iranien qui préserve les droits fondamentaux de son peuple dont la moitié de sa population – ses femmes et ses filles ? car Les Femmes ou les Hironnelles de Kaboul pour reprendre Yasmina Khadra , principalement dans les villes, redoutent à ce jour la même version ultrarigoriste de la loi islamique que lorsqu'ils dirigeaient leur pays, durant l'ère Khoumaini , des femmes Iraniennes, qui observent des retombées immédiates d'un régime misogyne sur leur quotidien, car on se souvient durant le règne du mouvement islamique, une application ultra-rigoriste de la loi islamique était en place où les femmes n'avaient pas le droit d'aller à l'école, de travailler, subissaient des mariages forcés, devaient porter le voile intégral, ne pouvaient sortir de chez elles sans un chaperon masculin et étaient lapidées ou fouettées sur la place publique en cas d'adultère, par exemple ? Le Temps est révélateur !!!!

Loin de tout abus de tout bord barbu ou de gauche ou de droite, il est un Must de raccommoder les préceptes de l'Islam, réconcilier les concepts coraniques et de la Sunna aux femmes de toutes les classes sociales, en vue de reformater un subconscient humain gravitant dans l'orbite des valeurs de la familiarité, de l'attachement et la dévotion. La missive du Saint Coran est très clairement : " Nulle contrainte en religion."

L'islam le vrai loin de toute chiïte est une religion de tolérance, de vivre ensemble, de dialogue qui appelle au salut de l'humanité entière. L'islam respecte les autres religions. Il respecte le droit des croyants des autres religions. Il appelle au respect des droits et des libertés religieuses et au respect des libertés de culte et de conscience.

Feu Hassan II n'a-t-il pas confié Au Figaro en février 1984 "Si Khomeini est musulman, alors je ne le suis pas."

## **Quand le Roi MOHAMMED 6 assainit le climat des Affaires et rend justice à l'Investissement au Maroc**

*Chronique publiée sur notre site [www.maghriti.ma](http://www.maghriti.ma) le 01/11/2022*

D'ores et déjà, l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la lutte contre la corruption est au complet. Ses 12 membres dont 4 désignés par le Souverain Marocain le Lundi 24 Octobre 2022 et siégeront dans cette institution consacrée par le Constitution du Royaume de 2011 qui accorde une importance capitale à la démocratie représentative et participative.

Dans cette chronique, à l'arrière plan de ces nominations Royales visant à parachever la composition de cette institution nationale en lui permettant d'assumer les missions qui lui sont conférées par la Constitution, en singulier dans les domaines de la mise en œuvre des politiques de lutte contre la prévarication, la contribution à la moralisation de la vie publique et la consécration des principes de la bonne gouvernance, de la culture du service public et des valeurs de la citoyenneté responsable, nous pensons qu' à travers ces désignations Royales, le Souverain Marocain a le grand souci d'assainir le climat de l'investissement et du business international.

Pour preuve, le Souverain Marocain, lors du discours adressé, au parlement à l'occasion de l'ouverture de la 1<sup>ère</sup> session de la 2<sup>ème</sup> année législative de la 11<sup>ème</sup> législature, a appelé à la mobilisation de toutes les institutions et de tous les acteurs du secteur privé, et à une attitude responsable pour promouvoir l'investissement tant privé national qu'étranger, car le sérail sait pertinemment que l'Investissement est la panacée universelle à même de cicatriser et guérir tous les maux économiques et sociaux dont pâtissent et tarent le Maroc : Chômage, exclusion sociale, tarissement des ressources intérieures extérieures, hiatus technologique, fracture numérique, déficit du compte de la balance des paiements.

Pour assurer cet objectif majestueux, le Sultan sait indubitablement que sans assainissement de l'environnement des affaires à travers le combat de l'hydre de la corruption est un coup d'épée dans l'eau, le Souverain Marocain sait assurément que sans asepsie et désinfection du climat du business via la bataille de la corruption est un effort hypothétique pour promouvoir l'investissement et attirer le milieu du business et des affaires économiques internationales vers notre chère patrie.

De son côté, dans les derniers rapports de Bank AlMaghib présentés au Souverain Marocain, le Wali de l'institut d'émission Abdellatif Jouahri aborda la question de la corruption, ostensiblement et à visage découvert en déplorant les proportions alarmantes et les pratiques intolérables de la corruption au Maroc ; une corruption qui s'est confortablement institutionnalisée et prône une action plus ferme et déterminée à cette " lèpre" qui gangrène l'ensemble des institutions et la société toute entière. Elle est dévastatrice, moralement et matériellement et détruit laborieusement la confiance, ce premier capital que flaire et perçoit l'investisseur en premier lieu avant toute décision d'investissement et espère aller vers l'avant.

Le message du gardien du temple monétaire et financier du Royaume est que cette corruption constitue un fléau qui affaiblit la visibilité pour les opérateurs et les investisseurs et menace même le développement économique et la cohésion sociale. La corruption est une des manifestations d'un déficit structurel dont souffrent le pays, à savoir la qualité de la gouvernance publique aussi bien au niveau local que central. Malgré la volonté, la détermination et les nombreux textes, mesures et stratégies mis en place, notre pays n'arrive pas à progresser dans ce domaine.

La contre-performance du Maroc dans les classements internationaux en matière de lutte contre la corruption laisse même indiquer une certaine régression ces dernières années, où le Maroc continue à marquer un niveau relativement "haut" de corruption : Il a reculé encore dans le classement Transparency 2021 pour

atterrir à la 87<sup>ème</sup> position sur 180 pays au lieu de la 73<sup>ème</sup> place en 2017, ce qui interpelle à une remise en question des approches adoptées jusqu'à présent et surtout à une action plus forte et plus déterminée.

C'est somme toute, pour ces raisons que le Souverain Marocain a mis au complet les membres de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la lutte contre la corruption pour éradiquer cette nécrose qui gangrène le climat de l'investissement et des affaires au Maroc.

Car, le Souverain Marocain sait pertinemment que l'attractivité du Business international se loge dans l'enterrement de la rente et l'érection des lois de marché, dans les funérailles de l'ésotérique et le discrétionnaire en matière de politique de l'investissement, dans l'élimination du favoritisme et l'inhumation de la corruption pour laisser libre cours et libre voie Royale au fair-play, à la méritocratie et à la transparence.

Cette transparence n'est-elle pas le premier critère d'appréciation du climat des affaires ? Paradoxalement, la corruption ne réduit-elle pas la visibilité des opérateurs et des investisseurs ? La redynamisation de l'investissement privé n'est-elle pas organiquement et intrinsèquement liée au renforcement de l'adhésion à l'action publique ?

Une translucidité et une diaphanéité qui concerne l'ensemble des processus décisionnels dans la gestion des affaires publiques, ainsi qu'une communication audible, limpide et objective, sans occulter les mécanismes d'évaluation des politiques publiques à mettre en place.

Le Souverain Marocain, dans plusieurs discours, n'a-t-il appelé à en finir avec les restrictions et les contraintes qui se dressent devant les investisseurs et de s'en tenir à l'esprit des réformes au service de l'investissement générateur d'emplois et de richesses et de combattre les réflexes et comportements contre-productifs ? Car, dans la conception Royale, la lutte de la corruption et l'efficacité administrative sont des critères à l'aune duquel se mesure le progrès des nations en éliminant tous les obstacles entravant les rapports harmonieux

devant exister entre l'investisseur et l'administration afin d'éviter d'incommoder les personnes concernées, de leur faire perdre confiance et, par voie de conséquence, de susciter chez eux une hésitation à réaliser leurs projets, voire y renoncer.

Le Maroc ne sera en mesure de rejoindre le peloton de tête dans les classements mondiaux en matière de Doing Business et des affaires économiques internationales que s'il remplit les critères de l'efficacité administrative et le combat de la corruption, véritable locomotive de développement et de promotion de l'investissement.

Le véritable calibrage du climat des affaires doit porter sur le combat de la corruption et la transparence de la mécanique judiciaire : Recourir à la justice avec la gage et la sûreté de son impartialité, sa souveraineté et sa droiture, et de se faire rétribuer et indemniser quand la sentence judiciaire est en faveur de l'investisseur.

C'est pour ces mobiles que le Souverain Marocain balise le terrain au milieu des affaires en mettant au complet les membres de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la lutte contre la corruption en priorité nationale, avec une forte volonté de veiller au renforcement de l'indépendance de cette institution, et de soutenir le développement de ses capacités et moyens pour qu'elle puisse accomplir pleinement ses missions constitutionnelles qui sont de nature à constituer les fondements de l'action à venir et préparer le passage vers une nouvelle phase de lutte contre la corruption dans notre pays.

In fine, la lutte contre la corruption, n'est-elle pas la Condition Sine Qua Non pour pouvoir mener avec succès et brio l'ensemble des réformes stratégiques tant escomptées, espérées et aspirées par le Souverain Marocain : Lutte contre la pauvreté, réduction, voire éradication des inégalités sociales et spatiales, généralisation des systèmes de protection sociale, justice sociale, accroissement des investissements tant privés que publics, refonte du système de santé, réforme du système fiscal, restructuration des établissements et entreprises publics,

territorialisation des politiques publiques (...) qui sont étroitement conditionnés aussi bien par le développement systématique de la transparence, à tous les niveaux de prise de décision publique, que par la restauration de la confiance ?

FOR AUTHOR USE ONLY

FOR AUTHOR USE ONLY

**Après une année d'investissement, du Pain sur la planche pour le Team  
AKHNOUCH**

*Chronique publiée sur notre site [www.maghriti.ma](http://www.maghriti.ma) le 07/11/2022*

Coïncidant avec une première année de son investiture, le Team AKHNOUCH a édité, vendredi 29 Octobre 2022, un livre en version électronique sur le bilan de son action lors de la première année de son mandat (Octobre 2021-Octobre 2022). Il s'agit d'une initiative, à saluer, visant à instaurer une coutume Gouvernementale reflétant l'esprit du principe constitutionnel à consacrer les valeurs de transparence, de participation et de communication avec l'opinion publique pour interagir avec ses préoccupations.

Cet ouvrage de 144 pages, disponible en langue arabe, apporte des réponses aux questions des citoyens, en déclinant les interventions Gouvernementales et les mesures prises dans le cadre des différentes politiques publiques en vue de réduire l'impact des crises successives et de mettre en application les engagements gouvernementaux, en consolidation des fondements de l'Etat social.

Il présente les réalisations saillantes accomplies durant la première année de l'action gouvernementale, en vue de consacrer un saut qualitatif sur la voie du développement national, d'affirmer les contours du projet sociétal du Royaume et de poursuivre la consolidation des acquis réalisés grâce à la clairvoyance du Souverain Marocain, en dépit d'un contexte général marqué de défis et de contraintes ayant touché l'ensemble des pays.

Faut-il souligner, en guise de prologue, que le cérémonial majestueux d'ouverture par le Souverain Marocain de la session d'Automne du Parlement est porteur d'une missive d'une forte symbolique : Le Maroc a définitivement laissé derrière lui les tumultes de la pandémie du Covid19 et ses effets économiques et sociaux pervers. La pandémie n'est plus "monnayable" comme prétexte pour camoufler un quelconque laisser-aller.

Le Propos de notre chronique n'est pas de revenir sur ce qui a été réalisé, mais ce qui reste à réaliser. En effet, à notre sens, le programme de la seconde année du Gouvernement AKHNOUCH s'annonce hyper chargé. L'exécutif Marocain va devoir faire preuve d'efficacité sur moult dossiers concernant la refonte économique et sociale dans une fenêtre de tir contrainte. Tour d'horizon de la to-do-list :

- Primo, la généralisation de la protection sociale , faut-il rappeler , ouvert en Avril 2021, ce dossier est un des plus ambitieux du quinquennat dans la mesure où il y a un timing pointu : Il devra être opérationnel d'ici 2025. L'enjeu ne réside pas uniquement dans le respect du calendrier, mais aussi et surtout la mobilisation des mannes financières nécessaires où, en sus des ressources mobilisées en 2021 et 2022, dans l'année prochaine , il faudra mobiliser 18,2 Milliards de dhs dont 9 Milliards de dhs pour la généralisation des indemnités familiales sur 2 ans et en 2024, le team AKHNOUCH devra faire une générosité supplémentaire en débloquent 23,4 Milliards de dhs dont 8,4 pour l'AMO et 15 pour les indemnités familiales

- Secundo, enclenchées sous le mandat de l'exécutif barbu light, la réforme du secteur public, ainsi que celle de l'administration publique sont stratégiques et devront se poursuivre avec le Gouvernement AKHNOUCH. Outre l'accélération de la mise en œuvre des dispositions contenues dans la loi-cadre relative à la réforme des établissements publics EEP, de grands efforts doivent être déployés pour mener à bien certains dossiers stratégiques : Il s'agit notamment de la simplification des procédures administratives pour améliorer la relation avec le citoyen et l'entreprise. Certes, plusieurs étapes ont été franchies en matière de mise en œuvre de la loi 55-19 relative à la simplification des procédures administratives, mais le plus dur reste la généralisation de la digitalisation de l'ensemble des services publics.

- Tertio, l'éducation : Adoptée en Août par le parlement, la loi- cadre de l'éducation et de la formation a balisé le terrain de la réforme du secteur de

l'enseignement. Il reste moins d'un an pour assurer la mise en œuvre de l'ensemble de dispositions de ce texte qui impose au Gouvernement un délai de 3 ans pour en adopter les textes d'application. Les 2 premières années, après l'adoption de cette loi, ont été marquées par une grande lenteur sur le plan législatif ce qui a fané la mise en œuvre de la réforme du système éducatif, lequel continue d'être fissuré par plusieurs dysfonctionnements. De ce fait, le Team AKHNOUCH sera contraint d'accélérer la cadence d'implémentation des dispositions de la loi- cadre.

- Quarto, le Souverain Marocain, lors de la dernière session d'automne du Parlement, n'a pas évoqué la conjoncture, parce que la gestion du quotidien relève de l'exécutif, mais a réservé son discours à deux questions stratégiques, l'eau et les investissements. En effet, son discours devant les élus a d'abord traité de l'épineuse problématique du pénurie d'eau et de la sécheresse qui vient rendre encore plus délicat une conjoncture des plus moroses. Il a livré dans, ce sens, une feuille de route à suivre par le Gouvernement AKHNOUCH, l'exhortant à faire preuve de responsabilité et de transparence envers les citoyens.

- Quinto, l'ambitieux chantier de l'investissement a eu également la part belle dans le discours Royal : La charte de l'investissement sur laquelle le Souverain s'est attelé dans plusieurs discours Royaux, une charte qui doit donner de la visibilité au milieu des affaires et vise à augmenter la part des investissements privés dans le total des investissements du pays à deux tiers d'ici 2035 et atteindre 350 Milliards de dirhams.

A ce titre, le Gouvernement AKHNOUCH tout comme le Parlement ont appréhendé le message, voire ont anticipé la mise en œuvre de cette stratégie visant à propulser le Royaume dans une nouvelle ère des investissements porteurs de croissance, d'investissement et d'emploi. D'ailleurs, quelques heures avant la tenue du Conseil des ministres, les députés ont adopté la loi-cadre formant Charte d'investissement, une législation attendue depuis au moins

une décennie et qui avait été validée lors du Conseil des ministres du 13 juillet 2022. Cela a été rendu possible grâce au travail réfléchi de l'Exécutif AKHNOUCH qui a préparé le texte et mobilisé habilement sa majorité parlementaire pour optimiser son parcours dans les dédales du canal législatif.

En sus, le Team AKHNOUCH aura la charge de lever les écluses qui continuent d'endiguer un rebond effectif de l'investissement national et étranger, sur tous les plans, car, aux yeux du Souverain Marocain, malgré les résultats obtenus en matière d'attractivité de l'investissement, il reste beaucoup à accomplir pour libérer les énergies, tirer le meilleur parti des potentialités nationales, encourager l'initiative privée, drainer davantage d'investissements étrangers.

- Sexto, le team AKHNOUCH aura du pain sur la planche pour faire face à des arbitrages difficiles dans un contexte économique national et international tumultueux. Il s'agit, d'une part, de lutter contre l'inflation sans pénaliser la reprise et, d'autre part, d'aider les populations vulnérables pénalisées par la hausse des prix tout en reconstituant une marge de manœuvre budgétaire. La conduite de la politique monétaire et de la politique budgétaire devient, alors, de plus en plus incertaine dans un contexte où l'économie mondiale est tiraillée entre le marteau des conséquences de la crise du Covid-19 et l'enclume qui a fait son apparition au lendemain du déclenchement du conflit armé entre la Russie et l'Ukraine.

Les pouvoirs publics auront, en outre, tout le mal à concilier le difficile équilibre entre le soutien au pouvoir d'achat et le renforcement de la compétitivité économique internationale.

- Septimo, n'ayant pas engagé des réformes audacieuses en matière de développement durable, l'exécutif AKHNOUCH aura beaucoup de mal à faire face à la pondéreuse facture énergétique due à des coûts de plus en plus élevés des importations des énergies fossiles, et ce en dépit des efforts consentis en la matière pour assurer une transition énergétique portée par les énergies renouvelables.

En définitive, c'est dans la capacité des futures politiques publiques du Gouvernement AKHNOUCH d'apporter des répliques à ces spleens émanant aussi bien des opérateurs économiques, du milieu des affaires, ainsi que des entreprises et des ménages que l'économie Marocaine pourrait renouer avec une croissance économique soutenue pour clauster et se greffer sur le sentier de l'émergence économique. A défaut, tout hiatus entre ces préoccupations du corps social électoral Marocain et la pertinence des réponses inscrites dans les programmes du Gouvernement AKHNOUCH et les stratégies qui en découlent ne feraient que renforcer la césure sociale, les attitudes et les comportements de réserve voire de méfiance du citoyen à l'égard de toute opération électorale future.

Le Souverain Marocain, dans sa plaidoirie du Trône, a choisi de fixer au Gouvernement AKHNOUCH et à toutes les institutions concernées un objectif clairement désigné et identifié, un cahier des charges qu'il convient d'appréhender comme les challenges que le Maroc devra relever.

FOR AUTHOR USE ONLY

## **Promotion de l'Investissement et du Business International au Maroc : La Vision d'un Roi**

*Chronique publiée sur notre site [www.maghriti.ma](http://www.maghriti.ma) le 13/11/2022*

Lors de son discours adressé, au parlement à l'occasion de l'ouverture de la 1<sup>ère</sup> session de la 2<sup>ème</sup> année législative de la 11<sup>ème</sup> législature, le Souverain Marocain a appelé à la mobilisation de toutes les institutions et de tous les acteurs du secteur privé, et à une attitude responsable pour promouvoir l'investissement tant privé national qu'étranger, car le sérail sait pertinemment que l'Investissement est la panacée universelle à même de guérir tous les maux économiques et sociales dont souffrent le Maroc : Chômage, exclusion sociale, vulnérabilité, tarissement des ressources intérieures extérieures, hiatus technologique, fracture numérique, déficit du compte de la balance des paiements.

6 points attestent de nos allégations quand à l'urgence de ce grand chantier de l'investissement :

- Primo, le discours du Trône du 30 Juillet 2022 où le Souverain Marocain a estimé que le Maroc devra tirer le meilleur parti des opportunités et des perspectives ouvertes par les métamorphoses que connaît l'économie mondiale afin de drainer plus d'investissements et promouvoir le produit national en renforçant la confiance des investisseurs dans nos institutions, l'amélioration du climat des affaires, la rapidité et la simplification des procédures et des formalités administratives, l'amélioration de l'accès au foncier, ainsi que le renforcement de l'arsenal juridique et réglementaire en matière d'investissement.

- Secundo, la création, suite aux instructions du Souverain Marocain, du Fonds Mohammed VI pour l'Investissement par le décret n° 2-20-528 du 12 août 2020. Ce Fonds, doté de 15 Milliards de dirhams provenant du Budget Général de l'État, a pour dessein la promotion de l'investissement et le relèvement des

capacités de l'économie nationale, en dotant les secteurs productifs du soutien nécessaire et en finançant et accompagnant les grands projets, dans le cadre de partenariats public-privé, dans divers domaines.

- Tertio, le discours du Souverain Marocain à l'occasion de la célébration de la 69<sup>ème</sup> anniversaire de la Révolution du Roi et du Peuple du 20 Août 2022 où le Sultan a exhorté, les jeunes et les porteurs de projets Marocains, résidant à l'étranger, à profiter des multiples opportunités d'investissement offertes. Le Souverain a ordonné les autorités compétentes à mettre en place les mécanismes adéquats pour soutenir davantage les initiatives d'investissement de ladite Diaspora,

- Quarto, l'éloge adressé, par le Souverain Marocain au parlement à l'occasion de l'ouverture de la 1<sup>ère</sup> session de la 2<sup>ème</sup> année législative de la 11<sup>ème</sup> législature, souligne l'urgence de passer à "un nouveau palier" d'investissements privés, à fort impact sur la croissance et l'emploi.

- Quinto, la nomination, par le Souverain Marocain, de Mohamed Benchaaboun, Directeur Général du Fonds Mohammed VI pour l'investissement, à l'issue des travaux du Conseil des ministres, tenu Mardi 18 octobre 2022. Une nomination Royale qui en dit long et qui devrait apporter une véritable dynamique à l'investissement dans plusieurs secteurs stratégiques du Royaume.

- Sexto, la charte de l'investissement sur laquelle le Souverain s'est attelée dans plusieurs discours Royaux, une charte qui doit donner de la visibilité au milieu des affaires et ambitionne à augmenter la part des investissements privés dans le total des investissements du pays à deux tiers d'ici 2035 et atteindre 350 Milliards de dirhams.

A ce titre, le Gouvernement AKHNOUCH tout comme le Parlement ont appréhendé le message de la mise en œuvre de cette stratégie visant à propulser le Royaume dans une nouvelle ère des investissements porteurs de croissance, d'investissement et d'emplois.

En sus, le Team AKHNOUCH aura la mission de lever les achoppements qui continuent de plomber la relance effective de l'investissement national et étranger, sur tous les plans, car, aux yeux du Souverain Marocain, en dépit des résultats obtenus en matière d'attractivité de l'investissement, il reste beaucoup à accomplir pour libérer les énergies, tirer le meilleur parti des potentialités nationales, encourager l'initiative privée et drainer davantage d'investissements étrangers.

Ce chantier nécessite tant l'accélération des réformes d'attractivité dans un contexte de forte compétition internationale, à travers la levée, au-delà des textes, des verrous administratifs et de la bureaucratie, à travers une transformation de l'attitude de l'administration pour lever tous les obstacles qui continuent d'entraver le rebond substantiel de l'investissement national, sur tous les niveaux car, dans la conception Royale, l'efficacité administrative est un critère à l'aune duquel se mesure le progrès des nations, le Maroc ne sera en mesure de rejoindre le peloton de tête dans les classements mondiaux en matière de DOING BUSINESS que s'il remplit les critères de l'efficacité administrative, véritable locomotive de développement et de promotion de l'investissement.

Sous cet angle, les Centres Régionaux d'Investissement (CRI) sont interpellés à superviser l'intégralité du processus d'investissement et à en accroître l'efficacité ; ils sont également chargés d'assurer de meilleurs services d'accompagnement et d'encadrement au profit des porteurs de projets, jusqu'à leur concrétisation finale.

Pour cela, les CRI doivent bénéficier de l'appui de l'ensemble des parties prenantes, tant au niveau central que territorial.

D'ailleurs, chapeautés par le Ministère de l'Intérieur depuis leur création en 2002, les Centres Régionaux d'Investissement (CRI) passent sous la tutelle du Ministère de l'Investissement, de la Convergence et de l'Évaluation des Politiques publiques visant à compléter l'écosystème de l'investissement et

contribuer pleinement aux dynamiques régionales, tel que préconisé par la vision Royale dans le Pacte National pour l'Investissement. Certes, aux yeux du Souverain Marocain, les réformes structurelles engagées ont permis d'améliorer l'image et la performance du Maroc dans ce domaine. Toutefois, malgré les résultats obtenus, Il reste beaucoup à accomplir pour drainer davantage d'investissements étrangers.

A ce propos, le Souverain Marocain remet sur le marbre de l'actualité la nécessité de la mise en œuvre effective de la Charte de déconcentration administrative, la simplification et la digitalisation des procédures, la facilitation de l'accès au foncier et aux énergies vertes, l'appui financier aux porteurs de projets.

En outre et afin de renforcer la confiance de ceux qui veulent opérer des investissements productifs dans notre pays, le Souverain Marocain interpelle le Gouvernement AKHNOUCH à la consolidation des règles de la concurrence loyale, à la mise en œuvre effective des mécanismes de médiation et d'arbitrage pour le règlement des litiges.

A cet égard et insistant sur l'ampleur de se livrer à un alignement des normes et des procédures de règlement des différends liés à l'investissement, aux niveaux national, régional et international, le Souverain Marocain, dans sa vision de l'investissement a allégué qu'il est cardinal de transcender les problématiques liées à la compétence des juridictions nationales, en mettant en place un système juridique adéquat.

De son côté, le secteur bancaire et financier national se doit de soutenir et financer la nouvelle génération d'entrepreneurs et d'investisseurs, notamment les jeunes ainsi que les petites et moyennes entreprises.

Pour atteindre les objectifs escomptés, le Souverain Marocain a exhorté le Team AKHNOUCH, en partenariat avec les secteurs privé et bancaire, à traduire leurs engagements respectifs dans un Pacte National pour l'Investissement, un pacte qui ne peut être effectif et réel sans une justice indépendante et impartiale.

En effet, la justice est l'un des sésames incontournables pour "ensemencer" l'environnement de l'investissement, promouvoir la liberté d'entreprendre et protéger le milieu des affaires. La mise en place d'un climat bienveillant et propice à l'investissement implique des garanties juridiques et économiques susceptibles de renforcer la conviction, et la sûreté dans le système judiciaire et par conséquent la confiance dans la destination Maroc, car " Au-delà de l'actualisation des législations incitatives en vigueur, la mise en place d'un climat propice à l'investissement requiert des garanties juridiques et économiques susceptibles de renforcer la confiance dans le système judiciaire et d'assurer une sécurité totale aux investisseurs ", a relevé le Souverain Marocain dans un message adressé aux participants à la 2<sup>ème</sup> Conférence Internationale sur la justice.

Rétrospectivement, le Souverain Marocain n'a-t-il pas mis les pleins phares sur la justice dans son historique discours Royal du 20 Août 2009, entièrement consacré à la réforme de la justice, et a été reprise dans son allocution Royale du 9 Mars 2011 ?

A cet égard et pour que le système judiciaire puisse jouer son rôle fondamental de relais et de moyen d'action à l'investissement aussi bien national qu'étranger, le Maroc a adopté une armada juridique moderne et structurant afin de développer le monde de la finance et des affaires, d'encourager l'investissement et d'insuffler une dynamique vigoureuse au circuit économique, en soutenant les entreprises nationales qui sont les transmissions de la croissance économique.

Pour être au tempo de l'environnement économique et juridique international, le Maroc a adopté d'importants textes, comme la version remaniée du Code de commerce, les lois sur les sociétés, la loi sur les garanties mobilières, ainsi que la consolidation de l'approche qui exhorte les magistrats à dépasser les limites de leur mandat traditionnel pour remplir des missions à visée économique et sociale, en les encourageant à garantir la sécurité et la paix sociale dans l'entreprise.

C'est grâce à cet ensemble de mesures que le Maroc pourra s'affirmer, davantage comme un pays crédible et digne de crédit auprès des investisseurs nationaux, étrangers et des différents acteurs économiques et financiers internationaux.

Sous cet angle, la Cour de Cassation est interpellée à apporter crédibilité, stabilité, et souplesse aux décisions arbitrales étrangères et à renforcer la protection juridique des brevets d'invention et des droits d'auteur.

Dans le cadre de ces réformes législatives qui ont d'ores et déjà généré une dynamique porteuse d'efficacité, le Souverain Marocain a appelé l'exécutif à accélérer l'approbation des derniers textes juridiques connexes, à élaborer les documents réglementaires se rapportant aux lois approuvées.

Pour mieux se positionner dans les juridictions du business international, le Souverain Marocain n'a-t-il pas appelé à une supputation de l'expérience des tribunaux de commerce et de lui donner les moyens de se développer, en consolidant ses acquis et en lui ouvrant des horizons nouveaux, inspirés des expériences les plus réussies dans le monde, comme celle des juridictions des affaires, que certains pays ont mises en place, soutenant qu'une attention particulière doit être créditée à la formation spécialisée des différentes composantes du système de justice en vue d'accroître la capacité des juridictions à rendre, dans des délais raisonnables, des sentences justes et appropriées ?

En sus, et dans le dessein d'engager les différentes composantes du système de justice dans le chantier de la transition numérique et pour assurer une meilleure diffusion et transparence de l'information juridique et judiciaire et pour que le travail judiciaire gagnera en fluidité et en efficacité, le Souverain Marocain a recommandé l'utilisation des nouvelles technologies, le renforcement et la généralisation de la dématérialisation des formalités et procédures juridiques et judiciaires, ainsi que le recours aux services de justice à distance.

Par ailleurs, pour mettre en place un environnement sain pour l'investissement, fort de ses assises économique, sociale, administrative et institutionnelle et

sensible à la dimension de promotion des droits de l'Homme, le Souverain a appelé à œuvrer davantage à consolider l'Etat de droit, à renforcer l'indépendance du pouvoir judiciaire, à favoriser les occurrences d'anticipation juridique, à donner aux acteurs de la justice une formation de qualité, à moderniser l'administration judiciaire et à renforcer sa gouvernance.

De surcroît, pour prendre en considération la dimension internationale et la composante technologique de la mondialisation des échanges commerciaux, financiers et économiques, il est vital d'aborder les affaires liées à l'investissement sous tous les aspects associés aux législations commerciale et bancaire, fiscale et douanière, foncière, notariale et sociale

Grâce à la conjonction de tous ces efforts, le Royaume gagnera en crédibilité et attirera, par ricochet plus d'investissement et progresserait dans le peloton du Doing Business et être candidat aux pays les mieux classés pour la qualité du climat des affaires que s'est fixé le Gouvernement AKHNOUCH lors de sa première investiture.

Le renforcement des outils et structures juridiques et judiciaires, permettra d'avoir des effets positifs à moyen terme et un impact à long terme sur la qualité de notre justice.

La réforme de la justice ne conditionne-t-elle pas la réussite des autres grands chantiers de l'investissement porteur de production, de croissance et d'emploi ?

Il faut avouer que la corruption continue à obturer et calfeutrer le climat des affaires en vertu du dernier classement du Maroc de l'ONG Allemande de Peter Eigen Transarency International : La contre-performance du Maroc dans les classements internationaux en matière de lutte contre la corruption laisse même indiquer une certaine régression ces dernières années, où le Maroc continue à marquer un niveau relativement « haut » de corruption : Il a reculé encore dans le classement Transparency 2021 pour atterrir à la 87<sup>ème</sup> position sur 180 pays au lieu de la 73<sup>ème</sup> place en 2017.

La corruption coûte cher à notre économie, sape les fondements de l'Etat de droit, frelate le climat de l'investissement, déprave les lois de la concurrence et fait émerger l'épée de Damoclès et l'hydre de l'économie de la rente.

Difficile, dans un tel environnement de corruption, aspirer et espérer drainer du capital étranger, épineux dans un tel climat de partialité judiciaire rendre l'environnement de l'investissement fécond au Maroc, alors que l'économie marocaine demeure plombé par la malédiction de la corruption. Et les businessmen sont toujours désappointés au regard d'un système judiciaire tendancieux; au contraire, le milieu des affaires est attiré par les pays dans lesquels les litiges commerciaux peuvent être résolus rapidement, efficacement, de manière transparente et impartiale. L'historien français du Siècle des Lumières Jules Michelet n'a-t-il pas dit que "La justice doit être impartiale et bienveillante pour être tout à fait juste".

Le Souverain Marocain a scanné à cœur vaillant et héroïquement la grande pandémie de l'économie marocaine à travers son épopée chevaleresque du 20 Août 2009, le Souverain Marocain a bravement mis l'index sur la plus têtue et endolorie des réformes au travers de son discours intrépide et indélébile du 9 Mars 2011, foncièrement adonné à la refonte de la mécanique judiciaire.

C'est pour ces raisons que récemment le Souverain Marocain a mis au complet les membres de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la lutte contre la corruption pour éradiquer cette nécrose qui gangrène le climat de l'investissement et des affaires au Maroc en vue de raffermir et consolider la démocratie économique qui est gage de tout climat cristallin et hyalin des affaires économiques.

Le génie du Souverain Marocain sait foncièrement que la réforme de la justice conditionne et détermine la réussite de tous les autres grands chantiers, ce qui nous incite à exhumer le célèbre aphorisme du politicien français Martin Nadaud, dans son fameux discours à l'assemblée nationale du 5 Mai 1850

"Quand le bâtiment va, tout va ", je répliquerai à mon tour, quand la Justice va, tout va au Maroc!!!

L'investissement étant l'affaire de toutes les institutions et de tous les acteurs du secteur privé, le Souverain Marocain souligne que chacun doit rester mobilisé et afficher une attitude responsable à l'effet de promouvoir ce secteur vital pour l'essor de notre pays et l'ancrage du Maroc dans les secteurs prometteurs.

In fine, c'est dans la capacité des futures politiques publiques du Gouvernement AKHNOUCH d'apporter des répliques à ces spleens émanant du milieu des affaires, des opérateurs économiques, ainsi que des entreprises, en singulier les PME, les jeunes entrepreneurs ou encore les Marocains résidant à l'étranger (MRE) à même de fertiliser le climat de l'investissement et des affaires à même d'accoucher d'une dynamique économique capable d'apporter des répliques à la quadrature du cercle du chômage et rendre le Label Maroc plus attractif.

FOR AUTHOR USE ONLY

FOR AUTHOR USE ONLY

## **COP 27 entre une terre à sec, une planète qui brûle et tensions géopolitiques**

*Chronique publiée sur notre site [www.maghriti.ma](http://www.maghriti.ma) le 24/11/2022*

C'est un truisme que l'humanité n'est plus agnostique à une planète qui brûle, une terre à sec avec les outrages qui oppriment la biosphère, l'agriculture et la santé humaine. Les immersions, les catastrophes naturelles, les cyclones en sont les meilleures illustrations.

Cataclysmes, déluge, calamités qui consistent en épisodes de vagues de chaleur à plus de cinquante degrés à l'ombre, des pluies diluviennes, inondations, feux de forêt, séismes sombrant sous les eaux des pays comme le Pakistan qui a connu une des plus pires submersions de l'histoire qui ont affecté 33 Millions de personnes, causé la mort de plus 1 700 personnes, détruit des centaines de Milliers de maisons, endommagé des milliers de kilomètres de routes et des centaines de ponts à travers le pays et des feux laminant en cendres des pays entiers comme la Californie aux USA : L'incendie « McKinney », le plus vaste de cette année qui a détruit plus de 20.638 hectares de la forêt nationale de Klamath ou les feux qui ont dévoré la France où plus de 20.000 hectares sont partis en fumée à la Gironde ou en Italie les pompiers italiens se battirent contre des incendies ; le feu le plus important en Toscane où 860 hectares ont été brûlés. Aussi, Des flammes aux conséquences parfois meurtrières ont sévi également au Portugal et en Espagne.

Même le changement climatique n'a pas épargné notre patrie où en Juillet 2022, plusieurs hectares de forêt sont devenus des flammes qui ont décimé des milliers d'hectares de couvert forestier dans les provinces de Larache, d'Ouezzane, Tétouan et de Chefchaouen .....

A ce titre, nul ne doute que la thématique récurrente de la chauffe climatique est dans tous les esprits parmi les participants à la 27<sup>ème</sup> session de la Conférence des Parties (COP 27) après un été marqué par des épisodes de chaleur extrême.

Sous cet angle, les Conférenciers de la fameuse COP, dont la 27<sup>ème</sup> édition s'est ouverte Lundi 7 Novembre 2022 à la station balnéaire Sharm el Sheikh en Égypte, ont eu la lourde responsabilité de faire le bilan des actions déjà actées et de tenter de trouver de nouveaux compromis à même de réduire l'impact sur la communauté internationale des changements climatiques.

S'il est indéniable que la grande apostrophe du Climat est désormais une onde de tempête de l'actualité mondiale, force est de constater que la capacité de mobilisation collective de tous les États du monde est fortement tributaire du contexte international : La crise économique aux corollaires financiers inédits qu'a provoqués la pandémie de la Covid-19, les dissensions et les représailles sur les échanges commerciaux, l'inflation qui détone et la guerre qui s'éternise en Ukraine, sont autant d'entorses conjoncturelles aux bonnes volontés liées à l'épineuse question du Climat.

S'y ajoutent les antinomies politiques existantes entre les pays ou les continents, les modèles de développement différents et la disjonction entre pays développés nantis aux économies suffisamment mûres pour prévoir une transition vers une écologie plus verte et philanthrope, et tous les autres pays démunis. Toutes les catastrophes naturelles qui se sont enchainées encore cette année, des feux ravageurs aux inondations, ne font toujours pas le poids au regard des autres réalités alarmantes précitées.

L'agenda de Charm el-Cheikh qui s'est déroulée dans le contexte Post- Covid 19 qui a duré deux semaines et qui a réuni près de 200 pays; conférence considérée comme la dernière chance pour sauver la planète, et qui s'est attaquée en priorité à la problématique de l'adaptation et le redoublement de la résilience de plus de 4 Milliards de personnes vivant dans les communautés les plus fragiles aux changements climatiques d'ici 2030 et qui se préoccupa aussi bien de savoir comment réduire les émissions de carbone que de faire face aux effets néfastes du changement climatique et présenter des plans concrets de limiter dans l'idéal à 1,5°C et pour réduire les gaz à effet de serre.

Alors que la plupart des pays de la planète peinent à réduire prodigieusement leur empreinte carbone, dans les pays du Sud, en général et en Afrique en particulier, continent qui représente moins de 4% du total mondial des émissions de carbone, le débat est différent :

Pour les pays Africains, la problématique n'est pas de savoir comment réduire les émissions de carbone, mais surtout comment financer les effets dévastateurs du changement climatique ce qui nécessite des mannes financières énormes que les pays Africains ne peuvent se permettre et ce, d'autant plus que les plus démunis d'entre eux (33 figurent parmi les 47 pays les moins avancés) s'embarrassent du fait qu'ils n'ont pas reçu aujourd'hui les fonds promis par les pays développés.

A l'égard, une étude de l'ONU n'a-t-elle pas estimé, il y a quelques années, que l'Afrique subsaharienne aurait à elle seule besoin d'un financement d'environ 50 Milliards de dollars US par an pour l'acclimatement au changement climatique d'ici 2050.

A titre illustratif, l'Afrique du Sud, qui est fortement tributaire du charbon et qui est le 14<sup>ème</sup> émetteur mondial de gaz à effet de serre, a clairement indiqué que son abandon du charbon est conditionnée aux financements des pays riches.

De ce fait, le verre à moitié plein pourrait rester un verre à moitié vide, les pays développés n'ayant toujours pas tenu leur ancienne promesse de mobiliser 100 Milliards de dollars par an à destination des pays en développement.

Ainsi, au regard des dommages climatiques affligés à l'Afrique, les infimes financements et la carence de l'appui technologique qui lui sont dévolus, confirment, de la manière la plus manifeste, le coma du système international qui chante en chorale, à chaque sommet climatique, la sérénade du changement climatique et du COP de la dernière chance.

Pire encore, la 27<sup>ème</sup> conférence des parties (COP) organisée par l'ONU s'est déroulée dans un contexte géopolitique où les considérations environnementales ont reculé devant les considérations économiques c'est-à-dire dans un contexte compliqué de crise énergétique, de crise de sécurité alimentaire, de stress hydrique et le défi de la sécurité de l'eau, de crise économique et d'endettement, avec un multilatéralisme à l'arrêt.

la COP27 a clairement échoué à accélérer significativement la lutte globale contre le dérèglement climatique, faute d'accord sur les énergies fossiles, même après une prolongation des débats de trente-sept heures.

Avouons-le, dans cette chronique, après l'échec du protocole de Kyoto de 1997, Marrakech, Bonn, Katowice, Madrid, Glasgow et aujourd'hui de Charm el-Cheikh. Ces communions, en grande pompe, sonnent plutôt comme une cascade de promesses renvoyées aux calendes grecques.

Pour preuve, la préservation du climat n'est pas entrée dans l'équation ; après la plus dure épreuve de la pandémie de Covid-19, le trend industriel est reparti à la hausse, pour atteindre en 2022 son niveau d'avant-crise. Aucun réel tournant n'a été opéré et somme toute, les plans de relance n'ont fléchi que 3% des investissements vers les énergies bas carbone selon l'Agence Internationale de l'Energie (AIE).

Les quelques gages fournies dans cette chronique ne brossent qu'un tableau incomplet des contrecoups pervers des changements climatiques alors que l'humanité prend pour bouc émissaire la fatalité au lieu de prendre conscience qu'il faut changer sa façon d'habiter la terre et renoncer à ses mauvaises habitudes.

En guise d'épilogue, la communauté internationale doit cesser ses promesses de monts et merveilles et ses attitudes timorées en s'attellant vers la mise en œuvre de résolutions concrètes selon un agenda bien défini en prenant appui sur une volonté politique forte et frontale afin d'inverser le cours tumultueux de la planète et reprendre le contrôle du climat dans le monde.

A l'issue de la COP27, Antonio Guterres, le secrétaire général des Nations Unies (ONU), a exprimé son regret que la conférence n'ait pas réussi à élaborer un plan de réduction drastique des émissions. Et réduction des des émissions une question à laquelle la COP27 n'a pas répondu». Après Charm El-Cheikh, c'est Dubaï qui accueillera, en novembre 2023, une COP28 qui pourrait encore ressembler à un cha-cha-cha : un pas en avant, un pas en arrière...

Le défunt Hugo Chavez, ex-président du Venezuela était si courageux en disant haut et fort à la COP15 qui s'est tenue à Copenhague en Décembre 2009 " Si le climat était une banque, il serait déjà sauvé.»

FOR AUTHOR USE ONLY

FOR AUTHOR USE ONLY

**Le Monde est Foo.....t ou la leçon d'un Made in Morocco**  
*Chronique publiée sur notre site [www.maghriti.ma](http://www.maghriti.ma) le 15/12/2022*

A côté de sa fameuse rime éternelle " Le monde est Fou" Julio Iglesias aurait chanté "Le Monde est Foo...t", le monde est beau avec les prouesses réalisées par les Lions de l'Atlas

En effet, avec les prestations sans égal des lions de Walid Regragui, les Marocains et même les pays Arabes ont mis de côté leurs bouderies. On a oublié les chicaneries de la monotonie du Jour au Jour. Aussi, avec l'arrivée des Lions d'Atlas au quart du Final, on a délaissé l'inflation et la cherté qui érode le pouvoir d'achat et consume le portefeuille des Marocains. On a déguerpi le cauchemar du coronavirus qui continue insidieusement d'attaquer. Avec l'exploit du Maroc au Qatar 2022, on a dédaigné nos mauvaises-passes et nos tribulations. Grosso modo, on a tout ou presque déserté, dans la béatitude collective surgie de consécérations successives du fabuleux Team de Walid Regragui. Le Maroc est devenu célèbre et sur les langues de toute la planète. C'est fou comme le foot peut changer la face d'un pays... en quelques minutes et quelques heures.

Mardi dernier, le Maroc est devenu une écluse de décompactage après du succès historique des Lions de Walid Regragui contre l'Espagne, à l'issue des séances de tirs au but. Pour la première fois de son histoire, un pays Arabe, le Maroc en l'occurrence accède à un quart de finale d'une Coupe du monde. Aussi, Youssef En-Nesyri en sautant à plus de 2,78 m a inscrit le but historique qui a permis au Maroc d'atomiser et d'atterrer le Portugal de de Cristiano Ronaldo.

Pour la première fois, un pays Arabe, un pays Musulman, un pays Africain figure parmi le carré magique du demi Final et figure parmi les 4 meilleurs pays d'un Mondial. Pour la première fois, la La Fédération royale Marocaine de Football FRMF de Fouzi Lekjaa mise sur un entraîneur National qui, avec un

timing serré et en seulement 2 Mois, Walid emmène son pays à ce niveau de la compétition mondiale.

On peut comprendre que les Marocains aient fait la fête très tard la nuit du Samedi qui nous fait revivre " la Fièvre de Samedi Soir" ou "A Saturday a Night Fever". Et l'on comprend tout à fait que le Souverain Marocain, que l'on a aperçu dans sa voiture, ait communiqué avec le peuple Marocain, drapeau national à la main.

Loin là-bas, au Qatar 2022 à Doha , le Team Walid ont fait plonger plus de 37 Millions de Marocains dans un émotion extatique. Forcément, dans le Royaume, la nuit du Samedi fut longue.

Oui, le foot peut être fou ! Faut-il rappeler qu'en 2018, le Maroc n'a pas réussi à s'extirper des phases de poule, malgré de bonnes prestations et un nul arraché in extremis par les Espagnols, durant les arrêts de jeu (2-2). Le vent a donc tourné. Ici au Maroc , des larmes de joie. Là-bas, des larmes de déception. C'est la plus belle coupe du monde, on y parle de DIEU, de fraternité, de NIYA et pour la 1er fois de l'histoire, les Mamans sont à l'honneur : Un commentateur allemand a parlé des scènes des joueurs marocains étreignant et embrassant leurs parents et des prières de groupe après chaque match.

Il a dit:

" Nous ne voyons plus les liens familiaux intimes dans nos sociétés occidentales. Le concept de famille s'estompe, et on ne peut que voir les joueurs embrasser leurs mannequins et leurs petites amies pendant que leurs parents sont laissés dans des maisons de retraite.

Le soutien moral de la famille a joué un grand rôle dans les victoires du Maroc ; derrière ces victoires successives, il y a la bénédiction des Mamans, des épouses, de la sœur. Nietzsche n'a -t-il pas dit que le Bonheur est une Femme !!

A côté du soutien des pays arabes, islamiques, des africains, l'appui d'autres ethnies ont scruté cette coupe : L'ex-entraîneur du Maroc Hervé Renard s'est

confié sur les ondes de RMC : Je suis français, je suis né en France, j'ai un passeport français mais, demain, je suis désolé je supporterai l'équipe du Maroc, parce que ce pays m'a marqué, les gens m'ont apporté de l'amour à un point que vous ne pouvez même pas imaginer.

Aussi Samuel Eto'o a bien dit qu'on doit supporter car le Maroc est un modèle de changement de mentalités défaitistes vers des mentalités de victoire. Oui, oui, Samuel Eto'o a raison : depuis notre tendre enfance, on nous a programmé à considérer que le palmarès et le Podium , est l'apanage des autres : Europe ( Allemagne, France, Espagne.... ou Asie : Brésil et Argentine. Et on a même l'impression, voir la conviction, que nous avons tous été des acolytes et auxiliaires de cette mauvaise "Programmation-Neuro-Linguistique" de nos joueurs, quoi que, pour Walid Regragui, je pense que sa personnalité, ses traits de caractère et ses ambitions, légitimes, l'immunisent contre de telles "contagions". Les ferveurs de joie populaire Marocaine, autant c'était spontané, légitime et indispensable, autant il me semble que nous n'avons pas rendu service à notre équipe.

L'hilarité et la jubilation hystérique programmera "inconsciemment" nos joueurs pour chercher à aller de l'avant puisque pour le vétéran Walid Regragui on ne doit jamais nous faire coller que se qualifier aux quarts de finale était déjà un exploit historique et "exceptionnel".

Malgré notre défaite hier face à la France, l'appétit viendra toujours en mangeant pour d'autres exploits et pourquoi pas la Coupe d'Afrique dont on s'est privée depuis 1976.

Un grand bravo aux Lions de l'Atlas pour ce parcours incontestablement réussi. Être parmi les quatre meilleures équipes du monde n'est pas donné à n'importe quelle équipe. Le Maroc a ébloui un immense public, un made in Morocco a été découvert par des centaines de Millions de spectateurs. Cette équipe de Walid Regragui restera dans les annales du football Arabe et Africain comme le

premier porte drapeau de l'Afrique et du monde arabe dans cette compétition universelle. Merci à tous ceux qui nous ont fait rêver, joueurs.

Merci aux joueurs et à Walid Regragui de nous avoir fait vivre cette odyssée, d'avoir porté les espoirs de millions de personnes à travers le monde. Walid Regragui aura réussi à "changer les mentalités". Le Maroc a ouvert la voie aux Africains, au Monde Arabe. Désormais il est permis d'y croire. Désormais, il faut y croire.

Bravo à la FIFA, à la Fédération Royale Marocaine de Football, à F Lakjaa et au Roi Mohammed VI et à l'Académie qui porte son nom qui a formé bon nombre de nos joueurs.

Bravo aussi à tous les "bâtisseurs" et anciens sélectionneurs comme Hervé Renard - que l'on n'oublie pas - qui ont apporté une pierre à l'édifice et participé à cet élan.

Bravo et merci au Qatar qui, malgré les critiques, l'hypocrisie et la jalousie de quelques-uns, aura fait preuve d'une incroyable hospitalité envers tous, et contribué, lui aussi, à changer les mentalités. Quoi qu'on en dise, il aura réussi à organiser l'une des plus belles et des plus grandioses coupes du monde de football de l'histoire. Une coupe qui a sans doute rapproché les peuples et les nations plus qu'aucune autre et qui a permis de partager un peu l'écran avec les nations Arabo-Musulmanes.

On espère que le Maroc, grande nation de football, pourra également accueillir cette coupe du monde car il le mérite.

Cette coupe nous rappelle aussi que notre continent et notre pays fourmillent de talents. Retenons ces talents. Donnons leur tous les moyens dont ils ont besoin, que ce soit dans le sport ou ailleurs.

Sourions comme Bono, car ce n'est que le début !!!

Personnellement, je suis assouvi , satisfait et fier de la prestation sans égal de notre équipe. Proudly Morocco. Sirrrrr, Sirrrrr, Sirrr pour d'autres prouesses, d'autres palmarès....

FOR AUTHOR USE ONLY

FOR AUTHOR USE ONLY

## **Quand le Foot Marocain transmet des Valeurs Humaines aux Quatre coins du Monde**

*Chronique publiée sur notre site [www.maghriti.ma](http://www.maghriti.ma) le 22/12/2022*

Au terme d'un suspens Hitchcockien d'une finale mythique et légendaire, le pays du Tango et Lionel Messi sont les apôtres de la Coupe du Monde (Edition Qatar 2022 ). Certes, nous ne pouvions rêver d'un meilleur épilogue pour ce podium Mondial sans nul autre pareil. Un match de légende, une finale de légende, un joueur de légende, une organisation de légende et surtout une équipe Marocaine Walid Regragui de légende !

Le store se clôt sur un périple footballistique sans égal. Une Coupe du Monde qui sera lithographiée à jamais dans les annales de l'Histoire, grâce à ce dénouement mythique, mais aussi à travers les prouesses féériques des Lions de l'Atlas, entraînés par un Coach hors-classe et un Staff exceptionnel.

30 Jours durant lequel les Lions de l'Atlas ont attesté aux quatre coins du Monde qu'avec force sueur , dévouement, et de pétulance, il était plus possible qu'une ethnie Musulmane, Arabe et Africaine d'arriver au carré magique des 4 meilleurs équipes en Coupe du Monde.

30 Jours durant lequel les Lions d'Atlas ont réussi chevaleresquement à briser le plafond de glace et ont eu voix au chapitre tout en prouvant que l'excellence peut être universelle, les lions d'Atlas ont attesté que l'éminence n'est pas l'apanage de l'Europe ou de l'Amérique Latine.

30 Jours, les lions d'Atlas ont écrit un nouveau chapitre du Maroc qui transcende le volet footballistique pour passer des messages nobles, à travers le ballon Rond, les valeurs qui cimentent notre identité telles que السجود لله ( la reconnaissance et la prosternation à DIEU, النية ( la Foi) , رضات الوالدين ( la bénédiction des parents).

30 Jours durant lequel notre drapeau a été bravement hissé très Haut dans le Monde entier. Avec ces valeurs seigneuriales qui ont touché le cœur et l'âme de toute la planète, le Monde Arabo-Musulman et non Musulman soutint notre équipe nationale et même s'identifier à nos couleurs.

De Jakarta à Kuala Lumpur, du Caire à Bamako, de Gaza à New York , de Doha à Abidjan, de Amman à Bruxelles , de Tripoli à Dakar, ou de Dubai à Riyad ont résonné et vibré, pleuré et prié à chaque match des Lions de l'Atlas.

30 Jours où le Maroc a fait rêver des Milliers et des Millions d'enfants, à l'intérieur et à l'extérieur de nos frontières, qui peuvent aujourd'hui s'identifier et s'imaginer en Ziyech, Bounou, Hakimi, Ounahi et comme ils s'imaginent en Messi, Neymar, Cristiano et Mbappé, mais avec cette fois l'édition Qatar 2022, la possibilité de s'identifier hautement à leurs idoles, parce que Marocaines, Arabes, Amazighes Musulmanes et Africaines.

30 Jours où le Maroc et ses Lions ont gagné les cœurs et ont groupé, à travers la planète, moult communautés supposées différentes, voire incompatibles, mais toutefois ont constitué, le temps de ce Poduim Mondial, cette même et unique Communauté de destin, s'unissant au gré des prouesses et des exploits de nos Lions d'Atlas.

30 Jours, enfin, où le Maroc, accompagné par les palmes d'autres pays Africains et arabes au premier tour ( à l'instar de la Victoire de l'Arabie Saoudite contre l'Argentine détenteur de cette coupe du Monde ou la Tunisie contre La France classée deuxième place), aura irrémisiblement néantisé et détruit le complexe d'infériorité, supposé mais inconscient et latent, des équipes qualifiées à chaque Coupe du Monde.

Il existe un dicton, très cher à Gianni Infantino président de la FIFA et avant lui Blater, qui veut que chaque Coupe du Monde soit "la meilleure de tous les temps" en attendant la prochaine. Pour nous Marocains et Lions Atlas, elle l'est indubitablement, en attendant la prochaine Inchallah. Avec cette édition Qatar

2022, nous sommes et nous resterons, à jamais les premiers en Afrique comme c'était le cas au Mexique en 1986.

Cette épopée légendaire des Lions de l'Atlas aura été majestueuse par le fait que cette Coupe du Monde Qatar 2022 se tint dans un pays Arabe et Musulman où , dans cette chronique, nous rendons hommage au Qatar pour l'organisation inédite de cette Coupe du Monde 2022 et aussi au Team Abdellatif Hammouchi pour le côté sécuritaire.

En outre, avec l'accueil et la fête Royale et majestueuse aux Lions d'Atlas, le Souverain Marocain avant tout, plus la Moudwana, plus que la fête des Mères, a consacré la la Mère Marocaine.

Avec le Succès inouï des Lions d'Atlas dans cette édition Qatar 2022, nous aurons tous, pour l'éternité, des centaines d'images, de souvenirs et d'émotions qui resteront à jamais gravés dans nos mémoires.

In fine, Je suis persuadé qu'en sus du Football Marocain, dans d'autres domaines le Maroc excellera : Il y aura au Maroc un avant et après Coupe du Monde 2022 où je gage que cette demi-finale mythique n'est pas un aboutissement, elle est un commencement !

Comme l'a bien dit très pertinemment Walid Regragui à l'ensemble des Joueurs pour attiser leur appétit pour d'autres performances : Pour étinceler à l'échelon mondial, il faut d'abord briller au niveau continental. Les prochaines échéances sont multiples : le Chan 2023, la Coupe du Monde des Clubs au Maroc, les compétitions continentales de Clubs, la CAN U23, la Coupe du Monde féminine et la CAN en Côte d'Ivoire. Ndirrou Nyya !!!

FOR AUTHOR USE ONLY

## **Victoire du Maroc au Qatar 2022 : Preuve et Gage que l'Union Arabe, Maghrébine et Africaine est toujours possible**

*Chronique publiée sur notre site [www.maghriti.ma](http://www.maghriti.ma) le 28/12/2022*

Qui de nous Musulman, Arabe et Maghrébin n'a pas suivi avec euphorie la bataille des Lions d'Atlas décrochant majestueusement la 4<sup>ème</sup> place de la Coupe du Monde Qatar 2022 en détrônant des équipes favorites pour remporter la Coupe du Monde tel que la Belgique, l'Espagne ou le Portugal ? Transcendons la dimension sportive et focalisons nous sur la dimension politique pour invoquer un secret de polichinelle que le football est devenu un vecteur allégorique ayant une dimension politique persuasive.

Après la qualification du Maroc au carrée magique du quart de Final, plusieurs médias Arabes, Islamiques, Maghrébins, Africains et même internationaux ont salué le jeu des Lions de l'Atlas pour leur exploit durant la Coupe du Monde Qatar 2022.

Partout dans le monde, le football est un rétroviseur et réflecteur de ce que nous sommes et de ce que nous pourrions devenir. Il est tout aussi un jeu comme la politique d'ailleurs.

Parlons, à cet égard, de jeu et surtout d'enjeu politique.

On l'a vu à la TV Marocain et bien que le petit écran Algérien a zappé à maintes reprises les exploits des Lions de l'Atlas, le public Algérien qui, tout au long des compétitions des Lions Atlas a prié à chaque match des Lions de l'Atlas. Une Algérie qui a su exprimer sur les slogans irréprochable, ainsi que les positions les plus légitimes pour dire à une camarilla de généraux militaires affairistes qu'il était temps d'étancher la corruption et la rente et d'écouter la fulmination et le cœur battant de la république populaire Algérienne.

Marocains, Tunisiens, Mauritaniens, Libyens, Egyptiens, Indonésiens ont résonné et vibré, pleuré et prié à chaque match des Lions de l'Atlas : De Jakarta

à Kuala Lumpur, du Caire à Bamako, de Gaza à Beyrouth , de Doha à Abidjan, de Amman à RAMALLAH , de Tripoli à Dakar, ou de Dubaï à Riyad ne se sont-ils pas associés au peuple Marocain pour solenniser cette prouesse sportive ? Cette consonance et cette symphonie sociale autour de la victoire Marocaine n'est-elle pas révélatrice à combien existe l'amour et l'attachement de l'Unité Musulmane, Arabe, Maghrébine et Africaine ? Ne faut-il pas joindre l'utilité à l'agréable pour que cette jubilation sportive commune devienne une réalité politique et économique ?

Elle exprime avec vigueur l'impérieuse nécessité d'agir pour la levée de tous les obstacles à l'échange entre les pays de la région, d'aller vers un marché unifié porteur d'une dynamique vertueuse, créateur d'opportunités d'investissements pour les entreprises de la région ou du reste du monde. Ainsi, les richesses économiques naturelles ne peuvent plus être un écueil pour cette Union Arabe, Maghrébine et Africaine. A titre illustratif, avec le Nigéria qui possède les plus grandes réserves de gaz d'Afrique avec environ 200 billions de pieds cubes, dont la plupart sont inexploitées ou réinjectées dans des puits de pétrole, l'ambitieux projet du gazoduc Nigéria-Maroc qui s'achemine sur 5600 kilomètres le long des de l'Afrique de l'Ouest, à partir du Nigeria, en passant par le Bénin, le Togo, le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Libéria, la Sierra Leone, la Guinée, la Guinée-Bissau, la Gambie, le Sénégal et Mauritanie avant d'arriver au Maroc. et qui devrait fournir du gaz à 15 pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) , et permettrait même d'en expédier vers l'Espagne et le reste de l'Europe.

Avec le triomphe du Maroc lors de ce palmarès au Qatar 2022, quand on écoute le boulevard des supporters des Lions d'Atlas d'Alger, ces derniers souhaitent que cette union sportive se transsubstantie en Euphorie politique où on appréhendera comment le cercle vicieux surfera vers un cercle vertueux de la démocratie de la richesse Arabe, Maghrébine et Africaine,

Toujours avec le projet du Gazoduc Nigéria-Maroc, le Nigéria a tout l'espoir de voir que ces richesses naturelles serviront un continent Africain disposant d'une jeunesse dynamique et responsable ayant une prédisposition à la modernité, à la dignité et à une quête d'Union avec les autres pays de l'Afrique.

Translatons cette prouesse sportive sur les rails politiques : En se cantonnant à la dimension Maghrébine, après cette vaillance sportive du Maroc, les responsables politiques des cinq pays ne devront-ils pas remettre sur le devant de l'actualité le dossier somnolent de la refondation d'une Union bétonnée, et durable dans le temps répondant aux ambitions des 5 pays Maghrébins ? Une cohésion Maghrébine impérissable, s'articulant sur des aspirations pragmatiques avec un agenda précis qui ne doit rien à voir avec l'UMA, créée le 17 Février 1989, élaborée à la hâte sans réelle préparation, ni prise en considération des facteurs endogènes de chaque pays. Le Maghreb a besoin de se bâtir en forteresse blindée au regard de l'Europe, aux maints défis de la globalisation et aux intimidations et pressions climatiques. Toutes les justesses (économiques, politiques, sociales, géopolitiques.....etc.) revendiquent cette Union Maghrébine. Une telle intégration économique pourrait secréter à plus ou moins long terme, un corollaire consistant sur la dynamique économique régionale pour au moins deux raisons :

- Primo, tout d'abord, il y a des impacts d'économies d'échelle et de concurrence qui rendraient la région plus attrayante pour l'investissement régional et étranger.
- Secundo, l'intégration Maghrébine constituerait un Hub logistique qui réduirait les effets dits de "Hub-and-Spoke" à même de d'optimiser les flux de transport des entreprises et de réduire ses coûts de distribution entre l'Union Européenne et le Maghreb.

En outre, le gain issu de l'intégration sera plus perceptible et fructueux si le progrès vers un marché commun intégré est appuyé par de grands projets

d'infrastructures fédérateurs (transport, eau, énergie...) et des projets communs entre entreprises privées Maghrébines.

Avouons-le dans cette chronique : Nos différences et nos différents sont anodins et peuvent être agonisés et succombés dans une Union suprême, souveraine et mûrement réfléchie.

Les estimations du coût du non-Maghreb foisonnent. Les recherches universitaires et les travaux des organismes régionaux ou internationaux prolifèrent dans la mesure et l'évaluation de ce coût :

Selon le Secrétariat de l'UMA, le blocage du processus d'intégration maghrébine coûtait, à chaque pays de la région, 2% de son taux de croissance annuel. De son côté, la Commission Economique de l'Afrique considère que l'existence d'une Union Maghrébine ferait gagner aux cinq pays l'équivalent de 5% de leurs PIB cumulés. Pour sa part, la Banque Mondiale estime qu'une intégration maghrébine plus approfondie (qui prend en compte la libéralisation des services et les réformes du climat de l'investissement) ferait croître le PIB réel par habitant sur une dizaine d'années entre 24% et 34%, selon les pays. Face à ce coût du non-Maghreb qui se décline selon des partitions différentes (Energie, banques, transports, agroalimentaire, éducation, culture ou tourisme), le Maghreb, vaste ensemble de plus de 90 millions d'habitants, riche en pétrole, en gaz, en eau, est à la fois l'ensemble géopolitique le plus homogène sur le plan linguistique, religieux et culturel, et le moins intégré sur le plan économique qui équivaut à 1,3 % de leurs échanges extérieurs, le taux régional le plus bas du monde et envers aux agglomérats commerciaux régionaux (ALENA, MERCOSUR, ASEAN, AELE..) qui se sont forgés pour répliquer à la mondialisation, le Maghreb, l'Afrique et les pays Arabes ont impérieusement besoin de cette Union.

Ce projet d'intégration Maghrébine a besoin d'un leadership politique pour l'aiguiller et le perpétuer, d'une responsabilité politique qui affirme la volonté de céder un certain degré de souveraineté dans la quête du bien général. Comme

il a besoin d'institutions de coordination renouvelées et d'instances de délégation de pouvoir. A défaut, la représentation des intérêts Maghrébins restera sclérosée au niveau national et le Maghreb se fragmenterait en entités protectionnistes hostiles et apparaîtrait comme un espace économique et politique poreux livré aux incertitudes et aux instabilités les plus vulnérables

D'où l'importance d'agir par une volonté politique sur les facteurs qui déstructurent l'avenir maghrébin et dessiner ainsi des chemins praticables pour une union maghrébine solide, dotée d'instruments aptes à construire un Maghreb solide.

Dans ce contexte, le Maroc était guidé par une réelle volonté de contribuer, avec ses partenaires Maghrébins, à reconstruire l'unité Arabe, en amorçant l'assainissement des relations maghrébines, et en s'engageant dans une nouvelle ère, qui serait plus positive pour la nation arabe tout entière. A partir de ces considérations, aussi nobles que morales, le Souverain Marocain a fait de l'unité Maghrébine une option stratégique de sa politique extérieure. C'est dans cet esprit que le Souverain avait pris, en 2004 et en 2005, de nombreuses initiatives en faveur de la normalisation de ses relations avec l'Algérie et de la relance effective de la construction maghrébine.

Le Sultan Marocain a eu toujours le cœur sur la main où durant ces années de règne, le Souverain Marocain a développé à l'égard des Algériens la politique de la main tendue et de la réconciliation. Le Sultan Marocain, dans l'éloge du Trône du 30 Juillet 2019, n'a-t-il pas réaffirmé sa position et son engagement gracieux et digne à garder la main tendue en direction de nos confrères en Algérie, fidèles en cela aux liens de fraternité, de religion, de langue et de bon voisinage, qui unissent depuis toujours nos deux peuples frères ?

S'il lui arrivait de stigmatiser de front l'obnubilant politique d'agressivité menée par le régime Algérien à l'encontre du Maroc et de son intégrité territoriale, il parle licitement du manque à gagner pour les populations du Maghreb engendré par cette discorde Marocco-Algérienne sur le Sahara Marocain.

Les Marocains forment l'espoir que cela puisse ouvrir une nouvelle page dans les relations entre les deux peuples, Algériens et Marocains : La dernière illustration en date de cette proximité remonte à la Coupe d'Afrique des Nations 2019, organisée dans le pays des Pharaons, au cours de laquelle le Souverain Marocain et le peuple du Maroc, dans une vivacité spontanée et sincère, ont proféré leur compassion et leur épaulement zélés à la sélection Algérienne. On s'en souvient, les Marocains se sont joints au peuple Algérien pour partager sa fierté, à la suite du sacre mérité lors de cette compétition, car, cette victoire, ils l'ont ressentie comme étant aussi la leur.

Cette foi profonde dans la communion de destin, étayée sur une histoire et une civilisation communes, nous incite à œuvrer, avec détermination, espoir et optimisme, à la réalisation des aspirations à l'unité, à la complémentarité et à l'intégration, portée par nos peuples Maghrébins, Arabes et Africains.

Somme toute, la festivité exprimée avec ferveur, ferveur et vénération par des millions de Maghrébins, Arabes et Africains après l'apothéose de l'équipe Marocaine par les Lions d'Atlas est une gage et pièce à conviction que cette Union Maghrébine, Arabe et Africaine est toujours possible.

## **Taux directeur et le mirage de la maîtrise de l'inflation**

*Chronique publiée sur notre site [www.maghriti.ma](http://www.maghriti.ma) le 01/01/2023*

Longtemps battu en brèche par les économistes pour ses sacerdoces classiques de ne plus se cantonner au ciblage de l'inflation, la Banque Centrale est aujourd'hui sollicitée plus que jamais à l'épineuse question de juguler l'inflation dans la mesure où cette dernière est devenue le premier ennemi qui obnubile les Banques Centrales contradictoirement à ce qu'il prévalait il y a quelques années, les années de la Stagflation qui prévalaient au cours des années 1970, à la suite du premier choc pétrolier de 1973).

Cependant au regard de la récurrence des crises économiques et financières et de l'envolée de l'inflation, BANK AL-MAGHRIB évolue vers des missions duales de conciliation entre la stabilité des prix et celle de la stimulation de la croissance économique.

Lors du dernier conseil de BANK AL-MAGHRIB, qui suit de près la conjoncture économique et les pressions inflationnistes, tant au niveau national qu'international, tenu le 20 Décembre 2022, le Patron de l'Institut d'Emission Abdellatif Jouahri a décidé de relever le taux directeur de 50 points de base, soit à 2,50% une seconde fois après la hausse du Mois de Septembre à un moment où les banques centrales du monde notamment la FED Américaine et la BCE de l'Union européenne ont serré la vis face à une inflation ascendante, en révisant à la hausse de manière conséquente leurs taux directeurs et ce dans l'ambition d'exorciser le spectre de l'inflation qui pèse d'un poids lourd sur les entreprises et les ménages, puisque l'inflation exprimée par l'Indice du Prix à la Consommation (IPC) a gravi à 8,3% le Mois de Novembre selon le département de Lahlimi Haut Commissariat au Plan (HCP), un élan jugé alarmiste par le milieu des affaires et les analystes de la conjoncture économique.

Et tenant compte des données les plus récentes du Haut Commissariat au Plan, l'inflation devrait rechuter à 6,6% en 2022, après 1,4% en 2021, tirée

considérablement par la dynamique de la hausse des prix des produits alimentaires, des carburants et lubrifiants. Par la suite, elle se stabiliserait à 3,9% en moyenne en 2023 avant d'accuser un nouveau rebond en 2024 à 4,2%, en lien avec la décompensation programmée des prix des produits subventionnés. Notre propos dans cette chronique est que non seulement BANK AL-MAGHRIB, mais moult Banques centrales tombent dans la "chasse-trape" de répliquer aux pressions inflationnistes en avisant d'adopter des politiques monétaires rigoureuses, notamment à travers l'augmentation de leurs taux directeurs, dans le dessein de rendre plus rebutantes les coûts de financement des ménages et du secteur privé et faire baisser ainsi la demande agrégée, pour par la suite juguler l'inflation.

Cette transmission nous semble très schématique et réductrice de la réalité économique : Ce schéma pourrait assurément fonctionner si l'inflation était toujours et intrinsèquement un phénomène monétaire. Toutefois, la réalité économique est toute autre, elle n'est pas aussi simple que ça et une réflexion sur les sources de l'inflation montre qu'elle est transmissible par les coûts sur les marchés internationaux.

En effet, Il n'est pas douteux, qu'il s'est développée ces dernières années une propagation générale de l'inflation où les experts internationaux remarquaient qu'il y a eu au cours des dernières années, un synchronisme nettement plus étroit entre les mouvements de prix dans les différents pays qu'entre les changements dans l'intensité de la demande.

Outre, des causes internes, plus ou moins particulières expliquant l'inflation, il serait apparue des causes externes communes à l'origine, ou favorisant la poursuite de ce mouvement général ; les poussées inflationnistes se sont propagées de pays à pays, et elles se sont jusqu'à un certain point, renforcées mutuellement .

En première analyse, il est facile d'attribuer ce phénomène au développement croissant des échanges internationaux, qu'ils s'agissent de mouvements de biens et services.

Cette question étant à la fois complexe et controversée, relevons simplement quelques éléments qui paraissent essentiels : Ces effets prix sautent aux yeux quand ils prennent la forme d'une hausse des prix à l'importation. Dans ce cas des importations, s'il s'agit de produits non concurrentiels, une hausse se répercute sur les prix de revient des industriels pour les matières premières et produits intermédiaires, sur les prix de détail dans le cas de produits finis. S'il s'agit de produits concurrentiels, il se produit des influences réciproques entre importations et concurrents intérieurs.

A titre illustratif, les fortes pressions inflationnistes au Maroc durant le premier semestre 2022 sont d'origine externe que par des facteurs intrinsèques notamment suite à l'augmentation des prix des produits énergétiques et alimentaires, mais aussi à la hausse de l'inflation chez les principaux partenaires économiques. Ceci dit que c'est une inflation importée et Bank Al-Maghrib l'a bien souligné dans les deux derniers rapports de politique monétaire.

De ce fait, BAM s'aligne sur la trajectoire des grandes Banques Centrales à l'international pour lutter contre une inflation usuellement importée au Maroc où plus de 50% des importations du Maroc se font en Dollar et concernent principalement les produits énergétiques et céréaliers. Cette situation a propulsé l'hiatus entre le cours de référence du Dirham et son Mid panier à plus de +3,60%, soit un plus haut depuis la mise en place de la réforme de change en 2018 où ce dernier se rapproche ainsi du seuil haut de la bande de fluctuation du dirham fixé à 5%. Dans ces conditions, la parité Dollar/Dirham atteint son apogée de plus de 10 ans, à 10,81, en hausse de +17% depuis le début de l'année.

Au niveau du circuit économique, les prix échangeables représentent plus de 90% de la structure des prix au Maroc. C'est pour dire que toute oscillation à la

hausse ou à la baisse des prix des inputs affecte le niveau de l'inflation. L'arme dont dispose Bank Al-Maghrib pour juguler l'inflation n'est autre que la politique monétaire à travers la hausse ou la baisse des taux directeurs pour prévenir tout désancrage des anticipations d'inflation et assurer les conditions d'un retour rapide à des niveaux en ligne avec l'objectif de stabilité des prix.

Bien que les prévisions de la Banque Centrale tablent sur un taux d'inflation de 2,4% en 2023, nous pensons que le revirement du cycle inflationniste dépend encore des effets de la guerre en Ukraine qui persiste encore parce que si le conflit russo-ukrainien prend une autre tournure, les hypothèses retenues par la Banque Centrale seraient perturbées et l'inflation repartirait à la hausse.

D'ailleurs, Fitch Solutions avait anticipé une nouvelle hausse, cette fois plus forte, du taux directeur de 100 points de base, pour le porter à 3% cette fin d'année en raison notamment d'une Banque centrale européenne (BCE) plus belliciste (étant donné que l'euro a la pondération la plus élevée dans le système monétaire géré du Maroc) et de pressions inflationnistes soutenues, et des performances économiques plus fortes que prévu, ainsi que la baisse des réserves de change qui pèsent davantage sur le Dirham.

Bank Al-Maghrib justifie la dernière hausse du taux directeur à 2,50% par ses prévisions du retour de l'inflation à des niveaux modérés en 2023 et non pas par ses sources qui ne sont pas monétaires. Cependant, avec les incertitudes que connaît le monde actuellement, le scénario de la perpétuité de la hausse générale des prix est fort probable. Un tel synopsis pousserait les autorités monétaires, à nouveau, à relever leur taux directeur, dans le souhait de faire face à l'inflation, qui n'est pas monétaire, chose qui ne va que préjudicier davantage l'économie Marocaine.

## **A DIEU ABDERRAOUF : Un Humour et une Comédie d'exception**

*Chronique publiée sur notre site [www.maghriti.ma](http://www.maghriti.ma) le 03/01/2023*

Ce n'est un secret pour personne que non seulement le monde de l'art et de la comédie Marocain est en deuil, mais aussi les téléspectateurs Marocains, la Grande émotion du décès du grand Abderraouf qui s'est éteint ce Lundi 2 Janvier 2023 à Casablanca, suite à une longue maladie, à l'âge de 86 bougies.

Connu du grand public, ces arlequinades étaient satiriques, il était doté d'une grande clownerie et d'une farce sans égale. Né le 27 décembre 1936 à Casablanca, qui a découvert sa passion pour le théâtre et la comédie en détention par les autorités coloniales : Emprisonné par les autorités coloniales au début des années 1950, ce précurseur du stand-up au Maroc dévoile son talent théâtral pour égayer la froideur de la prison. Une fois libéré, Abderraouf quitta sa ville et forme une troupe de théâtre avec des anciens codétenus. Ils jouent dans des cafés en adaptant des textes de Molière. Abderraouf exerça plusieurs métiers avant de revenir à l'art et en faire son métier après un grave accident de voiture.

Le virus de la comédie lui a été transmis durant les années 1960, en créant le personnage burlesque ABDERRAOUF inspiré d'un camarade de classe, véritable incarnation de la sottise. D'ailleurs son nom Abderraouf est devenu synonyme de ridicule dans le langage populaire Marocain. Il est devenu l'une des figures comiques les plus populaires au Maroc à travers le personnage clownesque Abderraouf, qui, avec beaucoup de dérision, de sarcasme et d'ironie, traitait des sujets les plus outrecuidants.

Je n'ai malheureusement jamais rencontré ABDERRAOUF, cependant je l'ai côtoyé à travers ses farces et comédies burlesques, caricaturales et clownesques en allant au Théâtre, sur le petit écran dans feuilletons, séries et sitcoms et surtout depuis ma tendre enfance, je l'écoutais beaucoup avec tant d'attention et d'admiration sur les vieux disques 33 tours et 45 tours où je passais des heures et des heures à l'écouter. Mon Dieu qu'il nous a fait passer comme moments

merveilleux dans la simplicité la plus totale avec souvent juste un modeste bureau et une rudimentaire chaise.

Figure emblématique du grand père des Arts, le théâtre. Pour pièce à conviction, le public Marocain se souviendra d'ABDERRAOUF par son "tarbouche rouge", ses sketches qui font toujours rire petits et grands même ceux qui n'ont pas vécu l'époque de ses spectacles à guichet fermé, ses sketches à succès enregistrés sur cassettes et ses rendez-vous attendus avec impatience sur la télévision nationale et j'en fait partie.

Il suffit d'écouter une réplique d'ABDERRAOUF pour plonger dans le rire. Cette icône de l'humour au Maroc remémorera toujours de bons moments de réunions familiales et surtout un talent qui a inspiré des générations d'humoristes et d'acteurs Marocains. Avec son saroual coloré, son gilet, son tarbouche rouge, sa voix spéciale, sa personnalité touchante et son humeur hors pair, le personnage d'Abderraouf ou «Ouf» est gravé dans notre imaginaire collectif. Avec un air naïf et ridicule, une comédie populaire, il abordait des thématiques qui touchent la culture de la société Marocaine.

En dépit de son seul et unique personnage ABDERRAOUF, il ne tombait jamais dans la monotonie. Le parrain des humoristes Marocains avait une vision sur la société. Il savait passer le message par son corps, sa voix avant son texte.

La voix nasillarde, le style bouffon et la chéchia rouge de «Si Ouf» sont devenus une allégorie et emblème de l'humour Marocain. Il a porté le Maroc à travers l'Europe où son talent a séduit les Marocains et les Marocains du Monde.

Une grande apothéose lui a été consacrée en le nommant à Anvers en 2011 «Meilleur humoriste Marocain du 20ème siècle» par la Fondation des Nuits de l'humour Arabe. ABDERRAOUF a rencontré un grand succès à la télévision avant d'être un peu oublié par la presse et les professionnels de la comédie. Mais le grand "Louis de Funès du Maroc" a refusé de tomber dans les oubliettes : Il revint dans les années 2000 avec de premiers rôles sur les grands écrans grâce au réalisateur Nassim Abassi où ABDERRAOUF a joué dans «Mon oncle» et

«Majid», ainsi que « BILA HOUDOUD », le Chauffeur, et la bicyclette de Ba Larbi..

Aussi, le 16<sup>ème</sup> Festival International du Film de Marrakech avait rendu un vibrant hommage au César de la comédie ABDERRAOUF connu pour son style sans égale qui secrète toujours la sérotonine et l'endorphine.

Cet artiste précautionneux et attentif au grand Feeling apportait de sa personne pour son personnage. Derrière le personnage spécifique d'ABDERRAOUF connu pour ses grimaces se dissimulait un homme au tempérament et à l'instinct bien affirmé et un père de famille qui communique le modèle pour ses enfants comme pour beaucoup de jeunes Marocains.

La disparition d'ABDERRAOUF a suscité un grand émoi parmi la famille artistique, les professionnels des médias et surtout chez le grand public, comme le démontrent les larges réactions de sympathie sur les réseaux sociaux.

Le Public Marocain, la presse écrite et audiovisuelle ici au Maroc et ailleurs se remémoreront d'un comédien qui avait le cœur sur la main, altruiste qui a transmis les dédales de ses sketches et ses gags qu'il savait manier avec habileté et maestria à toute une progéniture de comédiens.

De l'avis de ceux qui l'ont côtoyé, ABDERRAOUF était une hybridation de philanthropie, de simplicité, artiste dans l'âme, apprécié pour ses qualités humaines et comédiennes, marqué les esprits tant par son humour que par son engagement.

Ce n'est pas seulement sa famille qui a perdu ABDERRAOUF, c'est tout le Maroc, sa famille artistique et à l'ensemble des fans qui ont perdu ABDERRAOUF, un comédien d'une grande exception, d'un grand talent qui a jalonné la scène artistique par sa créativité, son style, ainsi que les rôles qu'il a interprétés et qui resteront gravés à jamais dans le répertoire artistique Marocain.

S'il y a un cercle des poètes disparus, tout aussi, il y a un cercle des comédiens disparus, lui, ABDERRAOUF en fait partie. Certes, il nous a quittés, mais ses

gags, ses scènes caricaturistes resteront immortelles et indélébiles. Tu nous manques tant ABDERRAOUF. Puisse le tout Puissant t'accueillera en sa Sainte Miséricorde. A DIEU ABDERRAOUF.

FOR AUTHOR USE ONLY

## **"NIYA" entre l'héritage islamique du passé et coaching et loi de l'attraction du présent**

*Chronique publiée sur notre site [www.maghriti.ma](http://www.maghriti.ma) le 12/01/2023*

Si les Lions d'Atlas ont épaté le monde lors du Mondial 2022, ils ont tout aussi internationalisé le concept "NIYA". En effet, c'est grâce à l'entraîneur technique Marocain Walid Regragui qui a emprunté le concept de "NIYA» pour enthousiasmer et exalter les Lions d'Atlas tout en gravant les échelons pour arriver au carré magique du quart de finale de la coupe du monde.

Faut-il rappeler que la "NIYA" est un concept foncièrement islamique utilisé par سيدنا محمد رسول الله صلى الله عليه وسلم : Le Commandeur des Croyants, Abou Hafs Omar ben El-Kattab رضي الله عنه a dit : J'ai entendu l'Envoyé de DIEU صلى الله عليه وآله وإنيما لكل امرئ ما نوى إنما الأعمال بالنيات qui veut dire que " Les actions ne valent que par leurs intentions. Chacun ne recevra la récompense qu'il mérite que selon ce qu'il a entendu faire. La "NIYA" en Islam fait partie intégrante de l'éthique, basée sur la bonne foi.

Elle a occupé une place de choix dans la littérature religieuse des Érudits des hadiths علماء الحديث. Cette dernière qui peut être traduite étymologiquement par le vocable "Intention", "Détermination" est considérée comme la base sur laquelle s'étaie l'action, la foi et la ferme Volonté d'agir sans aucune hésitation.

La "NIYA" n'a jamais été autant ravivée et revigorée où moult Coachs internationaux s'interpellent et s'interrogent sur l'explication de cette notion miraculeuse qui, après les prouesses des Lions d'Atlas contre l'Espagne, la Belgique et le Canada, est sur toutes les langues et paraît sur tous les manchettes, sur les drapeaux, car ils semblaient croire en le spiritisme et de l'archimague de la "NIYA" pour avoir accès et atteindre l'excellence et la gloire.

Les missives de Walid Regragui à son Team les Lions d'Atlas, appelant à croire en la "NIYA", ont été repris par les médias qui ont inondé la coupe du monde Qatar 2022. La "NIYA" est devenue internationale, rattachée au succès, à la gloire.

La mouture ultramoderne de la "NIYA" c'est une variante récente qui puise son essence dans la conception islamique où les Coachs enseignent, aujourd'hui, en développement personnel destinée à améliorer les compétences et la performance d'un individu, d'un groupe ou d'une organisation, grâce à l'amélioration des connaissances, l'optimisation des processus et des méthodes d'organisation et de contrôle.

Cette méthode moderne est utilisée afin de ressourcer l'être humain par une détermination invincible, une opiniâtreté ferme en se focalisant sur le triomphe et non les obstacles, sur le succès et non l'échec. Elle est aujourd'hui présente dans tous les domaines de la vie, sportif, professionnel, nutritionnel, parental, scolaire, etc.

la "NIYA" notion fondamentalement islamique, c'est ce qu'on appelle actuellement la loi de l'Attraction qui est la croyance qu'en se polarisant sur des pensées positives, les personnes peuvent apporter des expériences positives et édifiantes dans leur vie.

Notre conscience influence nos résultats où il y a une connectivité directe entre nos pensées et la réalité. Si nous nous concentrons sur nos désirs et nos rêves, ils deviennent réalité. Si nous sommes positifs et croyons fermement en nos habilités, nous attirons la réussite et le succès.

Les adeptes de ce credo associent généralement des techniques de recadrage cognitif avec des affirmations et des visualisations créatrices pour substituer des pensées défaitistes ou auto-destructrices -négatives- par des pensées plus autonomes et adaptées -positives-.

Cette croyance est bâtie sur l'idée que les personnes et leurs pensées sont à la fois de la " pure énergie", et que, par le processus de " l'énergie attire une énergie semblable" une personne peut améliorer ses performances, sa propre santé, sa richesse, et ses relations personnelles.

C'est ce qui est arrivé avec la sélection Saoudienne en coupe du monde Qatar 2022 où avant le match contre l'Argentine, Hervé Renard a interpellé l'Equipe de l'Arabie Saoudite en changeant leur subconscient défaitiste à l'égard de la sélection de Léon Messi considérée dans leur inconscient comme une équipe imbattable et favori à la coupe du Monde: "Vous ne sentez rien ? Vous ne croyez pas qu'on peut les rejoindre ? Ils jouent comme ça, détendus... Allez les gars, c'est une Coupe du monde, donnez-tout !". C'est une intervention en anglais, traduite en arabe mais dont on comprend les ressorts émotionnels de croire en la "NIYA" des talents de Team Saoudien.

Dans le vestiaire, à la pause, Hervé Renard a délivré une tirade qui restera gravée dans les annales de la Coupe du monde. Une périphrase enragée et sans concession pour ses joueurs Saoudiens, dans le but de les doper et revivifier de pensées positives de réussite et de prédétermination, ce qui leur a galvanisé de fermeté, de foi, d'acharnement, de frénésie, d'émotion, de "NIYA" en la réussite et en effet la "NIYA" ou dit autrement la loi de l'Attraction a joué son jeu où en juste l'espace de 5 minutes, la sélection Saoudienne marqua deux buts ; le plus grand exploit de l'histoire de l'Arabie Saoudite qui a battu le détenteur de la coupe du monde par une victoire 2 buts à 1 face à l'Argentine de Lionel Messi.

D'ailleurs, cette vidéo du discours saisissant et vibrant d'Hervé Renard a été visionnée des Millions de fois, un speech qui a enflammé en faisant sensation sur les réseaux sociaux du quatre coins de la planète.

Ainsi, Hervé Renard, à travers la "NIYA" ou dit autrement la loi de l'Attraction a changé ou a effacé efficacement les schémas de pensée négative des joueurs Saoudiens (que Léon Messi et sa bande sont inattaquable en « ressentant » (par

la visualisation créatrice) que les changements souhaités se sont déjà produits. Cette combinaison de pensée et d'émotion positives permettrait d'« attirer » des expériences et des opportunités positives en se mettant en résonance avec la « Loi » énergétique proposée.

En substance, la "NIYA" un héritage du passé purement islamique est toujours d'actualité et qu'elle apporte à chaque personne les conditions et les expériences objets de leurs pensées, attentes et désirs prédominants.

La "NIYA", c'exactlyment la loi de l'attraction qui fonctionne universellement sur tous les plans d'action, et nous attirons tout ce que nous désirons ou attendons. Si nous désirons une chose et en attendons une autre, nous nous divisons en un conflit intérieur, et ceci amène rapidement à des résultats désolants. Déterminez-vous résolument à n'attendre que ce que vous désirez, alors vous n'attirez que ce que vous désirez.

La "NIYA" permet de reprendre le pouvoir sur sa vie et sur son destin prétendant faussement être négatif.

Adhérer à cette conviction consiste à penser que rien n'est impossible. Il s'agit avant tout d'une question d'état d'esprit : Les obstacles ne sont pas des dangers, car elle aide l'être humain à mieux les appréhender et la transformer en opportunités. Par ailleurs, la "NIYA" a un effet bénéfique au niveau de la pensée, c'est-à-dire que la personne développe de plus en plus de pensées positives et de moins en moins de pensées négatives. Se répéter ces pensées positives contribue non seulement à développer une émotion positive mais aussi à améliorer la confiance en soi et l'estime de soi.

La "NIYA» agit sur la puissance de l'esprit subconscient en proposant à l'être Humain de prendre le plein contrôle de ses pensées, dans le but de réaliser des choses dans la vie, avec l'esprit, autant que par l'action.

En somme, la "NIYA" avec la condition sine qua non quand on y croit, donne des ailes, permet d'affronter le risque, d'être audacieux et croire que tout est

possible. La "NIYA" booste l'ambition, stimule la détermination et l'énergie positive et permet de croire en soi et en la réussite. C'est in fine (تفاءلوا بالخير تجدوه ) (وتوقعوا الأجل يقع بإذن الله).

FOR AUTHOR USE ONLY

FOR AUTHOR USE ONLY

## **Le Forum de Davos 2023 à l'ère d'une géopolitique mondiale fragmentée**

*Chronique publiée sur notre site [www.maghriti.ma](http://www.maghriti.ma) le 18/01/2023*

Créé en 1971, le fameux Forum économique mondial de Davos réunit chaque année le milieu des affaires, responsables politiques et d'organisations internationales, intellectuels, et journalistes afin de débattre des enjeux de la mondialisation, a ouvert son bal hier Mardi à Davos pour sa 53<sup>ème</sup> édition après deux années de reports et d'annulations pour cause de Covid19.

Le Forum de Davos, qui a longtemps chanté en chorale les vertus du libre échange en donnant le ton d'une mondialisation heureuse, a entrouvert ses portes dans un climat diamétralement différent : La mondialisation est en panne d'inspiration, la guerre est en Europe, et la géopolitique mondiale érige de nouvelles murailles.

La normalité n'est plus ce qu'elle était. Les crises foisonnent et s'entremêlent comme l'a souligné le bâtisseur du Forum, Klaus Schwab : L'économie mondiale est accolée à des antagonismes immenses. La croissance s'est essoufflée où selon les dernières prophéties de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques OCDE publiées hier Mardi 17 Janvier 2023 de l'économie mondiale va subir un coup de frein passant de 3,1% en 2022 à 2,2% en 2023, avant de rebondir à 2,7% en 2024, tandis que la forte inflation s'est généralisée à l'ensemble des pays et des produits et s'avère persistante.

Les ruptures d'approvisionnement énergétique pourraient faire encore ascensionner les prix. Les hausses en cascade de taux directeurs nécessaires pour endiguer l'inflation, accentuent les fragilités financières. La guerre que mène la Russie contre l'Ukraine a provoqué un choc de très grande ampleur sur les prix de l'énergie, sans précédent depuis les années 1970.

L'économie mondiale paie une lourde "fustigation" à la hausse des prix de l'énergie, qui risque de s'aggraver en cas d'insuffisance des stocks de gaz européens et exacerbe les risques de surendettement dans les pays à faible revenu, mais aussi d'insécurité alimentaire.

Dans un tel contexte tumultueux, un rationnement de l'énergie pourrait s'imposer en Europe et les pays du monde entier pourraient en pâtir, sur fond de renchérissement du gaz à l'échelle mondiale. Il en résulterait une atrophie de la croissance et une augmentation des prix en Europe et dans le reste du monde.

En substance, Davos 2023 est acculé à des défis qui se chevauchent et s'entremêlent : la crise climatique, une pandémie mondiale, des conflits armés, l'insécurité alimentaire généralisée, une inflation généralisée et des millions de personnes ébranlés par les bas salaires ou le chômage.

D'antan, Davos rêva d'une libre circulation des marchandises et des capitaux, une intégration des chaînes de production à l'échelle mondiale, et de la technologie pour le bien commun, mais, hélas, autant en emporte le vent, s'est heurté à des obstacles géopolitiques mondiales: L'incertitude est partout, le libre-échange, prôné par les ultralibéraux de DAVOS, est mal en point, la guerre hante l'Europe et la récession semble être l'horizon commun à tous.

Pour preuve, le milieu des affaires qui converge vers la Mecque du business est sans boussole où après avoir fait preuve d'un optimisme débordant l'an dernier, les dirigeants d'entreprise sont passés à l'extrême inverse de pessimisme : Près de 80 % des PDG mondiaux anticipent une baisse de la croissance économique mondiale au cours de l'année à venir, selon la 26<sup>ème</sup> édition de l'enquête « Global CEO Survey » du cabinet PwC réalisée auprès de plus de 4.400 dirigeants de 105 pays et publiée à l'occasion du forum de Davos.

D'ailleurs l'intitulé de la thématique de cette année 2023 est très révélatrice "La coopération dans un monde fragmenté" où le forum de Davos escompte ressouder un monde qui se fragmente et où les participants à Davos analyseront

comment le double déclenchement de la pandémie de COVID19 et de la guerre en Ukraine ont ébranlé un système mondial déjà velléitaire.

En somme Davos dans sa 53<sup>ème</sup> édition n'a jamais été rencogné à des enjeux et des défis aussi inédits qu'en 2023 où le monde se remet d'une pandémie globale, en s'efforçant de contenir les contrecoups ravageurs de l'anathème climatique et surfé dans un typhon géopolitique mondiale en Burn-Out suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Une invasion qui n'a pas manqué de préoccuper, non seulement le milieu des affaires et les organisations syndicales, mais aussi les différents responsables nationaux et internationaux, réunis au Forum Economique Mondial de Davos, et à leur tête les institutions de Brettons Woods, le Fonds Monétaire international (FMI) qui s'interpellent sur la manière de réprimer ce qu'on appelle la fragmentation géopolitique marquée par un affaiblissement de multilatéralisme et un retour vers le protectionnisme, à même à réformer les systèmes de la gouvernance mondiale, afin de rétablir la confiance et le renforcement de la coopération internationale déjà émiettée.

La Chine et sa "maniaquerie" politique "zéro Covid" : Alors que la plupart des autres pays sont revenus à une situation normale, la Chine est submergée en ce mois de janvier 2023 par une importante vague d'infections et de décès due au Covid19 et la population subit jusqu'à ce jour les affres d'un confinement extrêmement draconien qui ne cesse d'avoir des effets pervers sur l'économie mondiale où le pays est en train de propager ses difficultés d'approvisionnement au reste du monde et attise une géopolitique mondiale déjà compliquée et fragmentée.

L'économie mondiale ne peut se soustraire de l'instabilité d'une géopolitique internationale dispersée et disloquée battant en brèche la rémission de l'économie internationale, d'autant plus qu'outre la contorsion des finances publiques, du durcissement des politiques monétaires, du regain du protectionnisme et des pressions inflationnistes, suite, notamment, aux

augmentations des prix des carburants, d'autres produits d'importation essentiels comme les produits alimentaires et l'épineuse problématique de l'énergie.

Dani Rodrik avait raison de critiquer impétueusement la mondialisation économique portée à outrance, et suggère une explication plus pondérée des raisons pour lesquelles la psychose hyper-mondialiste des gratins et des technocrates a calfeutré les nations dans la réalisation d'objectifs économiques et sociaux légitimes à l'intérieur de leurs espaces nationaux : prospérité économique, stabilité financière et équité.

Dani Rodrik plaide pour une économie mondiale pluraliste où les États-nations conservent suffisamment d'autonomie pour élaborer leur propre contrat social et développer des stratégies économiques à la mesure de leurs besoins.

Au lieu de réclamer des frontières fermées et de défendre le protectionnisme, Dani Rodrik montre comment nous pouvons restaurer un équilibre raisonnable entre gouvernance nationale et gouvernance mondiale et trace une feuille de route d'avenir en proposant des moyens novateurs pour réconcilier les actuelles tendances inégalitaires de la géopolitique et des technologies avec la démocratie et l'inclusion sociale.

## **Davos 2023 : un Forum économique et une mondialisation aux pieds d'argile**

*Chronique publiée sur notre site [www.maghriti.ma](http://www.maghriti.ma) le 24/01/2023*

Le Forum économique mondial, qui réunit chaque année le milieu du Business International, responsables politiques, organisations internationales, intellectuels, et journalistes afin de débattre des paris et des challenges de la mondialisation, a fermé ses rideaux Vendredi 20 Janvier 2023 sur des débats de la géopolitique mondiale d'après Covid et d'après guerre Ukraino-Russe.

Les débats de Davos 2023 ont peu porté sur les solutions et les partenariats public-privé pour relever les défis mondiaux les plus impérieux telque les disettes énergétiques et alimentaires dans un contexte de changement climatique , de l'envolée de l'inflation , des risques de dettes publiques non honorées et de récession économique, du conflit russo-ukrainien et des bouleversements géopolitiques qui l'accompagnent, des aides humanitaires et de la reconstruction alors qu'on a cru qu'ils ambitionneront dans la 53<sup>ème</sup> édition d'améliorer l'état du monde et de tenter de trouver des solutions impératives aux grands problèmes urgents de la géopolitique internationale.

Les discussions ont basculées et centrées sur comment les 3 premières puissances mondiales USA, Europe et la Chine vont cohabiter ensemble dans une nouvelle ère économique d'après Covid et Post guerre en Ukraine de façon plus ou moins autonome. De ce fait, les masqués sont tombés au Davos 2023 et d'ores et déjà il n'y a plus de grandes puissances que ce soit les USA ou la Chine qui veut jouer à la philanthropie de l'Organisation Mondiale du Commerce OMC.

Dans cette kermesse des riches, on a remarqué comment la Chine et les USA défendirent farouchement leur intérêt ; des intérêts qui s'apparentent à des stratégies d'équilibre de Nash, dans lequel chacune des parties ne peut rompre l'équilibre qu'en s'exposant à être détruit ou ce qu'on appelait à l'époque de

la guerre froide, l'équilibre de la terreur ou destruction mutuelle assurée entre, d'une part par l'Union soviétique (et ses satellites au sein du Pacte de Varsovie), et d'autre part par les États-Unis (et ses alliés au sein de l'OTAN).

L'Union Européenne aussi dans ce Forum économique fustigea la loi IRA "Inflation Reduction Act" et son volet protectionniste, laquelle conjugue non seulement des investissements massifs dans le secteur de l'énergie et en faveur du climat, mais aussi de fortes subventions de 400 Milliards de Dollars d'aides à la relocalisation sur le sol Américain, comme les véhicules électriques, les batteries ou encore les projets d'énergie renouvelable.

De telles subventions font craindre à l'Europe une distorsion de concurrence et un exode de ses industriels de l'autre côté de l'Atlantique. Venant d'un Etat allié, le coup sera rude pour les industriels Européens. A défaut de subventions équivalentes, Paris cherche à convaincre Bruxelles d'imposer des mesures de rétorsion. L'IRA va amplifier la prise de conscience de la part des Européens qu'ils sont de plus en plus pris en étau entre deux superpuissances avec les Etats-Unis qui prennent le chemin comme la Chine d'une économie de plus en plus dirigée et protectionniste pour paraphraser Elvire Fabry, experte de politique commerciale à l'Institut Jacques Delors.

De telles désagréations sont à la base des lignes de fracture géopolitiques, une fragmentation géoéconomique qui pourrait coûter à l'économie mondiale jusqu'à 7% du PIB, voire jusqu'à 8 à 12% dans certaines économies et pourrait réduire le PIB mondial de 0,2% selon le dernier rapport du Fonds monétaire international FMI publié le 15 Janvier 2023, un jour avant l'ouverture du forum.

Le Forum de Davos n'est plus considéré comme le temple de la mondialisation, il est plutôt un sommet post-mondialisation : La crise sanitaire, le retour de la guerre en Europe, la menace chinoise sur Taïwan, la flambée des prix de l'énergie et le dérèglement climatique ont mis fin à la perception d'un monde ouvert. Les mots récurrents au Forum Davos 2023 sont : résilience, adaptation ou souveraineté économique nationale où la Ministre du Commerce et de l'Industrie des Pays-Bas défendait la souveraineté industrielle de l'Europe dans le secteur des semi-conducteurs qui est un équipementier fondamental sur l'échiquier de la chaîne d'approvisionnement mondiale.

Dans une interview diffusée sur la chaîne Américaine CBS le premier Janvier 2023, la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, a anticipé une année difficile pour l'économie mondiale, dont 1/3 devrait entrer en récession en 2023. Les trois principales économies - les États-Unis, l'Union Européenne et la Chine - ralentissent toutes simultanément. Si "les États-Unis sont en mesure d'éviter la récession", l'Union européenne a quant à elle été très durement touchée par le conflit Russo-Ukrainien, la moitié de l'UE sera en récession.

Ces multiples "Ouragans" politiques, économiques et les remous sociaux dans une époque où l'hiatus entre les riches et les pauvres se creusent un peu partout sous l'effet des crises, comme l'a montré le rapport de l'ONG Oxfam où selon ses auteurs les inégalités économiques ont atteint des niveaux alarmants et proposent une taxation "platonique" des riches pour imposer les revenus et le capital des plus aisés et les incertitudes créèrent une fragmentation accrue aux niveaux mondial et national, comme il a souligné Klaus Schwab, Fondateur et Président exécutif du conseil d'administration du WEF, lors de la cérémonie d'ouverture du Forum.

Ainsi, au regard d'une "Coopération dans un monde fragmenté" pour reprendre l'intitulé de la 53<sup>ème</sup> édition du Forum de Davos 2023 qui reflète la réalité épineuse de la géopolitique mondiale, seule une coopération accrue peut épauler l'économie mondiale et chaque économie à surmonter la crise selon les propos

même du fondateur et président exécutif du WEF, Klaus Schwab afin de freiner l'érosion de la confiance que connaît le monde.

En outre, sans une implication plus audacieuse et énergique des prépotences économiques et politiques c'est comme un coup d'épée dans l'eau pour réussir les transitions écologiques, économiques et sociales incontournables. Certes, l'on peut fulminer, protester, plaider pour une démondialisation à cor et à cri, les possesseurs des espaces économiques et politiques hégémonique ont grappillé surabondamment de capital, de know-how, de technologie pour qu'une nouvelle gouvernance mondiale et une plus répartition saine des richesses se fasse avec les damnés de la mondialisation.

Cependant, face à une fragmentation que connaît l'économie mondiale, et pour paraphraser Dani Rodrik : A la place de récriminer des espaces fermés et de plaider pour le protectionnisme et des mesures de représailles et de rétorsions économiques et commerciales, nous devons reformater et réédifier un équilibre circonspect entre gouvernance nationale et gouvernance mondiale à travers des moyens initiateurs pour réconcilier les actuelles tendances inégalitaires de la géopolitique et des technologies avec la démocratie et l'inclusion sociale par une géopolitique mondiale pluraliste où les États-nations conservent décentement d'autonomie pour rebâtir leur propre contrat social et développer des stratégies économiques à la mesure de leurs besoins.

## **Une géopolitique Méditerranéenne Française sournoise contre le Maroc**

*Chronique publiée sur notre site [www.maghriti.ma](http://www.maghriti.ma) le 30/01/2023*

" L'amitié se fortifie dans les épreuves et grandit avec le temps" dit l'adage français. Ce qui s'est passé récemment avec l'attitude sournoise du Gouvernement Français vient de sceller au contraire une belle preuve d'indignation envers le Maroc : Notre voisin, la France comploie sur le dos du Royaume, et accueille, en catimini, dans la capitale française, l'Élysée, le logographe du régime répressif Algérien, Saïd Chengriha confirmant les intentions de l'axe Paris-Alger.

Ne s'agit-il pas d'une altération et d'une déchéance qui stigmatise et ternit une géopolitique millénaire et séculaire entre Paris et Rabat en exhibant les cryptographies serpentine et sinuée de la politique étrangère Française, où l'Élysée paraphe des contrats d'armement au nom des "micmacs" et spéculations politiciennes.

Cette félonie Française qui borde l'accueil ésotérique de Saïd Chengriha révèle l'écran de fumée, la gueule taciturne et l'ambivalence du Gouvernement Français qui, d'une part, tambourine le Maroc et, de l'autre, adule l'Algérie, avec une irrévérence insidieuse et une certaine immoralité politique, une cause Nationale pour le Royaume et son peuple : La ferme Souveraineté du Maroc sur ses provinces du Sud. N'est-ce pas le substrat du cachet des contrats fructueux de fusillade où l'on sait congrûment à quoi vont servir les 23 Milliards de pétrodollars réservés par le régime Algérien à l'armement au titre de la seule année 2023 avec une envolée de plus de 120% par rapport au budget 2022.

En effet, les récents contrats d'artillerie livrés par l'Élysée, l'exhaussement colossal du budget militaire de la junte militaire intrépidement belliqueuse en 2023 et la visite de Saïd Chengriha à Paris pour décaisser les caisses du complexe militaro-industriel français viennent corroborer, un chavirage irréfutable de l'Élysée sous Mandat présidentiel de Macron vers l'Algérie au

préjudice du Maroc et de ses intérêts géostratégiques. De ce fait, ce qui s'est avéré être de la tergiversation française est dorénavant un choix manifeste qui alerte sur les irréfragables desseins géopolitiques de l'axe Paris-Alger.

Regardons-nous en face, disons les 4 vérités en face à la France : Que représente la visite de Saïd Chengriha à Paris et le contrat du siècle de l'armement signé avec l'Elysée ? Assurément, des fusils pour flinguer et ébranler notre Patrie et attiser le feu du conflit stéréotypé et chimérique autour des sables d'Or du Maroc.

Avouons-le, aujourd'hui, il y a une vérité diplomatique sournoise et insidieuse à éclipser où Paris est écartelé entre sa relation stratégique avec le Maroc, ses équivoques profondes avec le Maroc au sujet des fondamentaux et des invariants du Royaume et ses liaisons contraintes avec l'Algérie.

Plusieurs apostrophes interpellent notre politique de Voisinage avec la France, en particulier et avec l'Union Européenne en général :

Pourquoi Paris a-t-elle préféré de tourner les armes françaises contre le Maroc ? La France n'est-elle pas entrain de préjudicier le voisinage à cause de juteux contrats avec Alger ?

La visite du chef d'état-major de l'armée Algérienne par l'achat des armes contre notre Patrie ne constitue-t-elle pas un test de fiabilité de nos relations et de leur sincérité, et de savoir si elles ne sont pas réduites à un simple slogan ? Historiquement, aux temps d'épreuve du voisinage, le Maroc n'a-t-il pas soutenu la France lors de la Seconde Guerre mondiale par les "GOUMIERS MAROCAINS" soldats d'élite ?

Curieusement, quand il s'agit de se coaliser avec l'Algérie, le Maroc sort du radar de la France, mais quand il s'agit de la politique migratoire ou de terrorisme, le Maroc redevient le gendarme de l'Union Européenne. Étonnamment, Alger dont le régime est d'une grande précarité, dépourvue de toute légitimité politique, confronté à un désaveu interne sans précédent, d'un

pouvoir militaire maladroitement récusé par les Algériens eux-mêmes, combien apparaît, au contraire, très fréquentable aux yeux de l'Elysée.

La fréquence de ces errances Algériens en France est qu'elles interfèrent avec un contexte politique singulier où la dextérité diplomatique Marocaine cherche à persuader Paris de trancher le nœud gordien de la reconnaissance de la souveraineté du Maroc sur ses sables comme l'avait fait ostensiblement et sans détour la maison blanche lors du mandat du républicain Donald Trump et confirmé par le démocrate Joe Biden.

La génuflexion d'Alger pour Paris a bel et bien une raison : Les généraux Algériens savent indubitablement que Paris possède la dernière cheville pour mettre en sarcophage le phantasme séparatiste du Polisario. Dit autrement, les militaires Algériens savent pertinemment que si la diplomatie Française scelle à découvert l'orientation de Washington, elle entraînera derrière elle l'ensemble de l'armature Européenne.

Et pertinemment le fait que Paris carote cette carte et sa capacité d'entraînement Européen que le régime militaire Algérien est en train de s'incliner à l'Elysée en lui consentant toutes les privilèges politiques économiques et stratégiques à même d'empêcher Paris de se rallier du côté de Rabat pour son droit irréversible de son Sahara.

Pour reprendre, in fine, les proses du Souverain su 20 Aout 2022 à l'occasion du 69<sup>ème</sup> anniversaire de la Révolution du Roi et du Peuple, le dossier du Sahara est le prisme à travers lequel le Maroc considère son environnement international. C'est aussi clairement et simplement l'aune qui mesure la sincérité des amitiés et l'efficacité des partenariats qu'il établit. S'agissant de certains pays comptant parmi nos partenaires, traditionnels ou nouveaux, dont les positions sur l'affaire du Sahara sont ambiguës, Nous attendons qu'ils clarifient et revoient le fond de leur positionnement, d'une manière qui ne prête à aucune équivoque.

Avec de vrais partenaires, on ne manœuvre pas derrière le dos sur une question fondamentale, enraciné dans l'ADN de plus de 36 Millions Marocains qui est le SAHARA.

FOR AUTHOR USE ONLY

## **Géopolitique Sud-Méditerranéenne envers le Maroc : Quels sont les dessous d'une géostratégie Espagnole ?**

*Chronique publiée sur notre site [www.maghriti.ma](http://www.maghriti.ma) le 22/02/2023*

Feu Hassan II n'a-t-il pas utilisé l'illustre allégorie pour définir " le Maroc est un arbre dont les racines plongent en Afrique et qui respire par ses feuilles en Europe."

Le chef de l'Exécutif Espagnol a fait sienne cette phrase de Feu Hassan II de façon pragmatique ; la 12<sup>ème</sup> Réunion de Haut Niveau mixte Morocco-Espagnole tenue à Rabat le 2 février 2023, les récentes déclarations du Souverain Espagnol Felipe VI et du Chef du Gouvernement Espagnol Pedro Sanchez, sur le partenariat avec le Maroc vital pour les deux pays, essentiel pour les deux continents, les faits et la réalité qui confirment l'importance du Maroc pour l'Espagne, et pour l'Europe mettent tout l'éclairage et le pragmatisme sur cette célèbre métaphore de Feu Hassan II.

Déjà, Mercredi 25 Janvier 2023 à Madrid, le Souverain Espagnol Felipe VI, dans une allocution à l'occasion d'une réception accordée aux Ambassadeurs accrédités en Espagne, affirma que la réunion de haut niveau entre le Maroc et l'Espagne permettra d'approfondir "les vastes relations bilatérales" tout en rappelant que le voisinage naturel de l'Espagne et les liens étroits qui nous unissent dans différents domaines ne doivent pas être négligés et ce en replaçant le partenariat dans la permanence du fait de l'histoire et de la géographie.

Certes, la décision de lubrifier la mécanique économique entre le Maroc et l'Espagne n'est pas primesautière, mais judicieusement réfléchi par l'Exécutif Espagnol et ce pour plusieurs raisons économiques et géopolitiques :

– Primo, l'Espagne sait opportunément que le Maroc est le trait d'union géostratégique entre la Méditerranée et l'Afrique à travers une clairvoyance

Royale persuasive qui apostrophe les Espagnols, Méditerranéens, les Européens et les Africains,

– Secundo, le Royaume d'Espagne a appréhendé les séquences vertueuses porteuses de co-développement, de coproduction et du partenariat (avec la signature d'une vingtaine d'accords destinés à faciliter les investissements espagnols au Maroc) avec un pied au Nord (Europe) et un pied au Sud (Afrique) de leur chaîne de valeur industrielle. Cette stratégie permettra à Madrid, de bénéficier de la proximité géographique, d'une part, et de la complémentarité entre des pays matures et vieillissants au Nord, et des pays jeunes et émergents au Sud, d'autre part,

– Tertio, l'Espagne sait indubitablement que face à la concurrence des USA et de la Russie, la Chine courtise l'Afrique en délocalisant plus de 85 Millions d'emplois manufacturés en Afrique, une offensive géopolitique menée à la fois par les entreprises publiques et privées, les décideurs politiques et les diplomates, lui permettant de s'ancrer sur la rive Sud Méditerranéenne pour approvisionner l'Europe. De ce fait, l'Espagne pointe le Maroc, car il est l'itinéraire géostratégique vers les créneaux chinois,

- Quarto, l'Espagne sait que le terrain entre l'Europe, à travers l'Espagne et l'Afrique via le Maroc est toujours en friche ; un raccordement en jachère qui accouplera l'Afrique du Nord à l'Afrique Subsaharienne en pleine ébullition économique à travers des secteurs tel que le transport, la logistique, l'énergie, ainsi que le développement des provinces du Sud du Maroc qui sont entrain d'être enrichies et fortifiées de zones industrielles, de zones franches, de technopoles et de clusters industriels. L'Espagne sait immanquablement que l'axe Rabat-Madrid est le pivot fructueux des relations entre le Nord, le Sud de la Méditerranée et le reste de l'Afrique.

A ce titre, l'Espagne, en complémentarité avec le Maroc et ses partenaires de la rive Sud, est plus que jamais interpellée à peser dans la région Méditerranéenne, notamment à travers l'Union pour la Méditerranée UPM qui, faut-il rappeler, est

une organisation intergouvernementale fondée le 13 juillet 2008, lors du Sommet de Paris pour la Méditerranée qui est destinée à renforcer les acquis du Partenariat euro-méditerranéen (Euromed) mis en place en 1995 sous le nom de Processus de Barcelone regroupant 43 pays sur la base d'une co-présidence paritaire entre les rives sud et nord de la mer Méditerranée.

– Quinto, Madrid sait que le Maroc recèle d'énormes gisements économiques et de potentialités, humaines et naturelles, pouvant être un relais de croissance et de dynamique économique pour l'Espagne et l'Europe.

Une telle vertu géostratégique impliquerait, de la part de Madrid, une coopération plus engagée et plus responsable, en concordance avec les priorités de l'agenda du Maroc, tout en fédérant le rôle de Rabat en tant que protagoniste incontournable dans le reformatage de la Politique Européenne de voisinage.

Madrid pense, en terme dialectique : La stabilité et la sécurité de l'Europe, de même que sa dynamique économique et productive, passent indéniablement par la stabilité et le développement du sud de la Méditerranée et de l'Afrique ; que le progrès économique du Maroc est liée à celle de l'Espagne et inversement, termes qui ont été d'ailleurs utilisés dans l'épître adressée au Souverain Marocain par le chef de l'exécutif Espagnol Pedro Sanchez.

Sous cet angle, Madrid pense qu'il est impérieux de refonder les conditions économiques et sociales à même d'enfanter de nouveaux modèles de dynamique économique, plus endogènes, plus durables et plus inclusifs porteurs d'investissement, de croissance, de revenus et d'emploi qui seront altruistes et plus avantageux au Maroc à l'Espagne et à toute la ceinture Sud-Méditerranéenne.

Aussi, la grande apostrophe de la promotion des valeurs culturelles pour prémunir les jeunes de toute forme d'outrance et d'extrémisme ne doit-elle pas figurer dans l'agenda de l'Espagne ? Madrid l'a bien pressentie, en se dotant d'une vision agencée sur des orientations aspirant à la consolidation de la coopération régionale en Méditerranée, bâtie sur la création d'opportunités

économiques en faveur des jeunes. Cependant, cette orientation ne doit pas nous faire inculquer une vision fataliste et apathique de la part du Maroc et des pays Africains; ils doivent réaliser de manière intrinsèque leur propre “ suée ” économique, sociale et politique en termes de réformes économiques, de gouvernance, de démocratie, d’État de droit, d’inclusion et d’équité sociale.

– Sexto, Madrid, qui se trouve acculée à l’épée de Damoclès de l’immigration illégale, sait inévitablement que le Maroc est l’allié stratégique pour tamponner ce fléau ; le Maroc est le seul associé fédéré sur lequel l’Europe pour s’accouder pour amplifier son omniprésence en mer Méditerranéenne dans le dessein de dissuader les prétendants à "l’Eldorado Européen ".

Madrid n’a-t-elle pas mis en avant la baisse de plus de 25 % de l’immigration illégale en 2022 grâce à sa coopération policière avec Rabat, avec 31 219 migrants entrés illégalement en Espagne en 2022 ?

Madrid tout comme l’Europe sait que sans planification et sans coordination avec le Maroc en rive Sud du Méditerranée, ce mécanisme rénové dans sa nouvelle mouture du « Pacte Européen sur la Migration et l’Asile », comme ceux qui l’ont précédé, serait un coup d’épée dans l’eau. Ne s’agit-il pas d’un même destin pour les deux rives ?

L’Espagne doit amener l’Europe à s’impliquer davantage dans le processus de co-développement qui, en garantissant la prospérité en Afrique, limitera les flux migratoires en convaincant les partenaires Européens que la stabilité de la rive sud et les prouesses économiques du Maghreb constitueraient la meilleure armature et le véritable rempart contre l’immigration clandestine. Pour ce faire, le nec plus ultra serait d’aider les pays du pourtour sud Méditerranéen pour accélérer rapidement l’émergence économique de leur tissu industriel, une émergence porteuse de croissance et d’emploi.

Le Maroc est irrécusablement dans cette posture : Le Royaume dispose d’un tissu économique qui permet d’en faire un Hub Euro-africain capable de contribuer à une meilleure redistribution des richesses et des hommes entre les

deux rives. Surtout, que le Maroc est réputé sur le plan mondial, africain par sa tolérance grâce à un Islam du milieu et, de ce fait, il constitue un blindage contre les extrémismes de tout bord.

Avouons le dans cette chronique : La jeunesse Africaine n'est pas une souche particulière, la jeunesse Africaine n'est pas délétère par nature, elle ne s'expatrie pas par amour d'émigration à la quête de l'eldorado, elle ne succombe pas au terrorisme parce qu'elle y est une fatalité.

Nous croyons fermement que la jeunesse Africaine a juste besoin d'emploi, d'opportunités économiques, de stabilité, d'investissements productifs porteurs de croissance, de revenus et d'emploi inclusifs à même d'assurer une insertion économique et sociale des jeunes . A défaut, elle hallucine que le pays de cocagne est en Europe.

A défaut, nous aurons tous à supporter les conséquences de la montée des démons de l'extrémisme, de la violence et du terrorisme et l'immigration clandestine, qu'alimente le sentiment d'injustice et d'exclusion, et auxquels aucun endroit au monde ne pourra échapper. Feu Hassan II, en Mai 1961, au palais du Ryad, n'a-t-il pas dit à l'ambassadeur des USA à l'époque, son excellence Philip Bonsal que « L'avenir du monde dépend de la stabilité en Afrique ».

C'est tout le sens que doit donner l'Europe à la vision Africaine, basée sur l'osmose d'une croissance partagée couplée à la promotion de la paix et de la sécurité porteuses de stabilité pour les deux rives car , il ne peut y avoir de développement économique et social sans sécurité et de paix et, mutuellement, il ne saurait y avoir de sécurité et de paix sans développement économique et social. L'Europe doit cesser de continuer à faire la politique de l'autruche !!

La promotion d'une approche sécuritaire régionale pour la pérennité de la paix et de la dynamique du développement n'appelle-elle pas à la prise en compte de toutes les dimensions stratégiques du Maroc, du bloc Sud-Méditerranéen et Africain ?

Penser ainsi, le Maroc n'exige-t-il pas de concevoir cet espace régional non pas comme une région perclus, mais comme une interface dynamique, capable d'assurer la connexité des territoires qui l'entourent ? Reconnaisant le, l'Espagne l'a bien appréhendée en faisant le pari de se réconcilier avec Rabat et l'ouverture sur son continent et ce en optimisant sa position géostratégique le Maroc . La 12<sup>ème</sup> Réunion de Haut Niveau mixte Morocco-Espagnole en est la meilleure illustration.

– Ultimo, l'Espagne sait notoirement que l'Afrique, de part en part du Maroc, est le continent de l'avenir, disposant de fortes marges de croissance durable. C'est le continent qui dispose d'une richesse d'atouts multidimensionnels qu'il convient de revaloriser au profit du développement durable.

André Frossard n'a-t-il pas dit que “L'Europe cherche avec raison à se donner une politique et une monnaie commune, mais n'a-t-elle pas surtout besoin d'une âme” ? Cette âme et sœur ne peut être que l'Afrique à travers le pont qui est le Royaume Chérifien du Maroc.

Voilà pourquoi l'Espagne entend profiter de cette géostratégie Sud-Méditerranéenne, tant ses ressources et son ancrage qu'il trame avec l'Afrique, à travers le Maroc, lui lotit un rôle géopolitique. dans le cadre d'une approche fondée sur la complémentarité et la convergence des intérêts.

## **8 Mars et la Femme : Un panneau publicitaire Onusien aux pieds d'argile**

*Chronique publiée sur notre site [www.maghriti.ma](http://www.maghriti.ma) le 08/03/2023*

8 mars de chaque année, c'est la même mélodie, le même poème et le même refrain : Fleuristes, boutiques de maquillage et magasins de mode féminine s'en donnent pleinement avec la fête de la rose, la fête des cadeaux, la fête des Cœurs. Tous les 8 Mars de chaque année, la fête de la Femme revient immanquablement à grand cloutage de bons sentiments à intonation douceuse.

Tous ces panneaux publicitaires roses enjolivées de fleurs rouges dérobent les gémissements et les afflictions d'une féminité à fleur de peau, toutes ces simagrées émaillées de fleurettes romanesques camouflent une féminité en supplice.

Pour preuve : En Iran, tout récemment, des dizaines de filles collégiennes ont été empoisonnées. Une série d'attaques misogynes attribuées à des opposants à la scolarisation des femmes, alors que le slogan « Femmes vie liberté » continue de faire écho dans le pays. Aussi, on s'en souvient de la torture de l'innocente Iranienne Mahsa Amini par la police des mœurs chargée de faire respecter le code vestimentaire de la République islamique Iranienne ; un martyr qui a enflammé la toile dont les images les plus virales sur les réseaux sociaux sont celles où l'on voit des Iraniennes brûler leur foulard et couper leur cheveux sur d'autres cieux.

Sur d'autres cieux, au large de l'Italie, le naufrage d'un bateau de migrants a fait 65 morts où parmi les victimes, des femmes Afghanes qui fuyaient l'oppression du régime taliban. Les Hirondelles de Kaboul pour reprendre Yasmina Khadra, principalement dans les villes, craignent un régime misogyne qui afflige la femme Afghane sur son quotidien des comportements répressifs et inquisitoriaux à aller à l'école, de travailler, subissait des mariages forcés, devait porter le voile intégral, ne pouvait sortir de chez elles sans un chaperon masculin.

Au Maroc, chaque 8 Mars, la femme Marocaine est hissée sur un piédestal avec des proses en eau de rose sur un ton doucereux, des slogans qui dissimulent l'écran de fumée d'une réalité phallocrate dans le gémissement et la souffrance, non pas d'une journée célébrée, mais des temps d'épreuves et de chemin de croix sans parvenir à l'équité des chances, dans tous les domaines de la vie.

À coup de préjugés, de clichés, d'idées reçues odieusement héritées au fil des générations, la discrimination de genre dépouille notre société de l'apport féminin. Or, aujourd'hui plus que jamais, l'évaluation de la performance doit répondre à une logique asexuée. Le corpus de la Constitution de 2011 avait jeté les bases d'une meilleure consécration de la femme, mais leur traduction sur le terrain reste encore lacunaire.

On s'en souvient au Maroc de la fameuse affaire " sexe contre bonnes notes" qui a embrasé les réseaux sociaux à la Faculté des sciences de l'éducation de Rabat, l'Université Moulay Ismaïl de Meknès et l'Université Abdelmalek Essaâdi de Tétouan, à l'université de Settat dans laquelle plusieurs professeurs débauchés, jouisseurs et noceurs ont été impliqués dans des avances indécentes contre validation de notes. " Sexe contre bonnes notes" ne constitue qu'une partie émergée de l'Iceberg ; ce phénomène ne passe-t-il pas sous silence et sous le joug d'une culture machiste et mieux encore inculquée de misogynie à l'égard des femmes et crée un climat d'impunité et reloge la Femme dans une situation d'être humain offensé et dessaisi dans ses droits fondamentaux sans que justice soit rendue.

Combien de femmes éventuellement silencieuses sous plusieurs sujétions ont-elles été victimes du corps professoral avant que les gouttes d'eau ne font déborder le vase pour que des témoignages et aveux finissent par faire surface ? Combien de manœuvres ordurières analogues se déroulent au jour le jour dans des établissements d'éducation, supérieure ou universitaire, publique ou privée, mais aussi dans le monde professionnel ? Combien de femmes, de sœurs, de filles, de mères, allons-nous sacrifier en nous rendant coupables de couvrir leurs

silences de bourreaux, alors même que partout dans le monde les voix s'élèvent contre la prédation des femmes.

Avec le foisonnement des nouvelles technologies de l'information et de la communication et l'hémorragie des réseaux sociaux, le Haut Commissariat au Plan, dans ces derniers rapports, invoque la cyber-violence, comme étant une nouvelle forme de violence ayant éclore qui touche plus de 1,5 Million de femmes au Maroc avec une prévalence par le biais de courriels électroniques, d'appels téléphoniques, de SMS, ...etc.

En France, les violences intrafamiliales physiques ou sexuelles, ont augmenté de 16% en un an. Une large majorité des victimes sont des femmes. Et selon les Nations unies qui dénoncent un revers majeur pour la santé maternelle, toutes les deux minutes une femme meurt dans le monde à cause de complications dues à la grossesse ou à l'accouchement.

En sus, les progrès en matière d'égalité de traitement pour les femmes ont été les plus faibles depuis 20 ans selon le dernier rapport de la Banque Mondiale « Les Femmes, l'Entreprise et le Droit 2023 », un rapport qui mesure les lois et règlementations de 190 pays dans huit domaines ayant un impact sur la participation économique des femmes : mobilité, travail, rémunération, mariage, parentalité, entrepreneuriat, actifs et retraite. Ces données fournissent des repères objectifs et mesurables quant aux progrès mondiaux en matière d'égalité des sexes où près de 2,4 Milliards de femmes n'ont toujours pas les mêmes droits juridiques que les hommes : Plus de la moitié d'entre elles vivent dans les régions d'Asie de l'Est et Pacifique (710 Millions) et Asie du Sud (610 Millions).

Le 8 Mars doit être un point d'orgue de réflexion et de visibilité pour les associations de défense des droits des Femmes. C'est aussi une opportunité de focaliser l'attention des médias, des politiques et de l'opinion publique sur les inégalités et les injustices dont les femmes sont victimes à travers le monde, car il reste, du chemin à parcourir pour que l'équité genre soit totale : Selon

le Rapport mondial sur l'écart entre les sexes 2022 du Forum économique mondial, au rythme où vont les choses, il faudra attendre encore 132 ans pour combler l'hiatus entre les genres dans les domaines de la politique, de l'économie, de la santé et de l'éducation.

Les Femmes avec un grand F Majuscule, dans leurs profondes différences, relèvent de grands challenges, au jour le jour sans attendre un 8 Mars pour se remettre en selle ; elles n'attendent pas ce jour Onusien pour gagner leurs vies, pour se battre pour leur dignité et leur intégrité.

Pour preuve, faisons un flash-back sur le rôle chevaleresque et héroïque de la Femme Marocaine lors de la pandémie du Covid-19 : Les Femmes n'ont-elles pas été aux premières lignes de la crise COVID-19, en tant que travailleuses de la santé, pourvoyeuses de soins médecins, soignantes, innovatrices, organisatrices communautaires et parmi les leaders nationaux les plus exemplaires et les plus efficaces dans la lutte contre la pandémie ? La crise du Coronavirus n'a-t-elle pas mis en évidence à la fois le caractère central de leurs contributions et la charge disproportionnée que les femmes portent ?

La pandémie du Covid-19 n'a-t-elle pas montré les incroyables efforts déployés par les femmes Marocains et les femmes du monde entier pour façonner un avenir et une relance plus égalitaires à l'heure du Coronavirus et post COVID-19 ?

Sur d'autres cieux, les Femmes dirigeantes et les organisations de femmes ont fait montre de leurs compétences, de leurs connaissances et de leurs réseaux pour mener efficacement des plans de lutte et de relance face à la Covid-19.

Aujourd'hui plus que jamais, chacun reconnaît que les femmes apportent des expériences, perspectives et compétences différentes, ainsi que des contributions irremplaçables en faveur de décisions, de politiques et de lois qui fonctionnent mieux et profitent à tous.

La plupart des pays qui ont mieux réussi à contenir la vague de la pandémie de Covid-19 et à répondre à son impact sanitaire ainsi qu'à l'ensemble de ses répercussions socio-économiques sont dirigés par des femmes.

A titre illustratif, les Cheffes de gouvernement du Danemark, de l'Éthiopie, de la Finlande, de l'Allemagne, de l'Islande, de la Nouvelle-Zélande et de la Slovaquie n'ont-elles pas été largement reconnues pour la rapidité, la détermination et l'efficacité de leur réponse nationale à la Covid-19, ainsi que pour la compassion dont elles ont fait preuve dans leur communication d'informations factuelles sur la santé publique ?

Loin de tout abus de tout bord barbu ou de gauche ou de droite, il est un Must de raccommoder les préceptes de l'Islam, réconcilier les concepts coraniques et de la Sunna aux femmes de toutes les classes sociales, en vue de reformater un subconscient humain gravitant dans l'orbite des valeurs de la familiarité, de l'attachement et la dévotion.

Ne doit-on pas poser ces apostrophes qui montrent les valeurs de la Femme à travers notre histoire ? Qui était le premier à croire à la mission ardue et noble de tous les temps et de toute l'humanité du Prophète SIDNA MOHAMMED que la prière d'ALLAH et son salut soient sur LUI ? N'est pas une femme ?

C'est une Femme qui est la première épouse du prophète de l'islam, la mère des croyants et croyantes, KHADIJA bint Khuwaylid qu'Ibn Kathir la décrit comme une femme noble et d'une grande intelligence. La SAINTE KHADIJA bint Khuwaylid crut tout de suite à la mission de SIDNA MOHAMMED que la prière d'ALLAH et Son salut soient sur LUI, et devient la première convertie après la révélation du Prophète.

Aussi, quelle est la personne qui a été le plus aimé chez notre prophète ? N'est ce pas une Femme qui est la Sainte AICHA : Selon Amr ibn al 'Ass, il demanda au Prophète -Prières et bénédiction d'Allah sur LUI- : « Quelle est la personne que tu aimes le plus ? Il dit : « 'AICHA »

En sus, sur qui le prophète SIDNA MOHAMMED que la prière d'ALLAH et Son salut soient sur LUI s'est rendu l'âme ? N'est ce pas sur les pieds d'une Femme, en l'occurrence sur les saints pieds d'Oummouna AICHA.

Le Prophète que la prière d'ALLAH et Son salut soient sur LUI a dit un Hadith rapporté par Boukhâry et Mouslim "Veuillez du bien aux femmes. Elles ont été créées d'une côte et la côte la plus tordue est celle de la partie supérieure. Si tu cherchais à la redresser, tu la briserais, mais si tu la laissais ainsi, elle resterait tordue, je vous enjoins donc d'être bons avec les femmes."

Aussi, d'après Abou Houreira qu'ALLAH l'agrée, le Prophète que la prière d'ALLAH et Son salut soient sur lui a dit : "Les croyants ayant la foi la plus parfaite sont ceux qui ont le meilleur comportement et les meilleurs d'entre vous sont les meilleurs avec leurs femmes".

Au regard de cette agression à l'encontre des femmes, le Prophète, paix et bénédiction sur LUI, nous recommande dans ce récit, la piété envers les femmes et la nécessité de se montrer affectueux, affectif et affable avec elles, pour preuve, il les fait ressembler à des amphores pour exprimer leurs fragilités et leurs sensibilités. Parmi ses dernières paroles avant son décès : " Je vous conseil la bonté envers les Femmes".

## A la recherche du Bonheur

*Chronique publiée sur notre site [www.maghriti.ma](http://www.maghriti.ma) le 20/03/2023*

« A la recherche du Bonheur », le titre semble dévier l'imaginaire des cinéphiles vers le film culte « The Pursuit of Happyness » de Gabriele Muccino incarné magistralement par Will Smith, Thandiwe Newton et Jaden Smith. Il n'en est rien, il s'agit de ce Lundi 20 Mars 2023, c'est le premier jour du printemps, mais c'est aussi la journée mondiale du bonheur. A cet égard, le net et les médias foisonnent de rapports relatifs aux classement des pays sur le bonheur dans le monde tel que la Sustainable Development Solutions Network, le think-tank Britannique Legatum Institute, ou le Happiness Research communément appelé le rapport sur le Bonheur dans le Monde, ou le Happiness Research Happiness Report, en se basant sur plusieurs indicateurs tel que le PIB par habitant, l'entraide sociale, l'espérance de vie, la liberté, la générosité, la perception de la corruption.

Faut-il souligner en guise d'épilogue que les chercheurs rappellent que le bonheur est si vital à l'existence humaine que l'Organisation Mondiale de la Santé OMS le hisse de plus en plus comme un composant à part entière de l'état de santé. La thématique est indémodable et le besoin du bonheur a rarement autant concentré les énergies. Il est édifié sur le devant de la scène par des scientifiques qui en scrutent l'ADN, étudiant la chimie de nos cerveaux à la recherche de la molécule du bonheur.

D'emblée, nous pensons que ces classements restent subjectifs. A l'appui de nos dires, comment des Etats d'Afrique possédant les indices du Bonheur des plus élevés comme les îles Maurice, la Libye (que l'actualité présente chaque jour comme un pays à guérilla et de dissension), la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Congo.

A notre sens, la méthode, voire le principe même de calibrer le bonheur, reste très discutable et même réfutable : On pense qu'il convient de séparer de manière tranchée et nette, d'une part la mesure objective du développement, du

bien être et du bonheur collectifs et, d'autre part, la mesure subjective du bonheur individuel. Dans notre esprit, le bonheur collectif constitue un ensemble de conditions qui rendent plus facile l'accès au bonheur individuel.

Aussi et surtout, nous soutenons l'idée que ce n'est pas parce que la Finlande est en tête du classement que tous les Finlandais sont heureux, ni même qu'ils sont forcément plus heureux que les Marocains.

A l'appui de notre allégation, le classement de la Finlande au peloton des pays de la délectation et du Bonheur est fumeux en s'étayant sur les chiffres alarmants de l'Institut Statistique Européen Eurostat qui dénombre plus de 13 suicides pour 100.000 habitants, soit un taux supérieur à la moyenne européenne. Difficile avec un tel ratio de suicide et d'autodestruction prétendre à la sérotonine et au bonheur : Le suicide n' jamais fait bon ménage avec le bonheur, l'annihilation n'a jamais fait bon flirt avec l'ascèse, le suicidaire n'a jamais fait bonne cavalière avec l'allégresse.

En sus, le rapport sur le bonheur, depuis sa première apparition, ne cesse de mettre en piédestal les pays scandinaves comme les nations qui savourent la Dolce Vita et les auteurs qui dissertent sur le bonheur, brandissent en permanence le package bonheur des vikings : équité sociale, politique familiale paritaire, économie florissante et on les décrit comme des lieux de plénitude et on en occulte presque qu'ils ont des taux de suicide parmi les plus élevés du Monde .

Cette année, le Happiness Research Institute qui siège à Copenhague au Danemark pointe un taux de divorce et un taux de suicide tous deux assez importants, à même d'entacher la réputation du paradis du bonheur, de l'aubaine et de l'enchantement en Finlande ce qui met de manière tangible l'absence de corrélation entre développement économique et sentiment de bien-être connu communément sous l'appellation du paradoxe d'Easterlin.

Pour le cas du Maroc, rigueur scientifique nous l'oblige, nous pouvons être d'accord sur des facteurs qui rendent les Marocains moins heureux ou plus

rigoureusement des soucis qui préoccupent les Marocains. A cet égard, l'étude menée par le département de Lahlimi, le Haut commissariat au Plan HCP en l'occurrence, nous renseigne sur les différentes inquiétudes dont se soucient les Marocains qui sont le logement, les questions de santé, et surtout au niveau de l'accessibilité et de la qualité des soins qui leur sont prodigués, l'éducation qui est aussi une source de chagrin et de préoccupation, les conditions de travail, le niveau de salaire et celui du système de retraite, la stabilité ou la Famille.

D'autres facteurs s'ajoutant à ceux évoqués par le HCP, nous paraissent importants, qui mettent de l'endorphine dans le quotidien des Marocains. Il en est ainsi de la religion qui apparaît comme créatrice de béatitude en apportant sérénité, réconfort et confiance aux Marocains. L'étude a démontré que 80% des Marocains estiment que la pratique du culte procure du bonheur. Ce pourcentage traduit la profondeur spirituelle de la personnalité marocaine qui, en dépit de la modernisation de sa société, reste une personnalité attelée à l'histoire avec toute sa connotation religieuse.

Cette adoration spirituelle du Marocain représente sous un angle d'analyse religieuse la nature de la personnalité de l'Homme Marocain qui, à travers la pratique religieuse, tente de se réconcilier avec soi.

DIEU n'a-t-il pas dit dans Sourate AR-RA'D (LE TONNERRE) (Verset 28), Au nom d'Allah le Tout Miséricordieux, le Très Miséricordieux "Ceux qui ont cru, et dont les cœurs se tranquilissent à l'évocation d'Allah". N'est-ce point par l'évocation d'Allah que se tranquilissent les cœurs? ". A défaut, Dieu n'a-t-il pas dit dans Sourate TAHA (Verset 124), Au nom d'Allah le Tout Miséricordieux, le Très Miséricordieux "Et quiconque se détourne de Mon Rappel, mènera certes, une vie pleine de gêne".

Bonheur et bien-être devraient donc être érigés en tant qu'objectifs de politique publique, non seulement pour leur finalité en tant que tels mais aussi pour leurs nombreux effets secondaires et leurs externalités positives car le bonheur des uns fait le bonheur des autres ; Le bonheur des gens dépendrait du bonheur de

ceux qui les entourent : c'est une des conclusions des recherches menées pendant plus de 20 ans par deux scientifiques américains, dont l'étude est publiée, en décembre 2015, par le British Medical Journal (BJM).

Ce serait pourtant dans l'intérêt de tout le Maroc, car, à notre sens, plus un Marocain est heureux, plus il est productif, gagne davantage et se comporte plus civilement en société : On n'est plus, in fine, dans le Produit National Brut (PNB) ; l'économie n'a pas à elle seule la clé du Bonheur, mais bel et bien dans le Bonheur National Brut (BNB) du Maroc.

Qu'est-ce qui nous garde heureux et en bonne santé tout au long de la vie ? La notoriété, réputation ou l'argent ? Une investigation exceptionnelle menée depuis 75 années auprès de 724 Américains en apporte une preuve instructive et envoûtante sur le sésame de ceux qui ont réussi à vivre longtemps, heureux et en bonne santé et, surtout, nous livre le véritable secret pour, tout au long de sa vie, rester bien dans sa tête, son cœur et son corps.

Le psychiatre Robert Waldinger, Directeur d'une étude d'une durée de 75 ans depuis 1938, Waldinger a recueilli des données sans précédent sur le bonheur et la satisfaction. D'emblée, Robert Waldinger est sans équivoque, il n'y a qu'une seule chose qui garantit et entretient le sentiment d'être heureux. Ce n'est ni la méditation ni l'argent: Ce sont les relations sociales réjouissantes d'ondes positives.

En effet, les bonnes relations nous entretiennent : Ceux qui ont des relations satisfaisantes et se sentent rapprochés de leur famille, leurs amis sont plus heureux, en meilleure santé et vivent plus longtemps.

En revanche, la solitude, la réclusion subie, le sentiment d'être isolé et retranché plus qu'on aimerait l'être sont moins heureux, en moins bonne santé.

La conclusion de cette étude n'est, pour Robert Waldinger, ni plus ni moins qu'une vieille sagesse comme le monde. Pourquoi alors est-elle si épineux à accepter et si simple à ignorer ? Parce que nous sommes des êtres humains en

quête de facilité, d'une recette qui nous permettrait d'être heureux facilement et de le rester. Or les relations ne sont pas simples.

La plupart du temps, nos relations familiales, amicales ou professionnelles ne sont ni sexy, ni glamour, elles sont problématiques, compliquées, elles requièrent du temps, de l'implication, des efforts laborieux, en particulier sur le plan de la communication.

Au travail comme dans tous les domaines de notre vie, les relations sont au cœur à la fois du plaisir au travail et de la concrétisation des aspirations professionnelles, quelles qu'elles soient. Elles participent de l'entretien de l'estime de soi et de la confiance en soi et inversement s'en nourrissent.

En substance, nous pouvons continuer à croire que l'enfer c'est les autres, mais il se trouve qu'en réalité, le bonheur c'est les autres, aussi mettons un peu d'huile (de coude) dans nos relations, histoire de construire un plaisir au travail roboratif pour le corps et l'esprit !

En guise de conclusion, les amis sont plus hallucinants que la morphine ce qui nous incite à exhumer la célèbre sagesse de Mark Twain : « On n'a pas le temps, si brève est la vie, pour les chamailleries, les excuses, l'animosité, les appels à rendre des comptes. On n'a que le temps pour aimer et pas un instant de plus. »

L'Amitié : C'est magnifique quand un étranger devient un ami, mais O combien triste quand un ami devient un étranger !

FOR AUTHOR USE ONLY

## **Quand le ROI Mohammed 6 met en piédestal la culture AMAZIGH : une décision Majestueuse pour un Maroc indivisible**

*Chronique publiée sur notre site [www.maghriti.ma](http://www.maghriti.ma) le 10/05/2023*

Il n'est pas un ROI comme les autres : Entre son grand-père, Mohammed V, qui avait assuré les débuts de l'ère de l'indépendance, et son père Hassan II où toute une politique avait été mise en place dans les années 1970 pour arabiser le pays et éradiquer l'amazigh dans un contexte de prédominance des mouvements nationalistes et panarabes qui considéraient l'arabe comme seul garant de l'unité de la nation, et l'amazigh comme facteur de division, Mohammed VI avait la lourde tâche de trouver sa place et laisser son empreinte sur le Maroc du 21<sup>ème</sup> siècle, entre vision déterminée de progrès et libéralisation maîtrisée.

Ancré dans l'histoire et tourné vers le futur, le Maroc fait partie de ces pays attachés à leur Monarchie, mais qui aspire également à un changement en profondeur. Dès son accession au pouvoir le 30 juillet 1999, le Souverain Marocain a rapidement entendu son peuple et les appels aux réformes et au développement à l'instar de la réforme de la Constitution, la réforme du code de la famille ou la reconnaissance nationale de la langue et de la culture amazighe mettant à l'honneur cette culture longtemps mise à l'écart, mais dont l'origine remonte à plusieurs millénaires avec la création de l'Institut Royal de la Culture Amazighe (IRCAM) et l'intégration de la langue amazighe dans l'enseignement public et dans les médias audiovisuels publics, permettant ainsi la création de programmes de télévision et de radio en langue berbère, la reconnaissance constitutionnelle de l'amazighité en 2011, son emploi dans l'administration, les collectivités territoriales et les services publics, son apparition à travers l'alphabet tfinagh sur les bâtiments publics et dernièrement avec l'instauration du Jour de l'an amazighe comme jour férié national à l'instar du premier Moharram de l'année de l'Hégire et du Jour de l'an du calendrier grégorien en

véhiculant la culture et les valeurs amazighes et transmettant une histoire équilibrée étayée sur deux piliers Arabe et Amazigh pour un Maroc pluriel.

Cette initiative Royale qui montre la centralité du Souverain Marocain sur les grands sujets qui structurent la nation, a été ovationnée par les différentes composantes de la société Marocaine (partis politiques, associations amazighes, militants des droits de l'homme) couronna l'intérêt accordé par le Souverain Marocain à la composante essentielle de l'identité Marocaine, dont fait partie l'amazighe, et s'inscrit également dans le cadre de l'apothéose constitutionnelle de l'Amazighe en tant que langue officielle du pays, aux côtés de la langue Arabe.

Faut-il préciser à cet égard que l'apostrophe Amazighe en tant que patrimoine national commun intéresse tous les Marocains, et non seulement ceux ou celles qui sont d'origine amazighe, c'est pour cela à notre sens, la décision chevaleresque du Souverain Marocain, va indubitablement rabattre les discussions désertiques et incultes qui enveniment les querelles intestines sectaires qui peuvent être instrumentalisées par les séparatistes et que l'amazighité qui plonge ses racines au plus profond de l'histoire du peuple marocain appartient à tous les Marocains et qu'elle ne peut être mise au service de desseins politiques de quelque nature que ce soit.

Faut-il le rappeler, dans cette chronique, que le Maroc s'est distingué, à travers les âges, par la cohésion de ses habitants, quels qu'en soient les origines et les dialectes. Ils ont toujours fait preuve d'un ferme attachement à leurs valeurs sacrées et résisté à toute invasion étrangère ou tentative de division.

Cette décision historique Royale est une gage de l'engagement continu du Souverain Marocain à célébrer, à préserver son patrimoine culturel et promouvoir son capital immatériel, ce qui permettra de renforcer la diversité culturelle du pays, de promouvoir une société inclusive pour tous les citoyens Marocains, de pérenniser les fondements de l'identité Marocaine séculaire et

unifiée, de mettre en exergue le caractère pluriel de l'identité Marocaine et de reconnaître l'ensemble de l'héritage culturel du peuple marocain.

Cet acte majestueux n'est pas seulement lié à une lecture de notre histoire, c'est aussi et surtout un acte de foi en l'avenir, l'avenir du Maroc de la solidarité et de la cohésion, le Maroc de la volonté et de l'effort, le Maroc de la vertu, de la pondération et de la sérénité, le Maroc de tous, fort de son unité nationale qui fait de chacune de ses régions un espace fécond où toutes les potentialités puissent s'exprimer, s'épanouir, se développer et prospérer dans le cadre d'une pratique démocratique citoyenne.

C'est somme toute tout l'enjeu de la suite du règne de Mohammed VI : Rendre pérenne cet équilibre par un progrès social plus étendu, et laisser au prince Moulay HASSAN un Royaume indivisible qui, plus que jamais, jouerait le rôle triplement stratégique de pays pivot pour le Maghreb, l'Afrique et l'Europe.

FOR AUTHOR USE ONLY

FOR AUTHOR USE ONLY

## Chronique des années de braise

*Chronique publiée sur notre site [www.maghriti.ma](http://www.maghriti.ma) le 20/05/2023*

C'est un secret de polichinelle que les événements apocalyptiques qui ont eu lieu dans le monde nous rappellent de manière hydragogue les désarrois environnementaux que connaît notre biosphère liées au changement climatique.

Selon un bulletin publié de l'Organisation Météorologique Mondiale OMM, les températures mondiales devraient battre des records les cinq prochaines années sous l'effet des gaz à effet de serre, qui retiennent la chaleur dans l'atmosphère.

Entre 2023 et 2027, il est probable à 66 % que la température moyenne annuelle à proximité de la surface du globe dépasse de 1,5 °C les valeurs préindustrielles pendant au moins une année. Il est probable à 98 % qu'au moins l'une des cinq prochaines années, ainsi que la période de cinq ans dans son ensemble soient les plus chaudes jamais enregistrées où les répercussions sur la santé, la sécurité alimentaire, l'environnement et la gestion de l'eau seront considérables.

Non seulement les experts de la météorologie avaient prédit la pénurie d'eau que connaîtra la planète, mais les metteurs en scène du grand écran avaient aussi prédit les sécheresses et les pénuries d'eau qui iront saper le monde : Le film « Blind Sun » où le réalisateur décrit une station balnéaire frappée par une vague de chaleur. L'eau se fait rare et la violence est prête à exploser.

« Mad Max : Fury Road » est un film d'anticipation au futur post-apocalyptique, la pénurie d'eau donne lieu à une violente guerre de gangs dans lequel la Terre se retrouve victime d'une pénurie d'eau ou Juge Dredd dans ce thriller futuriste interprété par Sylvester Stallone toutes les conséquences du réchauffement climatique sont présentes. Ce film se déroule sur la planète Terre en 2139 où sécheresse, désertification massive et écosystème dévasté sont mis en scène. Scénario pas si improbable que ça puisqu'il rejoint le constat du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) est un

organisme intergouvernemental chargé d'évaluer l'ampleur, les causes et les conséquences du changement climatique) selon lequel le réchauffement climatique augmenterait de 1,5 degré d'ici 2030.

« Hell », ce film également réalisé par Roland Emmerich, montre la surface de la Terre brûlée par les rayons du soleil. Les terres sont totalement asséchées et l'eau et la nourriture se fait de plus en plus rare. La population se divise alors en deux groupes : les prédateurs contre les proies.

La dernière décennie a vu un nombre exceptionnel de vagues de chaleur extrêmes qui ont eu des contrecoups alarmants sur la planète tel que la pénurie d'eau où les experts prédisent qu'en 2035, 40 % de la population mondiale vivra dans des zones de stress hydrique. Pour l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), 40 % de la population mondiale sera confrontée à des pénuries d'eau d'ici à 2050.

Selon le Global Water Institute, 700 Millions de personnes pourraient être déplacées à l'horizon 2030 du fait d'une pénurie d'eau et le nouveau rapport de l'Organisation Météorologique Mondiale OMM sur l'eau dans le monde alerte que le manque d'eau touchera 5 Milliards d'êtres humains d'ici 2050.

Actuellement, 3,6 Milliards de personnes ont un accès insuffisant à l'eau au moins un mois par an. Elles devraient être plus de 5 Milliards d'ici à 2050. Entre 2001 et 2018, l'ONU-Eau a alerté que 74 % de l'ensemble des catastrophes naturelles étaient liées à l'eau. Et lors de la COP 27 la dernière Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques qui s'est déroulée du 6 au 18 novembre 2022 à Charm el-Cheikh en Égypte, il a été instamment demandé aux Gouvernements d'intégrer davantage la question de l'eau dans leurs mesures d'adaptation. C'est la première fois que l'eau est mentionnée dans un document final de la COP, ce qui atteste de son importance cruciale.

La raréfaction de l'eau est une problématique d'ampleur qui touche le Maroc où l'année 2022 était la plus chaude enregistrée au Maroc depuis 40 ans, au delà du

record établi en 2020, en dépassant d'1,63 degré la température moyenne pour la période 1981-2010 nota les auteurs du du dernier rapport annuel sur le climat rendu public Mercredi dernier 10 Mai 2023 par la Direction Générale de la Météorologie ; une année 2022 à sec alimentant une flambée des prix des denrées alimentaires et une inflation record.

Les barrages ne dépassent pas un taux de remplissage de 32% contre 34% l'année écoulée touchée par la pénurie d'eau, une disette qui affectera non seulement les Marocains, mais aussi le Cheptel.

Les trois bassins hydrauliques Oum Er-Rbia, Sebou, et Loukkous réputés être excédentaires connaissent ces dernières années une baisse spectaculaire du volume d'eau à cause de la sécheresse.

A cet égard, le Souverain Marocain visionnaire avait présidé un conseil des Ministres consacré à la gestion du stress hydrique où une enveloppe de 143 Milliards de Dirhams a été dédiée à l'accélération de la construction de nouveaux barrages (20 nouveaux ouvrages sont programmés d'ici 2030) et des stations de dessalement jusqu'en 2027.

Nul n'ignore que l'eau est à l'origine de la vie sur terre, et sans elle notre planète serait sans âme. D'ailleurs, dans toutes les religions, dans tous les mythes et rituels, l'eau est synonyme de source de vie, essence de purification, guérisseuse comme en témoigne le verset 30 du Coran, Sourate les prophètes AL-ANBIYA

وَجَعَلْنَا مِنَ الْمَاءِ كُلَّ شَيْءٍ حَيٍّ أَفَلَا يُؤْمِنُونَ

La sécurité alimentaire au 21ème siècle sera intimement liée à la protection des ressources en eau, dans un contexte de changement climatique et de perte de biodiversité. Et comme le souligne le directeur de la FAO, Qu Dongyu « la dégradation des terres et la pénurie d'eau ne disparaîtront pas et l'ampleur du défi peut faire frémir, mais que ce soit en tant que cultivateur des terres ou consommateurs des aliments, chaque changement de comportement, aussi petit soit-il, nous approche d'une transformation éminemment souhaitable de nos systèmes agroalimentaires mondiaux ».

La pénurie d'eau revêt une importance croissante dans le monde, ce qui exige plus d'intégration et de coopération aux niveaux international, régional et local pour assurer une gestion durable, efficace et équitable d'une ressource qui est rare.

On sait tous que les 3/4 de la surface de la Terre est recouverte d'eau et lui doit son nom de « planète bleue ». Cependant seule l'eau douce constitue seulement 0,25 % de la ressource totale mondiale et elle est très inégalement répartie sur la planète.

L'eau est donc beaucoup plus rare qu'on ne le croit. In fine, n'est-il pas temps de revisiter le paradoxe de la valeur eau/ diamant d'Adam Smith ?

FOR AUTHOR USE ONLY

## **Langue d'enseignement au Maroc : De la langue du Bois à la langue de Shakespeare**

*Chronique publiée sur notre site [www.maghriti.ma](http://www.maghriti.ma) le 21/06/2023*

La polémique sur la langue d'enseignement au Maroc resurgit après la circulaire du Ministre de l'Éducation nationale, du Préscolaire et des Sports, Chakib Benmoussa où la langue de Shakespeare sera enseignée en tant que langue étrangère en première année de collège, et ce, dès la rentrée scolaire de 2023-2024 ; une polémique certes moins aigüe et plus soft que celle de 2019 où les partis politiques glissèrent dans des olla-podrida arides, desséchées, voire populistes et sornois dans la mesure où le Maroc a toujours offert un paysage vernaculaire où langues nationales et langues étrangères se partagèrent un territoire à travers lequel se manifestèrent des tensions politiques, historiques et culturelles. Des clichés latents persistent que le Français est une langue de l'ancienne puissance coloniale ou la langue sociale d'acculturation pour paraphraser le linguiste Algérien Jilil Elimam.

L'approche de Chakib Benmoussa est foncièrement stratégique et courageuse, puisqu'elle ambitionne à offrir aux jeunes Marocains un nouveau Bow-window extraverti puisque sa présence est assez notoire dans le tissu socio-éducatif et économique de l'économie mondiale et sa maîtrise est devenue une compétence indubitable dans les grilles de sélection des ressources humaines dans les entretiens d'embauche et une rivale de taille sur le marché de l'emploi national et mondial. Toutefois, l'approche du Ministre de l'Éducation nationale est loin d'être ségrégative étant donné qu'il ne s'agit nullement d'une politique de substitution linguistique, mais d'une politique d'enrichissement, n'en déplaise aux guérilleros de la langue de Molière.

D'emblée, nous pensons qu'à l'heure de la globalisation et du développement sans précédent de l'économie cognitive, l'ouverture sur les langues étrangères est plus que jamais un "Must" pour tirer profit des acquis de l'essor économique

et technologique, en particulier la langue Anglaise. En sus, Il ne faut pas voir dans la langue d'apprentissage un simple outil de lexicque, mais surtout une courroie de transmission de connaissances, de science, et de progrès. Faire de cet idiome un objet d'un enjeu idéologique qui oppose des arabo-islamistes aux défenseurs de la modernité doublée d'une question sur la légitimité politique et culturelle, c'est rater du premier coup le train de l'économie du savoir.

Dans cette chronique, nous invoquons qu'il existe une dialectique entre notre langue et les autres langues dans la mesure où la langue Arabe s'enrichit à partir des langues étrangères et le fait d'enseigner les matières scientifiques n'affecte en aucune manière notre identité Marocaine, Arabe et Musulmane comme le prétendent certains gourous des partis politiques Marocains.

Apprendre et enseigner en langue Anglaise est un moyen de préparer l'apprenant à poursuivre ses études supérieures, que ce soit au Maroc ou à l'étranger, avec succès et arrimer l'étudiant Marocain au tempo de la globalisation.

Avouons-le : Ça fait plus de 40 chandelles que le Maroc a adopté la langue Arabe dans l'enseignement des matières scientifiques depuis le primaire jusqu'au baccalauréat. Un état de fait qui a engendré une véritable entorse et dualité linguistique entre l'enseignement secondaire et supérieur où ces matières sont dispensées en langue étrangères, principalement le Français et l'Anglais.

Pour mémoire, notre système éducatif n'a-t-il pas bien fonctionné selon une séquence vertueuse et ce en privilégiant le qualitatif sur le quantitatif pendant des décennies et avec des résultats probants ? Ce faisant, on ne réinventera pas la roue : Tous les pays qui se développent ou qui se sont développés procèdent ainsi avec une dose plus ou moins forte d'ouverture sur les langues étrangères. Tel est l'enjeu de l'utilisation de la langue Anglaise.

Soyons donc clairs, débattons à visage découvert sur l'avenir de notre école et sa place dans le projet sociétal qui convient à notre pays à l'heure actuelle et futur.

Soyons sincère et clair, je pense qu'à l'heure actuelle, la langue Anglaise est l'idiome sémantique qui permet à des démographies des 4 coins de la planète d'échanger et de communiquer, éludant de ce fait les cloisons linguistiques et culturelles. Ainsi, de la mélodie au cinéma en filant par la philosophie et la science, l'Anglais a su perforer les murailles politiques et économiques et s'ériger imperceptiblement en langue omnipotente. Une omnipotence linguistique qui s'est fortifiée commodément sur une obéissance économique et géopolitique, celle de l'empire British dans un premier temps, puis celle de l'Uncle Sam.

Elle est devenue la lingua franca et la langue de sciences par excellence et assimiler cette langue par les élèves et les étudiants Marocains leur permettra d'exceller grâce à des rapports, des thèses, des ouvrages, des sites qui sont dans la plupart rédigés en anglais.

Soyons carré, la langue Anglaise n'est plus celle d'une connotation des Trente Glorieuses, du Rock à l'Elvis et Beatles, ou du Spaghetti Western des films fétiches et cultes tel "Le Bon, la Brute et le Truand" de Sergio Leone et Clint Eastwood ou "Il était une fois dans l'Ouest" de Charles Bronson, d'Henry Fonda et Claudia Cardinale. Elle n'est plus ce faciès qui incarna les fringues à la Jean Levi's 501, elle est devenue la langue des sciences, du Marketing, du Management et du know-how.

La langue de Shakespeare est largement pratiquée dans le monde de l'entreprise et dans les sphères scientifique, technologique et économique, c'est la langue de la finance internationale, du business, du commerce international et du tourisme.

Dans le monde de la digitalisation économique et de l'intelligence artificielle, 80 % des données existantes sont en langue Anglaise, ainsi que le sont une grande majorité des publications scientifiques (95 %). De ce fait, en assimilant

l'Anglais, l'étudiant Marocain accèdera à un nombre illimité de ressources économiques, techniques et heuristiques.

Aussi, l'anglais est l'une des compétences les plus demandées sur le marché de l'emploi ; elle est la plus sollicitée par les employeurs, les promoteurs et les investisseurs étrangers. A ce titre, elle permet d'accéder à des postes à plus haute responsabilité, de développer sa carrière et son entreprise. C'est la langue du Business et des Affaires Internationales.

Historiquement, à l'ère du rayonnement de l'empire Arabo-Musulman au 7<sup>ème</sup> et 8<sup>ème</sup> siècle, je pense que les occidentaux étaient habiles et intelligents en apprenant la langue Arabe : La langue du Saint Coran et du Paradis était la langue des sciences par excellence à cette époque et de ce fait, les occidentaux savaient pertinemment l'enjeu de l'apprentissage de la langue Arabe pour accéder aux travaux scientifiques de Jabir ibn Hayyan, Al-Khwârizmî, Avicenne, Rhazès, Al-Battani, Ibn al-Haytham, Al-Fârâbî....etc. N'est-il pas le cas pour la langue de Shakespeare aujourd'hui ?

En sus et paradoxalement, nous constatons, depuis plusieurs années, la langue de Molière connaît un certain retrait et les responsables Français intègrent de plus en plus la langue de Shakespeare comme langue d'apprentissage pour ne pas rater le train de l'économie cognitive. Même la Chine très conservatrice et confucianiste, qui est entrain devenir la première puissance économique mondiale intègre la langue Anglaise dans toutes ses universités et dans les manuels d'étude.

En guise d'épilogue, les apostrophes qui interpellent notre système éducatif aujourd'hui : Sommes-nous pour une école qui assure une réelle parité des chances, qui garantit une formation de qualité, une école ouverte sur son environnement international, une école ouverte compétitive et attractive, une école qui contribue à l'émancipation de l'esprit et au développement de la créativité, une école qui anticipe les contraintes économiques et technologiques du futur pour préparer les élèves et étudiants à cette nouvelle donne en leur

imprégnant les méthodologies didactiques, pédagogiques et scientifiques pour exceller sur notre patrie et sur d'autres cieux ?

Tergiversant entre une définition de la langue comme vecteur identitaire ou comme outil économique du savoir, le Maroc a privilégié l'approche économique et non identitaire, en tablant sur l'Anglais et ce en suivant la logique du besoin du marché de l'emploi amplement anglophone et francophone pour atténuer le déphasage particulièrement préjudiciable entre la langue de l'apprentissage et les exigences de l'offre du marché.

In fine, "Une langue vous place dans un couloir de la vie. Deux langues ouvrent vous ouvrent toutes». Cette citation, pour épiloguer cette chronique, de Frank Smith résume avec poésie les vertus d'apprendre une nouvelle langue. Si vous sautez le pas, de nouveaux horizons, tant sur le plan professionnel, académique que personnel, s'offriront à vous. Grâce à une bonne maîtrise de l'Anglais, ces opportunités ne se cantonneront plus seulement au Maroc et " Les limites de votre langue ne seront plus les limites de votre monde" pour paraphraser Ludwig Wittgenstein, car vous allez vous dépassez, et ouvrir votre cercle de confiance et de savoirs et de facto, il n'y a que les langues qui puissent ouvrir le champs de votre vision et votre savoir et apprendre une nouvelle langue, c'est découvrir une nouvelle culture, un nouveau savoir et une nouvelle compétence car comme disait Goethe " Celui qui ne connaît pas les langues étrangères ne connaît rien de sa propre langue".

FOR AUTHOR USE ONLY

**Baccalauréat 2023 et le mystère des Mentions au Maroc**  
*Chronique publiée sur notre site [www.maghriti.ma](http://www.maghriti.ma) le 10/07/2023*

Le Lundi 19 Juin 2023 était le jour J qui tenait en haleine tous les bacheliers du Maroc ; il était un jour J exceptionnel pour tous les bacheliers du Royaume. Résultat : Ils étaient 245.109 candidats et candidates à avoir décroché le précieux titre du Baccalauréat pour cette année 2023, soit 59,74%.

Ultime sésame pour les lycéens, l'obtention du Baccalauréat enclore le cycle éducatif secondaire ouvrant ainsi les portes des études supérieures, dernière étape - et non la plus facile- avant l'emploi et la vie professionnelle active.

L'affichage des résultats du Baccalauréat de ce jour J donna lieu à des scènes qui témoignent de l'importance que continue à constituer cette "schibboleth" pour les lycéens et leurs familles. Entre pleurs et détresse des recalés et bonheur des nouveaux bacheliers, le Baccalauréat est un phénomène sociétal qui continue à impacter viscéralement, les vies et les parcours.

Rétrospectivement, entre 2007-2008, le taux de réussite était de 44%, ce taux de réussite a gravi, en une seule année, de près de 8,19 points entre 2019 et 2018. Faut-il rappeler qu'en une seule décennie, il a sauté de 28 points et de 17 points en 2 ans, après une évolution en dents de scie entre 2007 et 2015. 109.187 candidats ont obtenu leur Baccalauréat avec mention, soit 51,46% de l'ensemble des bacheliers, 57,3% sont des filles ont obtenu une mention. La meilleure moyenne a été obtenue au niveau de l'Académie régionale de Casablanca-Settat dans la branche Sciences physiques– Section française (19,52 sur 20) selon les chiffres officiels du département de Chakib Benmoussa. En cette année, le nombre global des candidats qui ont obtenu le Baccalauréat a augmenté de 14.000, soit 6% par rapport à la même session de 2022, et le nombre des candidats qui ont passé l'examen a augmenté de 18% comparativement avec la session de 2022. Le nombre des candidats

ayant obtenu une mention, parmi les scolarisés et les libres, a atteint 127.338, soit un taux de 48%. Ce taux était de 51%, soit 137.486 candidats.

Même en France, la hausse spectaculaire du taux de réussite est accompagnée par une recrudescence du taux de mentions délivrées aux résultats du Baccalauréat. La croissance du taux de réussite au Baccalauréat s'accompagne d'une forte augmentation du nombre de mentions. En 1967, seulement 32% des bacheliers obtenaient une mention. En 2022, ce sont 58,8 % des candidats (toutes filières confondues) ont décroché une mention, soit presque un candidat sur deux.

Au Maroc, il y a plus dix ans, le taux de réussite au baccalauréat ne dépassait guère les 35%. En 2022, ce taux a été de 66,28% contre 68% pour la même session de l'année 2021.

L'apostrophe qui nous interpelle : Que s'est-il passé en moins de deux décennies pour qu'on ait atteint un tel niveau de réussite dans un laps de temps très court, et que les mentions BIEN et très BIEN soient distribuées à discrétion ? Serait-ce imputable à un coup de balai du diplôme ou à des candidats bien plus doués, plus clairvoyants, plus perspicaces que notre génération et la génération qui nous a précédés ? Serait-ce assignable à un système de notation courtisanesque ? Serait-ce attribuable à un système éducatif miséricordieux par lequel certaines écoles privées gratifieraient leurs élèves de notes non méritées ?

Ou serait-il le signe d'un investissement accru des élèves mieux préparés, et plus motivés, entraînant de fait ce crescendo de niveau des mentions ? La réforme du Baccalauréat à travers la valorisation du contrôle continu et le développement des cours particuliers a pu-t-elle aider bon nombre d'élèves en le permettant d'obtenir plus aisément une mention ?

L'enjeu d'obtention de bonnes notes au baccalauréat a eu une conséquence que nous considérons négative, à savoir la focalisation excessive des familles sur la préparation en quantité et non en qualité de l'examen et de ce fait nous nous

sommes malheureusement retrouvés avec des étudiants qui sont plus préparés pour affronter l'examen, que préparés à affronter la vie.

De ce fait, ce qui devrait, de prime abord, s'apercevoir et se dévoiler comme une nouvelle exhilarante nous interpelle à poser plusieurs interrogations. Avec un indice de développement de 0,683, le Maroc occupe la 123<sup>ème</sup> place parmi les 191 pays pour lesquels l'IDH a été calculé en 2022. Parmi les principaux facteurs expliquant cette performance médiocre figurent les déficits significatifs en matière d'éducation. D'ailleurs, le système éducatif Marocain est pointé par tous les rapports mondiaux issus d'organisations internationales en le taxant de toutes les épithètes péjoratives ne saurait expliquer ce jubilé inopiné, encore moins cette frénésie des mentions dont s'adjugent 48% des lauréats Marocains. Des moyennes de 17, 18 et 19 au Baccalauréat sont servies à profusion et à volonté.

Naguère, le taux de réussite durant les années 70 n'excédait pas les 15% puisque le système à l'époque était beaucoup plus rigide et sélectif. Il n'y avait pas durant cette phase de possibilités de rattrapage et il n'existait alors qu'une seule session d'examen.

En outre, il y a plus de 40 ans, décrocher son Baccalauréat avec mention Assez bien, Bien ou "très bien" était une grande distinction personnelle et une démonstration du sérieux et de la recherche de réussite. A ce titre, le cercle des poètes disparus des années 70 ou des années 80 auraient eu autant de valeur d'excellence avec l'augmentation du nombre d'élèves obtenant des mentions,

Devant cette profusion des mentions, une note de 13 ou de 14, qui était dans notre génération une prouesse et un exploit ne garantit plus une inscription aux grands instituts cotés du Royaume qui, en sus, des moyennes élevées comme premier ticket d'entrée, ne sont accueillants que sur concours.

En France, la valeur d'une mention est devenue subjective : Alors que la grande majorité des formations du supérieur ont intégré le calendrier de Parcoursup, elles sélectionnent leurs étudiants sans connaître leur mention au

bac. C'est notamment le cas des classes préparatoires. "La question des mentions ne se pose pas, puisque les élèves reçoivent leurs propositions d'admission avant le résultat du baccalauréat".

Du côté de Sciences po Paris, la mention "très bien" au bac permettait auparavant d'accéder au cycle Bachelor sans passer par les concours, mais cela a été supprimé en 2014. Intégrée au calendrier de Parcoursup, l'admission des étudiants se fait désormais avant les résultats du Bac.

Même si la mention reste un "gage de qualité", elle est donc devenue "inutile pour beaucoup de formations". Ce ne sont plus que les notes qui comptent aujourd'hui, et la mention perd sans doute de son utilité. Elle devient de plus en plus une satisfaction personnelle par rapport au travail fourni pendant toutes ces années".

Au Maroc, paradoxalement, si jadis, le bac du cercle des poètes disparus, de par sa rigueur, constituait un réel clé d'entrée pour diverses disciplines, son obtention est aujourd'hui imposée y compris pour certaines filières de la formation professionnelle fondées à l'origine dans les années 70 pour ceux qui n'avaient pas atteint le niveau Bac ou qui n'avaient pas réussi à le décrocher.

Le mystère sur ces records historiques de réussite et ces moyennes générales tellement élevées et en grand nombre qu'elles en deviennent peu plausibles. Seule des enquêtes rigoureuses permettraient d'ouvrir la boîte de pandore, l'énigme et le talisman du foisonnement des mentions.

## Table des matières

Covid-19, Crise Ukrainienne et l'impérieuse nécessité de la Souveraineté alimentaire et pharmaceutique du Maroc .....	3
L'Espagne respire au Maroc : les raisons géostratégiques du rétablissement diplomatique .....	7
Une économie mondiale à fleur de peau : Le Warning de la CNUCED .....	13
Les trajectoires économiques Royales pour une Afrique prospère .....	17
Quelle Classe Moyenne dans le nouveau Contrat Social au Maroc ? .....	23
Les nouvelles fractures de l'économie mondiale .....	29
Les rides l'innocence .....	33
Tuer la poule aux œufs d'OR ou l'état alarmant de l'éducation en 2022 .....	37
Bank ALMAGHRIB entre le marteau d'une politique monétaire accommodante et le marteau de l'inflation .....	43
Caucus Africain ou l'impérieuse nécessité d'une intégration régionale Africaine au regard d'une mondialisation à fleur de peau .....	47
Baccalauréat au Maroc POST-COVID et le mystère des mentions !!! .....	53
Rire, Sourire, Humour et Humeur: Perte de temps ou sources de motivation au travail ? .....	57
Quelle mondialisation de demain à l'ère de la crise Russo-ukrainien ? .....	61
Les mômes de Tindouf ou les rides de l'innocence .....	65
Après 23 ans de règne, repenser la Croissance économique au Maroc .....	69
" Du feu de paille au long feu " .....	69
La Portée économique du Discours du Trône 30 Juillet 2022 .....	79
Quand notre planète brûle .....	83
A DIEU Noureddine : Une comédie, un humour et un gag d'exception .....	93
Quand le Développement Humain est dans l'œil du cyclone : Une lecture du rapport du PNUD 2022 .....	97
Quand le voile dévoile la misogynie d'un régime Iranien phallocrate .....	101
Quand le Roi MOHAMMED 6 assainit le climat des Affaires et rend justice à l'Investissement au Maroc .....	105

Après une année d'investiture, du Pain sur la planche pour le Team AKHNOUCH .....	111
Promotion de l'Investissement et du Business International au Maroc : La Vision d'un Roi.....	117
COP 27 entre une terre à sec, une planète qui brûle et tensions géopolitiques	127
Le Monde est Foo.....t ou la leçon d'un Made in Morocco.....	133
Quand le Foot Marocain transmet des Valeurs Humaines aux Quatre coins du Monde.....	139
Victoire du Maroc au Qatar 2022 : Preuve et Gage que l'Union Arabe, Maghrébine et Africaine est toujours possible .....	143
Taux directeur et le mirage de la maîtrise de l'inflation.....	149
A DIEU ABDERRAOUF : Un Humour et une Comédie d'exception .....	153
"NIYA" entre l'héritage islamique du passé et coaching et loi de l'attraction du présent.....	157
Le Forum de Davos 2023 à l'ère d'une géopolitique mondiale fragmentée ..	163
Davos 2023 : un Forum économique et une mondialisation aux pieds d'argile.....	167
Une géopolitique Méditerranéenne Française sournoise contre le Maroc .....	171
Géopolitique Sud-Méditerranéenne envers le Maroc : Quels sont les dessous d'une géostratégie Espagnole ? .....	175
8 Mars et la Femme : Un panneau publicitaire Onusien aux pieds d'argile ....	181
A la recherche du Bonheur .....	187
Quand le ROI Mohammed 6 met en piédestal la culture AMAZIGH : une décision Majestueuse pour un Maroc indivisible .....	193
Chronique des années de braise.....	197
Langue d'enseignement au Maroc : De la langue du Bois à la langue de Shakespeare .....	201
Baccalauréat 2023 et le mystère des Mentions au Maroc.....	207

## **Bibliographie selective :**

(CEPII) : Le Centre d'études prospectives et d'informations internationales  
<http://www.cepii.fr/>

IEGA : Institut d'études de géopolitique appliquée [www.institut-ega.org](http://www.institut-ega.org)

Policy Center for the New South [www.policycenter.ma](http://www.policycenter.ma)

LES JOURNAUX MAROCAINS :

Médias24 (quotidien économique)

L'ECONOMISTE (quotidien économique)

LA VIE ECONOMIQUE (hebdomadaire)

LES INSPIRATIONS ECO (quotidien)

AUJOURD'HUI LE MAROC (quotidien)

LE MATIN (quotidien)

LIBERATION (quotidien)

L'OPINION (quotidien)

[www.le360.ma](http://www.le360.ma)

[www.laquotidienne.ma](http://www.laquotidienne.ma)

LES JOURNAUX FRANÇAIS :

Le Monde

Le Nouvel Economiste

Les Echos

La Tribune

Le Figaro

FOR AUTHOR USE ONLY

FOR AUTHOR USE ONLY

**More  
Books!**



yes  
**I want morebooks!**

Buy your books fast and straightforward online - at one of world's fastest growing online book stores! Environmentally sound due to Print-on-Demand technologies.

Buy your books online at  
**[www.morebooks.shop](http://www.morebooks.shop)**

Achetez vos livres en ligne, vite et bien, sur l'une des librairies en ligne les plus performantes au monde!

En protégeant nos ressources et notre environnement grâce à l'impression à la demande.

La librairie en ligne pour acheter plus vite

**[www.morebooks.shop](http://www.morebooks.shop)**



[info@omniscryptum.com](mailto:info@omniscryptum.com)  
[www.omniscryptum.com](http://www.omniscryptum.com)

OMNI



FOR AUTHOR USE ONLY